



Commission
européenne

Rapport annuel 2017 Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique

Coopération
Internationale et
Développement



Table des matières



| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| RÉSUMÉ EXÉCUTIF | 4 |
| 1. PRÉSENTATION DU FONDS FIDUCIAIRE DE L'UE POUR L'AFRIQUE | |
| 1.1. Portée géographique | 7 |
| 1.2. Objectifs stratégiques du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique | 8 |
| 1.3. Gouvernance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique | 9 |
| 2. APERÇU DU RAPPORT ANNUEL 2017 | |
| 2.1 Aperçu financier | 10 |
| 2.2 Contexte politique | 12 |
| 2.3 État d'avancement de la mise en œuvre des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique | 13 |
| 2.4. Activités de recherche, suivi et évaluation | 16 |
| 2.5 Relations avec les partenaires de mise en œuvre et les autres acteurs | 19 |
| 2.6 Activités de communication | 24 |
| 3. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS | |
| 3.1. Sahel and Lac Tchad | 25 |
| 3.2. Corne de l'Afrique | 42 |
| 3.3. Afrique du Nord | 56 |
| 4. RAPPORT FINANCIER | |
| 4.1. Montants annoncés et versés | 68 |
| 4.2. Montants payés | 71 |
| 4.3. Administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique | 71 |
| 5. GESTION ET CONTRÔLE INTERNE | |
| 5.1. Résultats des contrôles | 73 |
| 5.2 Observations et recommandations du service d'audit interne et de la Cour des comptes | 73 |
| 5.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne | 73 |
| 6. ANNEXES | |
| ANNEX I – Liste des programmes approuvés en 2017 | 75 |
| ANNEX II – Liste des contrats signés | 82 |



Résumé exécutif

Ce rapport annuel décrit l'état actuel et les réalisations, jusqu'en décembre 2017, du Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (le Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique).

En 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est concentré sur le déploiement d'activités aux niveaux nationaux et régionaux, afin de répondre aux besoins les plus pressants des pays partenaires africains, tout en traduisant ses priorités stratégiques en actions. Au cours de l'année, 40 nouveaux programmes ont été approuvés dans les trois régions, portant le total des programmes approuvés à 143 à la fin 2017, dont trois s'étendant sur plusieurs régions. Avec 900 millions d'euros contractés, le rythme de mise en œuvre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est considérablement accéléré en 2017. Depuis la création du Fonds, le montant total des contrats signés avec les partenaires de mise en œuvre s'élève à 1,5 milliard d'euros.

En 2017, Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a intensifié ses efforts visant à créer des opportunités économiques et d'emploi, notamment dans les pays d'origine, et à développer des opportunités durables de développement dans les pays de transit en encourageant des individus à renoncer aux activités liées à la migration irrégulière. Selon les prévisions, plus d'un demi-million de personnes trouveront un emploi, recevront une formation professionnelle ou bénéficieront d'une aide pour monter une entreprise grâce à l'aide du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a offert protection et assistance à plus de 13 000 migrants et a œuvré en faveur du renforcement des capacités de 1 500 instances gouvernementales en matière de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains.

Deux ans après sa création lors du sommet de La Valette sur la migration de novembre 2015, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a davantage démontré sa valeur ajoutée en tant qu'outil de mise en œuvre rapide et efficace. Cet outil facilite le dialogue politique avec les pays partenaires, couvre de nouveaux secteurs, permet des approches innovantes, produit des résultats et stimule et attire les financements, l'expertise et l'expérience d'une grande variété d'acteurs et de partenaires. De plus, il assure une complémentarité avec les instruments existants grâce à sa capacité à répondre à des besoins des pays bénéficiaires non couverts. Par exemple, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a su mobiliser un financement substantiel pour des actions à long terme et durables, afin de répondre

aux besoins liés aux déplacements forcés prolongés, ce qui a permis à l'Union européenne (UE) de jouer un rôle de premier plan dans l'opérationnalisation du lien entre l'action humanitaire et le développement.

Dans le cadre de ses activités, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est intervenu dans les trois régions qu'il couvre pour limiter les effets combinés de conditions sécuritaires dégradées et de défis persistants tels que la pression démographique, les faiblesses institutionnelles et l'extrême pauvreté. Pour remédier à ces difficultés, l'UE et ses partenaires ont suivi une approche associant sécurité et développement afin d'aider les populations locales et de répondre à leurs besoins, tout en renforçant le dialogue avec les forces de sécurité des pays partenaires et en exploitant les avantages et la complémentarité des instruments disponibles, notamment le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Le long de la route de Méditerranée centrale, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, notamment dans le cadre de l'Initiative FFUE-OIM, a contribué à lutter contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, à gérer plus efficacement les flux migratoires, à sauver des vies en mer et dans le désert et à améliorer les conditions de vie des migrants et des réfugiés en Libye et dans la région du Sahel. La Commission a appelé les États membres à apporter des contributions supplémentaires au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, et tout particulièrement pour l'Afrique du Nord. En conséquence, les contributions annoncées par les États membres de l'UE et autres donateurs ont augmenté de 148,5 % en 2017.

Dans leur ensemble, les ressources du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique atteignaient 3,3 milliards d'euros à fin 2017, dont plus de 2,9 milliards d'euros en provenance du Fonds européen de développement (FED) et du budget de l'UE et 378,8 millions d'euros alloués par les États membres de l'UE et d'autres donateurs (Suisse et Norvège).

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'appuie sur une approche factuelle pour renforcer les connaissances et la compréhension des causes profondes complexes, des moteurs et des facteurs sous-jacents de l'instabilité, de l'insécurité, des migrations irrégulières et des déplacements forcés dans toutes les régions concernées. À cette fin, les activités mises en œuvre dans les trois régions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont appuyées par des facilités de recherche qui contribuent à l'identification et à la diffusion des politiques et approches les plus efficaces. Un certain nombre d'activités de recherche sont en cours afin de fournir le meilleur ensemble possible de données et d'informations permettant d'orienter la prise de décisions.



Des efforts supplémentaires ont été déployés pour assurer un suivi et une évaluation stricts des activités. Afin de faciliter ces processus, des outils innovants ont été mis en place, comme une nouvelle plateforme de rapportage commune, accessible au public, et un système de suivi qui inclut un ensemble de 19 indicateurs transversaux déterminés d'un commun accord.

En accord avec les principes établis par le nouveau consensus européen pour le développement, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique encourage la mise en œuvre des actions par une variété de partenaires, afin d'en optimiser l'impact et d'améliorer la coordination et les efforts collectifs. L'année passée, le Fonds a coopéré étroitement avec les acteurs africains, les agences de développement des États membres, des organisations internationales, l'ONU et les organisations de la société civile.

Au cours de l'année 2017, des étapes décisives ont été franchies en direction d'une meilleure communication, de plus de transparence et d'accès à l'information. Un site internet dédié présentant les résultats obtenus, les programmes adoptés et les ressources financières disponibles a été inauguré¹. Un grand nombre de réunions, de consultations et de présentations ont été organisées en 2017 sur les travaux du Fonds.

Le rapport fournit un aperçu des orientations stratégiques, des activités et des résultats obtenus dans chacune des trois régions dans lesquelles intervient le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Au Sahel et dans la région du lac Tchad, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique met en place des approches spécifiques à chaque pays afin de traiter les défis migratoires et de stabilité. Les actions adoptées en 2017 reflètent l'accent mis au niveau régional d'une part sur la prévention des migrations irrégulières, des déplacements forcés et sur la facilitation d'une meilleure gestion des migrations, et d'autre part sur l'élaboration d'une approche globale de la stabilité, de la sécurité et de la résilience. En 2017, 14 nouveaux programmes ont été approuvés dans cette région pour un total de 291,4 millions d'euros.

La Corne de l'Afrique est restée vulnérable aux facteurs externes qui affectent les crises intra- et interrégionales et compromettent la sécurité et la stabilité. De plus, en 2017, du fait de difficultés prolongées, la région a dû faire face à une période d'instabilité exceptionnelle qui explique en grande partie le déplacement forcé de millions de réfugiés et de personnes déplacées internes. En 2017, 17 nouveaux programmes ont été adoptés dans cette région pour un total de 233.48 millions d'euros.

En Afrique du Nord, malgré des difficultés persistantes, le rythme d'élaboration et de mise en œuvre des activités s'est sensiblement accru par rapport à 2016. La situation désastreuse le long de la route de Méditerranée centrale a nécessité des mesures ambitieuses afin de traiter des facteurs multiples. Cette année, 8 nouveaux programmes ont été approuvés pour un total de 232,5 millions d'euros, montant auquel s'ajoute un programme multifenêtre de 8,6 millions d'euros.

Les derniers chapitres de ce rapport annuel contiennent le rapport financier pour l'année 2017 et fournissent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne. Le rapport annuel sera soumis au Comité opérationnel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avant le 15 février 2018, comme l'exige l'Acte constitutif.

¹ <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/>

Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique
Rue de la Loi 41
B-1049 Bruxelles
Fax: +32 (0)2 299 64 07
Courriel: europeaid-info@ec.europa.eu

Internet

<http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa>
http://ec.europa.eu/europeaid/index_en.htm
http://eeas.europa.eu/index_en.htm

Des exemplaires papier du rapport annuel en français sont disponibles sur demande (EuropeAid-INFOPOINT-PUBLICATIONS@ec.europa.eu).



Présentation

du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique



Le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique) a été créé lors du sommet de La Valette sur la migration en novembre 2015, pour servir d'outil de mise en œuvre capable d'apporter une réponse rapide, flexible et efficace aux situations d'urgence. Il permet d'attirer et de regrouper différentes sources de financement, d'expertise et d'expérience de l'Union européenne (UE) et d'autres donateurs, notamment des États membres de l'UE.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique aide à gérer les crises actuelles vécues dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. Il œuvre en faveur de la stabilité et contribue à une meilleure gestion des migrations, conformément à l'approche fondée sur le développement appliquée par l'UE aux déplacements forcés. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribue également à lutter contre les causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières en promouvant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

Par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, l'UE aide ces trois régions à relever les défis croissants liés à la pression démographique, à l'extrême pauvreté, aux tensions internes, aux faiblesses institutionnelles, aux limitations des infrastructures sociales et économiques et à une résilience insuffisante aux crises alimentaires. Ces phénomènes entraînent conflits ouverts, déplacements de population, migrations irrégulières, traite d'êtres humains et trafic de migrants, criminalité, radicalisation et extrémisme violent.

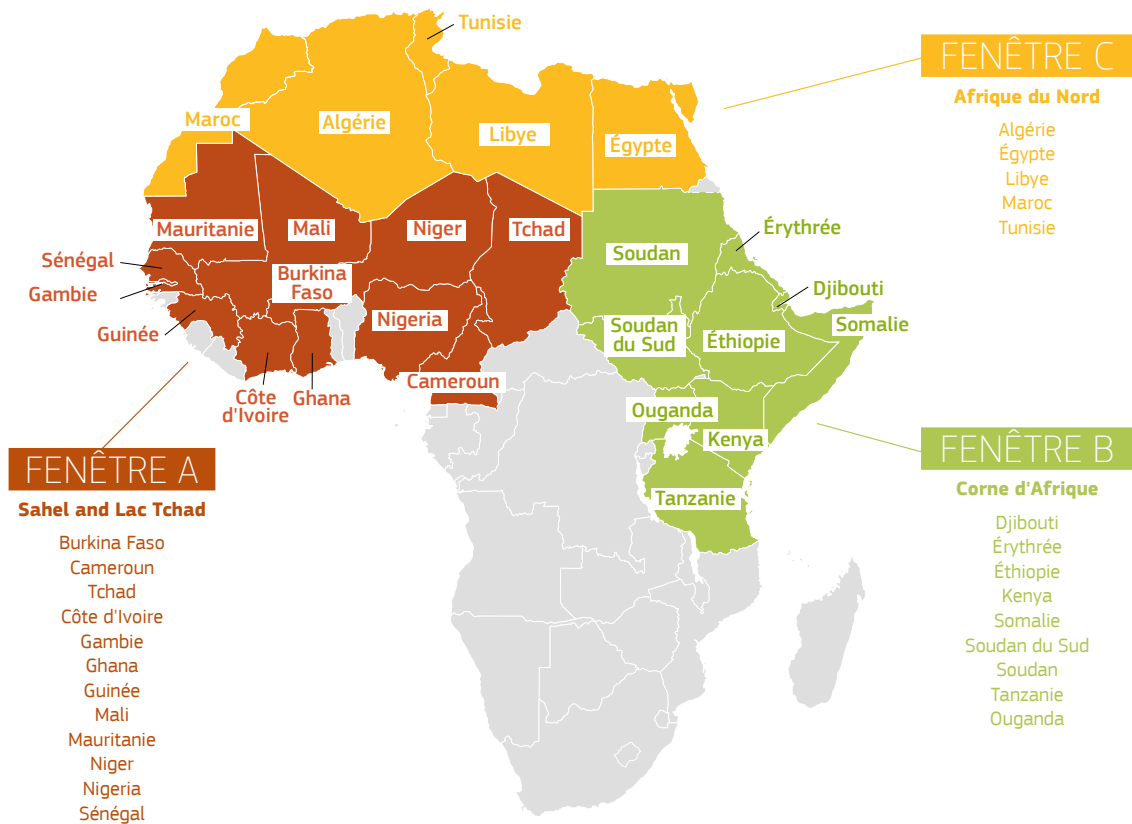
1.1. Portée géographique

Le Conseil d'Administration stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, réuni en décembre 2016, a convenu d'élargir la portée géographique du Fonds en y ajoutant trois pays éligibles (Ghana, Guinée et Côte d'Ivoire) confrontés à des difficultés croissantes liées aux migrations irrégulières. Depuis février 2017, ces nouveaux pays éligibles sont des partenaires à part entière du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Les pays voisins des pays éligibles du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique peuvent aussi bénéficier, au cas par cas, d'un financement du Fonds pour soutenir des programmes présentant une dimension régionale et visant à faire face aux flux migratoires et aux défis transfrontaliers qui en découlent.

Figure 1. Pays partenaires du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

(Les frontières ainsi que les noms et appellations indiqués sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne)



1.2. Objectifs stratégiques du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fonctionne selon quatre lignes d'action stratégiques applicables aux trois fenêtres opérationnelles régionales, comme stipulé dans le document d'orientation stratégique adopté par le Conseil d'Administration stratégique en novembre 2015 :

a) Multiplier les opportunités économiques et d'emploi : élaborer des programmes économiques inclusifs générateurs d'emploi, notamment chez les jeunes et les femmes au niveau local, en privilégiant la formation professionnelle et la création de micro entreprises/petites entreprises. D'autres interventions viendront plus particulièrement en aide aux migrants de retour dans leur pays d'origine.

b) Renforcer la résilience des communautés, notamment des plus vulnérables, ainsi que des réfugiés et des populations déplacées. Cet objectif passe par la fourniture de services fondamentaux aux populations locales, notamment les plus vulnérables, ainsi qu'aux réfugiés et aux personnes déplacées, y compris la mise en place de centres de proximité ou d'autres moyens visant à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, leur santé, leur éducation et leur protection sociale.

c) Améliorer la gestion des flux migratoires dans les pays d'origine, de transit et de destination conformément à l'approche globale de la migration et de la mobilité, ainsi qu'aux processus de Rabat et de Khartoum, à savoir : favoriser l'élaboration de stratégies nationales et régionales en matière de gestion des flux migratoires, limiter et prévenir la migration irrégulière, lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et autres formes de criminalité similaires, faciliter la réadmission et le retour effectif, offrir la protection internationale et l'asile, œuvrer en faveur de la migration et de la mobilité légales.

d) Améliorer la gouvernance, faciliter la prévention des conflits et limiter les déplacements forcés/ la migration irrégulière, à savoir : lutter contre la violation des droits de l'homme et faire respecter l'État de droit, favoriser la prévention des conflits, notamment en renforçant les capacités dans les domaines de la sécurité et du développement, ainsi qu'en veillant au respect de la loi, y compris en matière de gestion des frontières et de migration. Certaines actions contribueront également à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme.

1.3. Gouvernance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Comme indiqué dans son Acte constitutif, la gouvernance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'articule autour du Conseil d'administration stratégique et des trois Comités opérationnels, un pour chaque région couverte par le Fonds.

Figure 2. Gouvernance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique



Le Conseil d'administration stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est réuni pour la troisième fois le 30 juin 2017. Sa prochaine réunion est prévue pour la fin avril 2018. Le Comité opérationnel du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est réuni plusieurs fois dans ses diverses configurations géographiques (deux réunions pour le Comité opérationnel de la Corne de l'Afrique et deux pour celui de l'Afrique du Nord, et une réunion pour le Comité opérationnel du Sahel et du lac Tchad). De nouvelles réunions des Comités opérationnels pourraient avoir lieu au cours du premier semestre de 2018.

Par ailleurs, plusieurs systèmes ont été mis en place pour coordonner les activités entre les trois fenêtres régionales du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et assurer un suivi rigoureux de ces activités. Un système de collecte de données et de rapportage a été établi afin de garantir la transparence et la visibilité des contributions de l'UE et des autres donateurs.

Aperçu du rapport annuel 2017



Le rapport annuel 2017 du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique évoque succinctement les évolutions politiques et opérationnelles du Fonds qui ont eu lieu pendant l'année écoulée. Il dresse son état des lieux, et notamment des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes sur le terrain et dans la mobilisation des ressources financières. En 2017, 40 nouveaux programmes ont été approuvés dans les trois régions, portant le total des programmes approuvés à la fin 2017 à 143, dont trois programmes multifenêtres (deux adoptés par le Comité opérationnel du Sahel et du lac Tchad et un par celui de l'Afrique du Nord). En plus de ces nouveaux programmes, six riders (avenants) aux programmes existants ont été approuvés en 2017. La liste des programmes adoptés en 2017 figure à l'annexe I du présent rapport.

Malgré la persistance de quelques difficultés, le rythme de mise en œuvre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est nettement accéléré, comme en témoigne l'augmentation substantielle du montant contracté aux partenaires de mise en œuvre, qui est passé de 600 millions d'euros à la fin décembre 2016 à 1,5 milliard d'euros à la fin décembre 2017. La liste complète des contrats signés jusqu'à présent figure à l'annexe II du présent rapport. De même, les ressources financières que l'UE et les autres donateurs (États membres de l'UE, Norvège et Suisse) ont mises à disposition du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont considérablement augmenté depuis la fin de l'an dernier.

De manière général, au terme de sa deuxième année d'existence, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a davantage démontré sa valeur ajoutée en tant qu'important outil de mise en œuvre qui facilite le dialogue politique avec les pays africains partenaires, produit des résultats rapides et efficaces sur le terrain, rassemble de substantielles ressources financières de différentes sources (budget de l'UE, FED, États membres de l'UE et autres donateurs) et met à profit l'expertise et l'expérience de divers acteurs.

Le rapport annuel 2017 sera soumis pour approbation au Comité opérationnel des trois régions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avant le 15 février 2018, comme l'exige l'Acte constitutif.

2.1 Aperçu financier

Tableau 1. Contributions annoncées

| CONTRIBUTIONS ANNONCÉES (EN EUR) | | |
|----------------------------------|-------------------------------------------|---------------|
| 31/12/2016 | États membres de l'UE et autres donateurs | 152 385 265 |
| | Contributions de l'UE | 2 403 400 000 |
| 31/12/2017 | États membres de l'UE et autres donateurs | 378 834 400 |
| | Contributions de l'UE | 2 952 933 858 |



Au 31 décembre 2017, les ressources allouées au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'élevaient approximativement à **3,3 milliards d'euros** : plus de **2,9 milliards d'euros** du Fonds européen de développement (FED) et des instruments financiers de l'UE, notamment l'Instrument de coopération au développement (ICD), l'Instrument européen de voisinage (IEV), ainsi que des financements de la Direction générale de la migration et des affaires intérieures (DG HOME) et de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO), et **378,8 millions d'euros** des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Suisse et Norvège), dont **340,9 millions d'euros** avaient déjà été versés au 31 décembre 2017.

En 2017, les ressources provenant du FED et du budget de l'UE ont augmenté d'environ 525 millions d'euros (245 millions d'euros du FED, 230 millions d'euros de l'ICD et 50 millions d'euros de la DG HOME), soit une hausse de près de 22 %. À la suite du vif appel à contributions supplémentaires lancé par la Commission européenne et le Conseil européen, les contributions annoncées par les États membres de l'UE et les autres donateurs en 2017 ont considérablement augmenté de 226,4 millions d'euros, soit 148,8% d'augmentation, passant de 152,4 millions d'euros à la fin de décembre 2016 à 378,8 millions d'euros à la fin de décembre 2017. Ce remarquable accroissement a surtout concerné la région de l'Afrique du Nord.

2.2 Contexte politique

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique continue à privilégier la lutte contre les crises actuelles vécues dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord, en y favorisant la stabilité et en contribuant à améliorer la gestion des migrations. Il combat les causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières en promouvant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

En 2017, outre des difficultés persistantes, les trois régions couvertes par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont dû affronter un nombre croissant de crises nationales et régionales affectant la sécurité et la stabilité. Des situations sécuritaires dégradées liées à des conflits armés persistants se sont vues aggraver en raison de leur combinaison avec des situations d'urgence récurrentes telles qu'épidémies, catastrophes naturelles ou sécheresses prolongées. Ce contexte limite drastiquement les opportunités économiques existantes et favorise, entre autres, l'appauvrissement et la radicalisation. Par ses activités, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'emploie activement à limiter les effets néfastes de telles conditions défavorables en créant des opportunités économiques et d'emploi. Pendant l'année écoulée, il a à nouveau démontré sa grande efficacité à traduire en actions les priorités fixées par l'UE, ses États membres et les pays partenaires.

Les migrations et les déplacements forcés ont été résolument intégrés dans la politique globale et les dialogues politiques menés entre les pays partenaires, l'UE et ses États membres. Plusieurs initiatives ont été adoptées afin de répondre de façon adéquate aux besoins et intérêts de l'UE et des pays partenaires, ainsi que pour suivre de près les progrès dans la mise en œuvre.

Le 25 janvier 2017, la Commission européenne et la Haute Représentante/Vice-présidente ont présenté une communication conjointe intitulée « La migration le long de la route de Méditerranée centrale. Gérer les flux migratoires, sauver des vies »², qui propose une série de mesures supplémentaires qui s'inscrivent dans une stratégie globale visant à renforcer l'action de l'UE le long de cette route. Les mesures énoncées dans la communication conjointe ont essentiellement pour but de lutter contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, de gérer plus efficacement les flux migratoires, de continuer à sauver des vies en mer et d'améliorer les conditions de vie des migrants et des réfugiés en Libye et dans les pays du Sahel.

Cette initiative a débouché sur une coopération plus efficace avec les pays partenaires et les partenaires internationaux tels que l'Organisation internationale pour les migrations



(OIM) ou le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Au Conseil européen des 22 et 23 juin 2017, les dirigeants se sont engagés à agir de manière décisive en renforçant la coordination et en obtenant davantage de résultats en ce qui concerne l'ensemble des éléments contenus dans la déclaration de Malte, le cadre de partenariat et le plan d'action conjoint de La Valette, qui devront être soutenues par des ressources financières suffisantes. Le Conseil européen des 19 et 20 octobre 2017 a confirmé son engagement à assurer un financement suffisant et ciblé des projets liés aux migrations, plus particulièrement pour la fenêtre Afrique du Nord du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, en appelant les États membres à apporter des contributions supplémentaires.

En mai 2017, le Conseil des affaires étrangères de l'UE a approuvé l'opérationnalisation du lien entre l'action humanitaire et le développement. Dans ses conclusions, le Conseil appelle les institutions et les États membres de l'UE à intensifier leur collaboration dans le domaine humanitaire et en matière de développement, et à mener de concert un dialogue politique et un engagement diplomatique afin de remédier plus efficacement aux situations de fragilité et aux crises prolongées.

Le 7 juin 2017, l'UE a présenté une nouvelle stratégie en appui au renforcement de la résilience dans l'action extérieure

de l'UE³, où elle prend acte de la nécessité de passer d'une approche d'endigement de la crise à une approche à long terme et plus structurelle à l'égard des situations de vulnérabilités diverses.

En septembre 2017, la Commission a présenté les futures étapes d'une politique migratoire et d'asile de l'UE plus efficace et plus juste. Les nouvelles initiatives proposées comprenaient un nouveau programme de réinstallation pour un minimum de 50 000 réfugiés, des projets pilotes en faveur de la migration légale que la Commission peut aider à financer et à coordonner, et de nouvelles mesures visant à renforcer l'efficacité de la politique de retour de l'UE.

Lors du sommet UA-UE des 29 et 30 novembre 2017, les dirigeants africains et européens se sont engagés à travailler ensemble pour améliorer la situation des migrants et des réfugiés en Libye et à prendre toutes les mesures nécessaires pour leur offrir une aide adéquate et faciliter les retours volontaires vers leurs pays d'origine, ainsi que pour mettre en place des solutions durables pour les réfugiés. Ces dirigeants ont également souligné la nécessité d'investir davantage dans la jeunesse, notamment par la promotion de la mobilité entre l'Afrique et l'Europe.

2.3 État d'avancement de la mise en œuvre des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Les activités du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique reposent sur un ensemble de principes directeurs agréés.

Principes directeurs des activités du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

- Des processus stratégiques efficaces basés sur le dialogue politique avec les pays partenaires et des approches adaptées aux défis spécifiques.
- Rapidité et flexibilité pour garantir une mise en œuvre rapide et des programmes adaptables à des contextes changeants.
- Approche globale, intégrée et coordonnée avec les autres acteurs pour un impact maximal.
- Appropriation locale et partenariat pour comprendre les contextes locaux et répondre aux besoins des pays partenaires et des communautés bénéficiaires.
- Approche fondée sur des données factuelles pour comprendre les moteurs, la dynamique et les causes de la migration, et cartographier les réponses.
- Approche bienveillante (do-no-harm) ou sensible aux conflits pour maximiser la contribution des acteurs du développement à la paix et à la stabilité.
- Principes de subsidiarité et de complémentarité avec les autres instruments de l'UE et les donateurs.

Comme en 2016, les programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique adoptés en 2017 ont été identifiés et élaborés par l'UE (à Bruxelles et dans les délégations de l'UE), en étroite partenariat avec les agences de développement des États membres de l'UE et les autres donateurs, les représentants des pays partenaires et des autres acteurs, les organisations internationales possédant une expertise et une longue expérience de la migration, ainsi qu'avec des organisations de la société civile (OSC) locales et internationales.

Les processus menant à l'identification et à l'élaboration des propositions de programme reposent sur l'examen de données quantitatives issues de nombreuses sources telles que les agences statistiques nationales, l'OIM, Eurostat, Frontex, le HCR, la FAO, la Banque mondiale, l'UNICEF et plusieurs organisations régionales, ainsi que sur des analyses qualitatives de la situation sur le terrain, un dialogue constant avec les acteurs et les enseignements tirés des projets passés.

Soucieux de suivre l'évolution continue des schémas de migration irrégulière et les besoins émergents, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fait également appel à des facilités de recherche afin de mobiliser les meilleurs partenaires de recherche, d'améliorer la connaissance et la compréhension des causes profondes et complexes de l'instabilité, de l'insécurité, de la migration irrégulière et des déplacements forcés, ainsi que de leurs moteurs et facteurs sous-jacents.

Au 31 décembre 2017, un total de 143 projets, pour un montant de **2,388 milliards d'euros**, avaient été approuvés pour les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. La liste complète des projets approuvés figure à l'annexe I du présent rapport. Sur ce montant total approuvé, 210 contrats ont été conclus avec des partenaires de mise en œuvre pour un montant de plus de **1,502 milliard d'euros** (soit 63 % des financements approuvés).

Grâce à un dialogue intensif et un partenariat renforcé avec une série de partenaires de mise en œuvre, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a réussi à accroître le rythme général de mise en œuvre en 2017. Ce résultat dépend de plusieurs éléments, notamment la situation interne des pays, le personnel disponible dans les délégations de l'UE et le degré de réactivité des partenaires de mise en œuvre, qui est fonction de leurs procédures administratives internes. De nouvelles améliorations seront nécessaires en 2018 pour raccourcir davantage les délais écoulés entre l'approbation d'un projet par le Comité opérationnel, la signature du contrat et la date de lancement des activités proprement dites.

À travers la mise en œuvre de ses programmes, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a facilité les progrès du dialogue politique et suivi une approche équilibrée en appui aux nombreux aspects de la migration, en mettant l'accès sur les domaines d'intérêt mutuel, comme le traitement des causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés, la lutte contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, ainsi que le retour et la réintégration durable des migrants dans leurs pays d'origine.



© UE / Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso

Tableau 2. Programmes approuvés, projets contractés et montants versés au 31 décembre 2017 (en millions d'euros)

| FENÊTRE | MONTANT APPROUVÉ | MONTANT CONTRACTUEL | MONTANT VERSÉ |
|-------------------------|------------------|---------------------|---------------|
| Corne de l'Afrique | 818.1 | 460.8 | 169.5 |
| Afrique du Nord | 285 | 174.6 | 77.6 |
| Sahel & Lac Tchad | 1263 | 864.3 | 288.8 |
| Projets Multifenêtres** | 21.6 | 2.6 | 0.7 |
| TOTAL GÉNÉRAL* | 2 388 | 1 502.3* | 536.6 |

* Ce montant inclut les contrats administratifs non liés aux activités

Figure 3. Programmes approuvés par objectifs stratégiques (en millions d'euros)

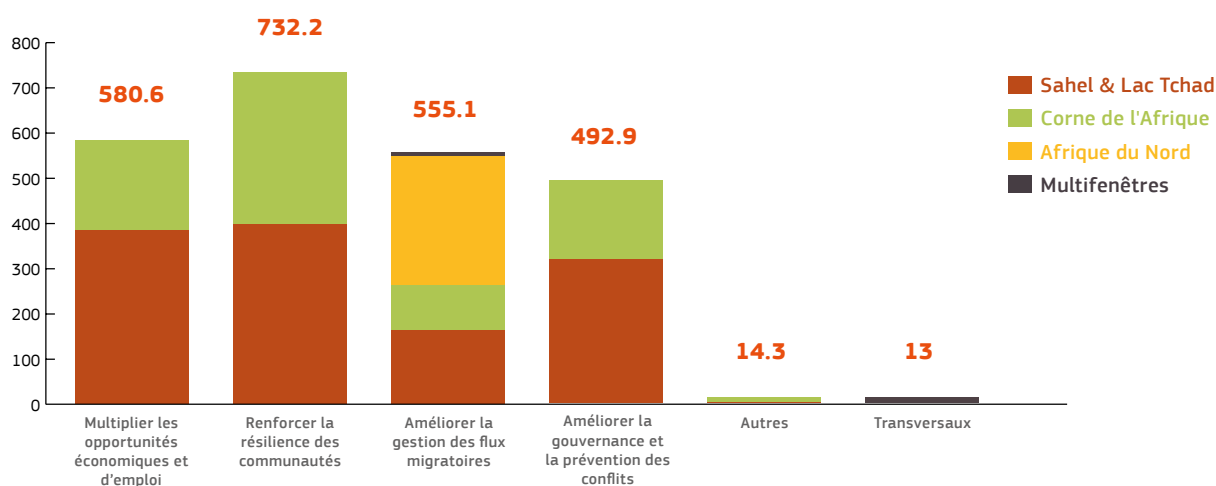


Tableau 3. Programmes approuvés par objectifs stratégiques (en millions d'euros)

| Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique - Objectifs stratégiques | SAHEL & LAC TCHAD | CORNE DE L'AFRIQUE | AFRIQUE DU NORD | MULTIFENÊTRES | TOTAL |
|------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|-----------------|---------------|---------------|
| 1. Multiplier les opportunités économiques et d'emploi | 383.6 | 197 | - | - | 580.6 |
| 2. Renforcer la résilience des communautés | 397 | 335.2 | - | - | 732.2 |
| 3. Améliorer la gestion des flux migratoires | 162.5 | 99 | 285 | 8.6 | 555.1 |
| 4. Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits | 318.1 | 174.8 | - | - | 492.9 |
| 5. Autres | 2.2 | 12.1 | - | - | 14.3 |
| Transversaux | - | - | - | 13 | 13 |
| TOTAL | 1 263* | 818.1* | 285* | 21.6* | 2 388* |

*Montants arrondis

2.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est confronté à des situations complexes dans des contextes en constante évolution. Ses actions doivent donc pouvoir s'adapter rapidement à toute circonstance nouvelle et imprévue. À cette fin, les programmes font l'objet d'un suivi et d'une évaluation rigoureux, ce qui permet d'orienter au mieux la prise de décisions et d'adapter les actions sur le terrain, ainsi que de déterminer où des efforts accrus s'imposent, quels groupes cibles sont à privilégier et/ou quelles

approches s'avèrent les plus efficaces. De la sorte, une transparence et une redevabilité maximales sont garanties pour toutes les actions. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'appuie aussi sur une approche factuelle faisant appel à des partenaires de recherche pour renforcer les connaissances et la compréhension des causes profondes complexes, des moteurs et des facteurs sous-jacents de l'instabilité, de l'insécurité, des migrations irrégulières et des déplacements forcés dans toutes les régions concernées.

Suivi et évaluation

En 2017, les trois fenêtres opérationnelles du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont accru leurs efforts respectifs afin de mettre en place des processus et systèmes visant à améliorer les fonctions de suivi et d'évaluation du Fonds. AKVO – Real Simple Reporting (RSR), une plateforme de suivi partagée et accessible au public qui intègre tous les projets et cadres logiques, a été mise en œuvre pour permettre d'améliorer le système de suivi et de rapportage. Elle expose de façon spécifique les résultats attendus et réels, les produits et l'impact des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en fonction des indicateurs spécifiques de chaque action.

Cette plateforme a été conçue pour faciliter le processus de présentation des rapports pour les partenaires de mise en œuvre en leur permettant d'extraire facilement des rapports à partir de données encodées. Un cadre de présentation de rapportage intégrant les partenaires de mise en œuvre est en cours d'élaboration.

En outre, un ensemble de 19 macro-indicateurs communs aux trois fenêtres a été établi. Ces indicateurs font l'objet d'un suivi dans tous les projets afin de constituer des données agrégées reprenant les objectifs et les résultats au niveau du pays, de la région et du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Ils correspondent aux quatre domaines thématiques du Fonds et seront intégrés dans la nouvelle plateforme AKVO RSR, ainsi que sur le site internet du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique à des fins de suivi et de transparence. Ces nouveaux outils renforcent considérablement la cohésion des actions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique entre toutes ses fenêtres opérationnelles.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, un cadre de suivi et d'évaluation (S&E) a été élaboré afin de traduire en objectifs mesurables les priorités de la région dans le domaine des migrations. En 2017, les partenaires de mise en œuvre ont été aidés à aligner les cadres logiques des



© UE / Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso / F. Kabre

Macro-indicateurs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

1. Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

1.1 Nombre d'emplois créés

1.2 Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) appuyées

1.3 Nombre de personnes aidées dans le développement d'activités économiques génératrices de revenus

1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences

2. Renforcer la résilience

2.1 Nombre de plans de développement locaux bénéficiant d'un appui direct

2.2 Nombre de personnes bénéficiant de services sociaux fondamentaux

2.3 Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance nutritionnelle

2.4 Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance en matière de sécurité alimentaire

2.5 Nombre de gouvernements locaux ayant adopté et mis en œuvre une stratégie locale de réduction des risques de catastrophe

3. Améliorer la gestion des flux migratoires

3.1 Nombre de projets menés par des membres de la diaspora

3.2 Nombre de migrants en transit et de personnes déplacées de force ayant été protégées ou aidées

3.3 Nombre de migrants ou de migrants potentiels touchés par une campagne d'information sur la migration et sur les risques liés à la migration irrégulière

3.4 Nombre de retours volontaires ou de rapatriements humanitaires assistés

3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant de mesures de réintégration

3.6 Nombre d'institutions (nationales et locales) et d'acteurs non étatiques directement aidés par un renforcement des capacités en matière de gestion des flux migratoires

4. Améliorer la gouvernance

4.1 Nombre de postes-frontières ayant été aidés à renforcer les contrôles frontaliers

4.2 Nombre de membres du personnel d'institutions gouvernementales et des forces de sécurité intérieure ayant reçu une formation

4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

4.4 Nombre de victimes de trafic ayant été assistées ou dirigées à des services d'assistance

programmes financés sur le cadre de suivi et d'évaluation. Une assistance technique est en place pour former et aider les partenaires de mise en œuvre à collecter et analyser les données et en assurer le rapportage. Ils pourront ainsi agréger les données provenant des projets, et mesurer les résultats et impacts aux niveaux nationaux et régionaux. Ce vaste cadre de S&E permettra aussi d'améliorer les connaissances et les capacités de l'UE concernant la création d'un cadre qui pourra s'appliquer, à grande échelle, à une grande diversité de programmes de l'UE à portée régionale et multithématique, avec un accent particulier sur les façons de conserver sur le long terme les connaissances acquises et l'expérience pratique accumulée.

Le système de suivi et d'apprentissage (Monitoring and Learning System - MLS) de la fenêtre de la Corne de l'Afrique a été mis en place en juillet 2017 avec deux objectifs essentiels : renforcer le suivi et le rapportage des interventions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans la région, et tirer des enseignements des résultats des projets afin de mieux informer la mise en œuvre et la stratégie. Pendant ses six premiers mois de fonctionnement, le MLS a permis de passer en revue les cadres et les

indicateurs des programmes. Des liens ont été établis entre les nombreuses activités mises en œuvre sur le terrain et le premier ensemble de macro-indicateurs conçu pour les trois régions. Sur cette base, le MLS permet d'élaborer un plan de suivi régional pour la Corne de l'Afrique pour collecter les données relatives aux activités de tous les programmes dans la région financés par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Grâce à ce plan, il devient possible de suivre en temps réel les progrès réalisés au niveau régional et de mieux documenter la stratégie des programmes. Notre partenaire de mise en œuvre pour le MLS travaille étroitement avec les partenaires de mise en œuvre de tous les pays de la région.

En 2017, la fenêtre du Sahel et du lac Tchad a intégré les macro-indicateurs dans les cadres logiques existants afin de consolider ses résultats, elle a rassemblé les indicateurs pour les projets en cours et identifié un ensemble d'indicateurs clés qui ont été cartographiés par thématique et par objectifs du cadre opérationnel, ce qui a permis de formuler sa logique d'intervention.

Facilité de recherche

Les trois fenêtres du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont appuyées par des facilités de recherche (REF) qui contribuent à l'identification et à la diffusion des politiques et approches les plus efficaces, afin de doter le Fonds de la base factuelle la plus large possible. Une facilité a été adoptée en 2016 pour la Corne de l'Afrique et une autre en 2017 pour les deux autres fenêtres opérationnelles, cela pour permettre la production de nouvelles analyses en fonction des besoins. Des recherches et des analyses ont été commandées pour toutes les fenêtres afin de contribuer à mieux identifier et cibler les actions.

La fenêtre du Sahel et du lac Tchad a commencé à rassembler des données relatives à divers thèmes, notamment la protection des populations vulnérables et en particulier des travailleurs domestiques et des mineurs, l'emploi des jeunes, le contrôle démocratique des forces de sécurité, la défense, la justice et la migration. L'initiative Applied Research Network on West African Migration (Réseau de recherche appliquée sur la migration en Afrique de l'Ouest) a été lancée pour fournir un flux constant d'informations fiables, actualisées et harmonisées concernant les migrations dans les pays ouest-africains. Ce programme sera étendu à l'Afrique du Nord et pourra contribuer à informer la prise de décisions et à renforcer les synergies entre experts et décideurs politiques.

Dans le cadre de la facilité de recherche, la fenêtre de l'Afrique du Nord, en même temps que celle du Sahel et du lac Tchad, a récemment conclu un projet centré sur le suivi des tendances en matière de trafic de migrants et de traite des êtres humains dans les régions du grand Sahara et du Maghreb. Cette initiative offrira une source d'informations primaires servant de base pour élaborer des recommandations et des orientations politiques destinées aux programmes adoptés.

La facilité de recherche de la fenêtre de Corne de l'Afrique, qui est opérationnelle depuis mai 2016, est mise en œuvre par un consortium de partenaires européens et des pays partenaires. Elle a réalisé une vaste étude documentaire sur les flux migratoires et les conflits dans la région, ainsi que plusieurs analyses sur la base de recherches sur le terrain. En 2017, la REF s'est focalisée sur la dynamique à l'origine des mouvements transnationaux dans quatre régions frontalières, sur les migrations entre la Corne de l'Afrique et le Yémen, et sur les réseaux somaliens présents en Ouganda. D'autres travaux de recherche sont attendus concernant un large éventail de thèmes, notamment la migration rurale vers les centres urbains, la gestion des flux migratoires et les liens entre l'emploi des jeunes et les migrations.

Mécanisme axé sur les résultats (ROM)

Au niveau des programmes, le système ROM (Results-oriented mechanism) est un outil central basé sur de courtes visites menées par des experts indépendants qui évaluent la pertinence, l'efficacité, l'impact potentiel et la pérennité des programmes. Il offre un soutien d'experts au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique à la fois dans les pays partenaires et à Bruxelles pour la consolidation des rapports sur les résultats des programmes et projets. Les études ROM sont mises en œuvre à partir d'ensembles harmonisés de règles, de modèles de spécification et de normes qualitatives spécifiques au ROM en question. Les recommandations sont convenues en coordination avec les partenaires de mise en œuvre et en consultation avec les acteurs clés.

Ce sont jusqu'à 38 missions ROM qui se dérouleront dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont 15 missions en 2018. Parmi celles-ci, sept seront menées dans la fenêtre du Sahel et du lac Tchad (Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) et huit dans celle de la Corne de l'Afrique (quatre projets au Kenya et quatre en Ouganda).

2.5. Relations avec les partenaires de mise en œuvre et les autres acteurs

L'un des principes directeurs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est sa complémentarité avec d'autres instruments de l'UE et autres donateurs. Ainsi, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique travaille en complémentarité avec les programmes indicatifs nationaux et régionaux, les missions de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), ainsi que les programmes et projets financés et mis en œuvre par les États membres de l'UE.

Bien que l'article 10 de l'Acte constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique indique que la coopération déléguée avec les États membres de l'UE reste l'option de mise en

œuvre privilégiée, des activités financées par le Fonds sont menées avec divers autres partenaires de mise en œuvre, notamment avec les agences de développement des États membres de l'UE, avec des ONG internationales et locales, ainsi qu'avec des organisations internationales et des Nations Unies (ONU). Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique applique plusieurs modalités de mise en œuvre : coopération déléguée, appels à propositions ou à manifestations d'intérêt, appui budgétaire ou mixage prêts-dons, et octroi direct dans des situations spécifiques. Dans le but d'améliorer la coordination et les efforts conjoints, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique encourage une mise en œuvre des actions par diversité d'acteurs.

Figure 4. Programmes par partenaires de mise en œuvre (sur la base des contrats signés)

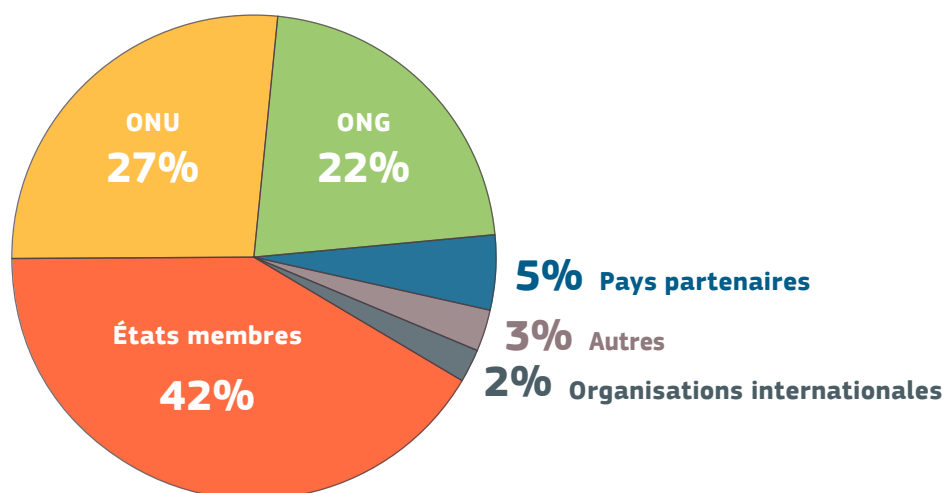


Tableau 4. Programmes par partenaires de mise en œuvre (sur la base des contrats signés - en euros)

| PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE | MONTANT CONTRACTUEL (EN MIO EUR) | % |
|--------------------------------------|----------------------------------|------------|
| États membres | 608,13 | 42 |
| ONU | 386,98 | 27 |
| ONG | 322,65 | 22 |
| Pays partenaires | 71,08 | 5 |
| Autres | 36,73 | 3 |
| Organisations internationales | 25,93 | 2 |
| Total | 1 451,5 | 100 |

2.5.1. Agences de développement des États membres de l'UE

Tableau 5. Programmes mis en œuvre par les agences des États membres de l'UE (sur la base des contrats signés - en euros)

| ÉTATS MEMBRES DE L'UE | MONTANT CONTRACTUEL (EN MIO EUR) * |
|-----------------------|------------------------------------|
| Autriche | 12,9 |
| Belgique | 39,9 |
| France | 195,64 |
| Allemagne | 138,02 |
| Italie | 91,17 |
| Luxembourg | 35,9 |
| Slovaquie | 1,9 |
| Espagne | 51,69 |
| Royaume-Uni | 41 |
| Total | 608,13 |

* Ces montants n'incluent pas les co-financements

En 2017, le dialogue et les partenariats avec les agences de mise en œuvre des États membres de l'UE se sont encore développés et enrichis, surtout par des contacts directs établis au niveau du Siège ou des pays, des réunions et consultations techniques, et avec la participation active des États membres de l'UE dans les délibérations des Comités opérationnels. Grâce à cela, les agences des États membres de l'UE exécutent actuellement des contrats avec le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique à hauteur de 608,1 millions d'euros, soit environ 43 % du montant total des projets contractés.

Les contacts avec les agences des États membres de l'UE ont surtout concerné l'identification et l'élaboration de nouvelles propositions, ainsi que la mise en œuvre des actions approuvées, notamment dans le but d'accélérer encore le rythme de mise en œuvre et de résoudre conjointement les difficultés de mise en œuvre de natures variées. Pendant l'année écoulée, quelques consultations à ce sujet ont été menées avec des représentants des agences des États membres de l'UE.

La coopération avec les États membres de l'UE en qualité de partenaires de mise en œuvre montre aussi une grande efficacité dans le cadre de programmes nationaux et régionaux spécifiques et engendre un impact positif sur le dialogue avec les partenaires africains. Des efforts supplémentaires ont été entrepris afin d'améliorer encore la coordination avec les agences des États membres de l'UE au niveau des pays et dans le cadre de programmes existants et futurs. De fréquentes réunions se sont déroulées avec les représentants des donateurs impliqués dans le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pendant la phase de conception des programmes ou dans le cadre des comités de direction et/ou techniques.

2.5.2. Pays partenaires

L'identification des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est le résultat d'un dialogue approfondi avec les partenaires africains et les acteurs locaux, nationaux et régionaux concernés. Les autorités nationales, tant au niveau national que local, sont elles aussi étroitement associées à la mise en œuvre des actions.

La structure de gouvernance novatrice du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique assure également l'appropriation par les pays partenaires, grâce à laquelle les représentants de ces pays et des organisations régionales concernées contribuent très activement au processus décisionnel en prenant part aux réunions du Conseil d'administration et des Comités opérationnels et aux discussions stratégiques menant à l'approbation des programmes.

2.5.3. Nations Unies et organisations internationales

Tableau 6. Programmes mis en œuvre par les agences des Nations Unies (sur la base des contrats signés - en euros)

| PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE | MONTANT CONTRACTUEL (EN MIO EUR) |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| OIM - Organisation internationale pour les migrations | 182,83 |
| HCR - Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | 52,6 |
| FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | 48 |
| OIT - Organisation internationale du travail | 21,2 |
| ITC - Centre du Commerce International | 21 |
| UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance | 20,35 |
| UNDP - Programme des Nations Unies pour le développement | 18 |
| ONU - Programme des Nations Unies pour les établissements humains | 12 |
| PAM - Programme alimentaire mondial | 8 |
| ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | 3 |
| Total - organisations de l'ONU | 386,98 |

Tableau 7. Programmes mis en œuvre par les organisations internationales (sur la base des contrats signés - en euros)

| PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE | MONTANT CONTRACTUEL (EN MIO EUR) |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| KRCS - Croix-Rouge kényane | 5,92 |
| IGAD - Autorité intergouvernementale pour le développement | 5,2 |
| Interpol | 5 |
| CICR - Comité international de la Croix-Rouge | 4,5 |
| OIDD - Organisation internationale de droit du développement | 2,97 |
| ICMPD - Centre international pour le développement des politiques migratoires | 2,34 |
| Total - organisations internationales | 25,93 |

De nombreuses organisations internationales et des Nations Unies mettent en œuvre des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans les trois régions couvertes. Elles constituent de précieux partenaires de mise en œuvre par leur vaste expérience de longue date. À la fin décembre 2017, les agences de l'ONU et les organisations internationales étaient chargées de la mise en œuvre de contrats signés totalisant environ 413 millions d'euros, soit 28,4 % des montants contractuels.

Sur la base du mandat stratégique et de l'expérience de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), un cadre global d'action conjointe entre le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et l'OIM (initiative conjointe FFUE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants) a été lancé fin 2016. Comptant sur un soutien financier de l'Allemagne et de l'Italie, ce cadre a pour but de mettre en place un ensemble cohérent d'actions-pays visant à renforcer la gestion des migrations et à assurer le retour et la réintégration durable des migrants dans leurs pays d'origine, de transit ou de destination. L'initiative conjointe du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et de l'OIM couvre 14 pays, y compris la Libye et les 13 pays du Sahel.

Cette initiative repose sur quatre piliers : **(1)** protection et aide au retour volontaire ; **(2)** réintégration ; **(3)** information et sensibilisation ; **(4)** collecte de données (points de suivi des flux migratoires et portail internet). Au cours des six premiers mois de fonctionnement de l'initiative, des programmes ont été élaborés et des activités lancées au titre de chaque pilier par la conclusion d'une série de contrats.

Au titre de l'initiative FFUE-OIM, plus de 13 000 personnes ont bénéficié d'une aide pour retourner dans leur pays d'origine entre mai et décembre 2017. De plus, une assistance consulaire est offerte aux migrants qui ont besoin d'aide pour rentrer chez eux depuis les pays de transit ou de destination en Afrique et qui n'ont pas de titre de voyage en règle. Une aide à l'accueil et pour la période consécutive à l'arrivée est également offerte. Les activités de réintégration sont gérées en tenant compte des systèmes et des pratiques du pays pour la réintégration. Elles sont documentées par une cartographie des pays et des évaluations socio-économiques et, dans certains cas, facilitées par des comités techniques.

2.5.4. Organisations de la société civile (OSC)

Les organisations de la société civile ont cherché à s'engager dans l'action du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dès le début du processus. Dans le but de garantir la transparence et de mobiliser l'expertise des organisations de la société civile dans les domaines de travail du Fonds, de nombreux efforts ont été déployés pour faciliter la coordination

avec les représentants des groupes de la société civile. Comme l'année précédente, des consultations avec les OSC se sont déroulées à Bruxelles en 2017 (notamment lors du Forum des OSC les 6 et 7 juillet 2017), ainsi que dans des pays partenaires, comme le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal, la Gambie et le Niger. En

juin 2017, la fenêtre de la Corne de l'Afrique a organisé une discussion thématique sur les solutions durables au problème des déplacements prolongés dans cette région, par une mise en commun des expériences des OSC actives en la matière. En outre, des sessions d'information pour les OSC ayant des programmes approuvés à présenter ont eu lieu deux fois en 2017, après les réunions du Comité opérationnel de la Corne de l'Afrique.

Les délégations de l'UE se réunissent régulièrement avec les représentants d'OSC pour débattre de divers sujets, notamment les programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Les OSC ont un rôle clé à jouer dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique grâce au partage des résultats et analyses de leurs recherches sur les priorités du Fonds à leur participation aux consultations et réunions informelles. À la fin de l'année 2017, les contrats mis en œuvre par des

OSC liés à des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique se chiffraient à 322,6 millions d'euros, soit environ 22 % du total des montants contractés. Il faut aussi noter qu'un grand nombre d'agences de mise en œuvre des États membres font appel à des OSC pour exécuter des volets ou activités spécifiques de leurs programmes.

Les acteurs de la société civile peuvent répondre aux appels à propositions et aux appels à manifestations d'intérêt. Dans la région du Sahel et du lac Tchad, trois appels à manifestations d'intérêt ont été lancés entre fin 2016 et 2017, respectivement au Burkina Faso, au Mali et au Cameroun. Dans la région de la Corne de l'Afrique, des appels à propositions ont été lancés concernant des programmes à mener en Éthiopie et en Somalie, ainsi que des actions transfrontalières pour un montant total de 59 millions d'euros.



© UE / Agence des Nations Unies pour les migrations (OIM) 2017

2.6. Activités de communication

2.6.1. Nouveau site internet du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Un site internet dédié au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été inauguré en décembre 2017. <https://ec.europa.eu/trustfundforafrica>

Ce site internet permet au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique de communiquer de façon plus large et plus efficace sur son travail, en mettant l'accent sur ses résultats. Il accroît la visibilité du Fonds en présentant des informations et données sur sa structure et son fonctionnement, sur

les programmes adoptés, les ressources financières et les partenaires de mise en œuvre. Ce nouvel outil permet de présenter plus facilement au public et aux parties prenantes des nouvelles et des récits provenant des pays partenaires et des personnes qui bénéficient du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Le site internet renforce aussi la transparence des actions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique grâce à une communication franche sur ses objectifs et résultats.

2.6.2. Plateformes utilisées à des fins de communication (AKVO, Wiki)

Les autres efforts de communication dirigés à un public externe (comme les OSC, les médias et le grand public européen et africain) comprennent l'utilisation de la plateforme AKVO RSR, un outil de communication, de rapportage et de suivi en ligne qui offre certaines fonctionnalités de communication telles que l'élaboration d'indicateurs servant à collecter, stocker et diffuser des informations sur des projets individuels et leurs phases de mise en œuvre.

Cette plateforme permet aussi aux partenaires de mise en œuvre de réaliser des mises à jour régulières à partir du travail de terrain, notamment sous la forme de matériel audiovisuel tel que photos, vidéos et interviews. En 2017, l'utilisation de la plateforme AKVO a considérablement augmenté, ce qui a eu un effet direct sur la capacité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique à suivre la mise en œuvre de ses programmes et à en présenter les résultats sur le terrain.

Dans le but d'améliorer la communication entre les délégations de l'UE, les États membres de l'UE, les membres du Comité opérationnel et autres acteurs concernés, la plateforme Wiki a été conçue pour héberger toutes les informations pertinentes qui ont trait aux trois fenêtres du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Cette plateforme comprend une liste exhaustive des projets approuvés, ainsi que d'autres informations utiles sur les projets adoptés et contractés. Les données stockées sur ces deux plateformes sont régulièrement extraites pour élaborer des rapports, briefings et autres matériels de communication tels que cartes, fiches d'information, infographies et fiches pays.

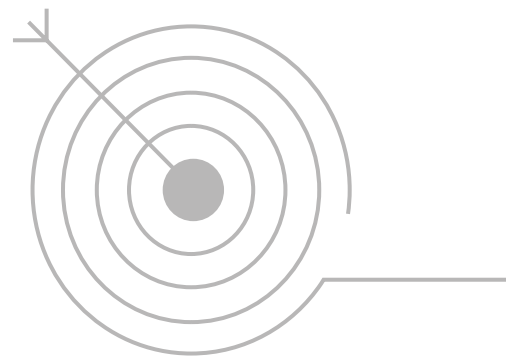
2.6.3. Accroître la visibilité et la transparence du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Dans le but d'améliorer la visibilité et la transparence du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, des réunions, des consultations et des présentations consacrées au travail du Fonds ont été organisées en 2017 avec des représentants des pays partenaires et de l'UE, des partenaires de mise en œuvre, des agences des États membres et d'autres acteurs. Des présentations ont même été réalisées devant le Conseil européen et le Parlement européen. Quelques exposés sur les progrès du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont été réalisés à l'InfoPoint de la DG DEVCO, et les activités financées par le Fonds ont également été présentées lors des Journées européennes du développement en 2017.

Par ailleurs, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a lancé un processus pour recruter un contractant qui appuiera ses équipes dans la réalisation de leur travail de communication avec des acteurs externes en élaborant des produits de communication spécifiques, comme des articles, des lettres d'information, des cartes interactives, des fiches d'information et des supports audiovisuels pour les médias.

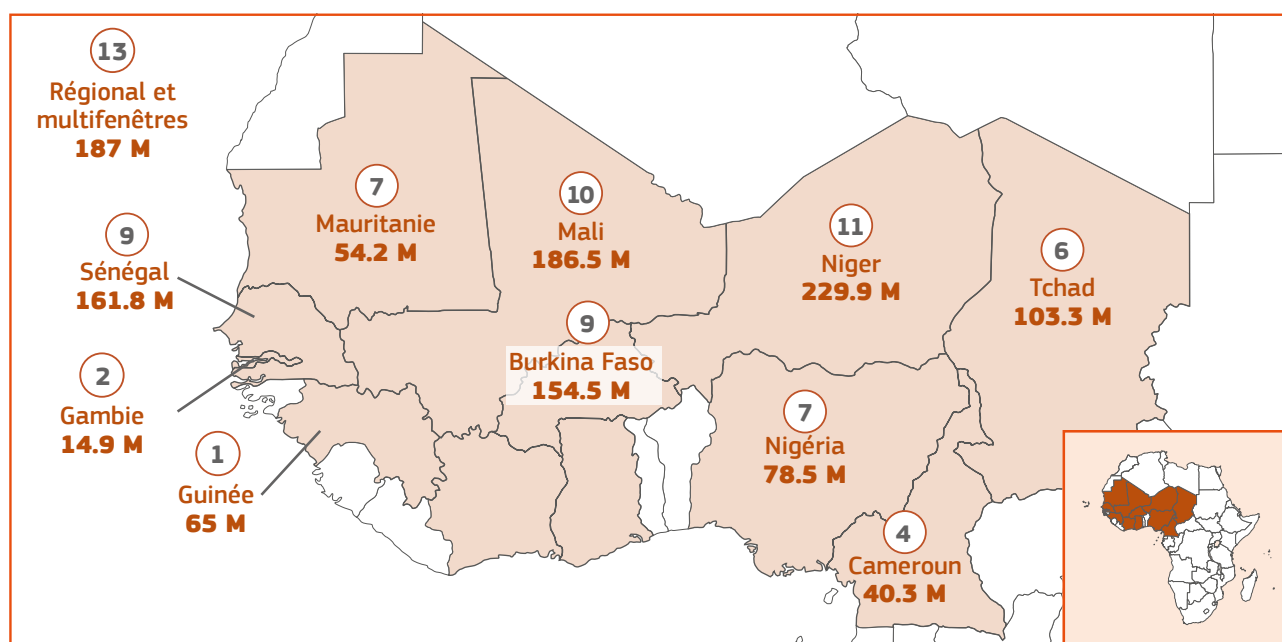
Orientations

stratégiques, mise en oeuvre et résultats



3.1. Sahel et lac Tchad

Figure 5. Carte régionale : Sahel et lac Tchad



En 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a maintenu son approche individualisée pour relever les défis liés aux flux migratoires et à l'instabilité auxquels sont confrontés les 12 pays de la région du Sahel et du lac Tchad. Au

31 décembre, 14 nouveaux projets avaient été approuvés par le Comité opérationnel, pour un montant total de 291,4 millions d'euros. En outre, toujours en 2017, cinq projets déjà approuvés ont perçu une aide supplémentaire pour un total de 66,1 millions d'euros.

Tableau 8. Aperçu des programmes du Sahel et du lac Tchad

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | 3 | 9 | 154,5 |
| Cameroun | - | 4 | 40,3 |
| Gambie | - | 2 | 14,9 |
| Mali | 1 | 10 | 186,58 |
| Mauritanie | 1 | 7 | 54,2 |
| Niger | 2 | 11 | 229,9 |
| Nigeria | 1 | 7 | 78,52 |
| Sénégal | 0 | 9 | 161,8 |
| Tchad | 1 | 6 | 103,3 |
| Guinée | 1 | 1 | 65 |
| Régional * | 4 | 13 | 187,03 |
| Total | 14 | 79 | 1 276,03* |

* Y compris les projets multifenêtres adoptés par le Comité opérationnel du Sahel et du lac Tchad

La région du Sahel et du bassin du lac Tchad est confrontée à de nombreuses difficultés liées, entre autres, à la pression démographique, au stress environnemental, à l'extrême pauvreté, à des tensions internes, à des faiblesses institutionnelles, à des infrastructures sociales et économiques défailtantes et à une résilience insuffisante aux crises alimentaires. Ces difficultés contribuent à la crise migratoire, aggravée par la traite d'êtres humains, le trafic de migrants et des problèmes de stabilité, de conflits et de déplacements forcés.

Avec des actions complémentaires conçues pour améliorer la gestion des migrations et la stabilité, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est à même d'élaborer des réponses adaptées à la situation vécue par ces pays et régions, qui sont traditionnellement des lieux d'origine ou de transit de migrants en situation irrégulière. En premier lieu, le Fonds continue à jouer un rôle particulier dans la mise en œuvre du nouveau cadre de partenariat en matière de migration⁴ dans la région du Sahel et du bassin du lac Tchad. En favorisant les dialogues pour le progrès et en créant des mesures incitatives dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribue activement à l'incorporation des migrations dans les débats politiques menés entre l'UE et les principaux

pays d'origine et de transit, en particulier le Sénégal, le Mali, le Niger et le Nigeria.

En deuxième lieu, garantir la stabilité et la sécurité reste un défi primordial pour le développement socio-économique de la région et pour permettre d'offrir des solutions alternatives aux migrations irrégulières et aux déplacements forcés. Étant donné la volatilité et les conflits incessants qui menacent la région du Sahel, augmenter la résilience des communautés les plus vulnérables, des réfugiés et des personnes déplacées demeure une priorité importante pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

La jeunesse reste le dénominateur commun des deux objectifs poursuivis en matière de migration et de stabilité. La création d'opportunités pour les jeunes est un pilier essentiel de l'action du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans la région. En effet, le manque d'opportunités économiques et les disparités dans la répartition des richesses représentent une source majeure de grief et de conflit. À partir de ces considérations, l'initiative « La voix des jeunes du Sahel » vise à promouvoir de meilleures perspectives pour les jeunes. Près de 50 millions de personnes de moins de 30 ans constituent

approximativement 65 % de la population des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Lancé par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en 2017, ce projet pilote soutient la création de mécanismes de dialogue structuré afin de permettre l'élaboration de politiques conçues pour les jeunes, dans lesquelles les jeunes se reconnaissent, qu'ils peuvent s'approprier et dont ils peuvent mesurer l'impact réel.

À la lumière de cette réalité et en accord avec le document d'orientation stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique adopté en novembre 2015, le cadre opérationnel de la région du Sahel et du lac Tchad est soutenu par deux objectifs : prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés et faciliter une meilleure gestion des migrations (objectif 1) ; élaborer une approche globale de la stabilité, de la sécurité et de la résilience (objectif 2). Dans les paragraphes suivants, les activités réalisées en 2017 au Sahel et au lac Tchad seront examinées à travers le prisme du cadre opérationnel de cette région.

3.1.1 Prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés, et faciliter une meilleure gestion des migrations et le retour durable des migrants

En dépit de la nette diminution du nombre d'arrivées en Italie en 2017 comparativement aux années précédentes, la situation humanitaire en Méditerranée demeure très préoccupante et constitue l'une des priorités du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Les migrants en situation irrégulière provenant des principaux pays d'origine situés dans la région du Sahel et du lac Tchad, dont le Nigeria, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal, ont représenté plus de 42 % des personnes arrivées en Italie par voie maritime pendant l'année.

Le cadre opérationnel de la fenêtre du Sahel et lac Tchad identifie quatre domaines d'intervention complémentaires dans son approche des migrations : 1) prévenir la migration irrégulière en créant des opportunités économiques et d'emploi dans les régions considérées à fort potentiel migratoire ; 2) transformer les systèmes construits autour de la migration irrégulière dans les régions où le trafic de migrants et les services pour les migrants sont des facteurs économiques importants ; 3) renforcer la gestion des migrations le long des routes migratoires ; 4) améliorer la coopération avec les pays d'origine afin de faciliter le retour et la réintégration durable des migrants en situation irrégulière.

Tableau 9. Faciliter une meilleure gestion des migrations

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | - | 1 | 8,3 |
| Cameroun | - | 2 | 13,3 |
| Gambie | - | 2 | 14,9 |
| Mali | - | 5 | 79,58 |
| Mauritanie | - | 5 | 38,2 |
| Niger | 1 | 7 | 121,9 |
| Nigeria | - | 1 | 15,5 |
| Sénégal | - | 9 | 161,8 |
| Tchad | - | 1 | 10,3 |
| Guinée | 1 | 1 | 65 |
| Régional | 3 | 5 | 67,13 |
| Total | 5 | 39 | 595,91 |

3.1.1.1 Créer des opportunités économiques et d'emploi dans les régions considérées à fort potentiel migratoire afin de prévenir la migration irrégulière et de faciliter les retours

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique cherche à offrir de nouvelles opportunités aux communautés pour œuvrer en faveur de la croissance et du développement à long terme. Il existe en effet une forte corrélation entre le manque d'opportunités économiques, la croissance démographique élevée, l'accès difficile à la terre pour les jeunes et la décision de migrer. La pauvreté entrave la migration et, par conséquent, les personnes ayant tendance à migrer possèdent généralement une bonne éducation, sont résilientes et bénéficient d'un vaste réseau de soutien. Pour freiner les migrations irrégulières, il est crucial d'élaborer des programmes spécifiques qui répondent aux besoins de ces personnes et à leur aspiration de préparer un avenir meilleur dans leur pays.

Stimuler l'entrepreneuriat et l'environnement des affaires au niveau local, ainsi que faire monter en compétences les jeunes et les groupes les plus vulnérables restent des défis majeurs à surmonter pour créer de nouvelles opportunités d'emploi.

Les interventions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont complétées par des réformes structurelles à moyen ou long terme basées sur un meilleur dialogue politique, la lutte contre la corruption et des systèmes de gouvernance plus efficaces qui auront des effets positifs sur les facteurs de croissance inclusive. En complément à des instruments bilatéraux et régionaux, notamment le Plan d'investissement extérieur récemment adopté, le Fonds vise à établir des

programmes de développement économique inclusifs et, de la sorte, à promouvoir la stabilité, la croissance économique inclusive, la cohésion sociale et le développement dans certaines régions d'origine des migrations et d'autres régions considérées à fort potentiel migratoire.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique promeut l'employabilité des jeunes et des groupes vulnérables en renforçant leurs compétences sociales et professionnelles, en intensifiant la création effective d'emplois, en encourageant un écosystème favorable au secteur privé et en stimulant des financements inclusifs dans les pays fragiles. Pour ce faire, il aide les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) existantes et nouvelles à s'insérer dans les chaînes de valeur locales et régionales et améliore ainsi leur accès aux marchés. De même, le Fonds soutient les environnements économiques locaux favorables dans leur démarche de conduite d'affaires et facilite l'accès aux financements pour tous dans le but de stimuler le travail indépendant. Les programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont entièrement intégrés et associent plusieurs interventions pour s'adapter aux profils et libérer le potentiel de bénéficiaires spécifiques tels que les jeunes, les femmes, les migrants en situation de retour volontaire et d'autres groupes vulnérables, comme les membres de la diaspora confrontés à des obstacles supplémentaires les empêchant de saisir les opportunités économiques et d'accéder aux services financiers.

Tableau 10. Créer des opportunités économiques et d'emploi

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Cameroun | - | 1 | 10 |
| Gambie | - | 1 | 11 |
| Mali | - | 2 | 33,58 |
| Mauritanie | - | 3 | 27,2 |
| Niger | 1 | 1 | 30 |
| Sénégal | - | 7 | 105,9 |
| Tchad | - | 1 | 10,3 |
| Guinée | 1 | 1 | 65 |
| Régional | 2 | 3 | 35,8 |
| Total | 4 | 20 | 328,78 |

Progrès depuis 2016

En 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a accéléré la mise en œuvre des actions et les projets approuvés ont enregistré de notables améliorations malgré des contextes difficiles. Par exemple, le programme « Développer l'emploi au Sénégal » lancé en mai 2017, vise à créer et assurer 1 200 emplois et soutien actuellement ses 16 premiers bénéficiaires à travers le programme national de mentorat pour entrepreneurs dans la région de Casamance. Dans le pays voisin, en **Gambie**, le commissaire Mimica a lancé le « *Youth Empowerment Project* » (YEP - programme d'autonomisation des jeunes) en février 2017 ; le mois de mars a vu la tenue du premier forum de l'emploi, avec la participation d'importants acteurs privés des secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire, des TIC et du textile/de la mode. Parmi les nombreuses autres activités de formation menées à bien pendant l'année, plus de 3 000 jeunes ont déjà bénéficié d'une mesure de sensibilisation au développement des compétences.

En **Mauritanie**, le projet PECOBAT a dispensé au personnel de 40 PME une formation sur les nouvelles méthodes de construction écologiques et les technologies d'économie

d'énergie. Au **Cameroun**, 66 bénéficiaires sont actuellement employés dans cinq programmes de réhabilitation d'infrastructures à petite échelle qui concernent des bassins hydrographiques et des routes secondaires dans la Région du Nord.

D'autres initiatives innovantes sont menées dans la même région. Au **Mali**, 13 400 personnes bénéficieront d'une assistance pour développer des activités économiques génératrices de revenus et créer de petites entreprises agroalimentaires dans le cadre d'une approche innovante d'entreprise sociale baptisée « modèle OYE » et destinée à favoriser l'emploi des jeunes. Au **Burkina Faso**, l'« *Ethical Fashion Initiative* » (Initiative Mode éthique) a été lancée dans les faubourgs de Ouagadougou avec l'ouverture de Pissy II, une installation rénovée de tissage de coton qui améliore la qualité du fil de coton et des textiles produits par quelque 5 000 fournisseurs et permet à leur entreprise sociale « GABES » de renforcer sa position commerciale sur le marché international du vêtement et du textile et dans le secteur de la mode.



© EU

Nouvelles actions en 2017

Deux nouveaux grands programmes économiques locaux ont été adoptés en décembre 2017 en Guinée et au Niger. Ils suivent une approche globale intégrée qui est pleinement en adéquation avec l'agenda du développement économique local et représentent ensemble une somme de 95 millions d'euros servant à stimuler l'économie locale et la création d'emplois pérennes. En marge des programmes nationaux,

un programme multi-pays d'appui au secteur privé (IPDEV-2) stimule le renforcement et la mise en place de nouveaux fonds africain d'investissement dans huit pays de la région du Sahel et du lac Tchad, aidant ainsi des centaines de PME à créer 5 000 emplois pérennes et à promouvoir les valeurs de l'entrepreneuriat dans la région.

Gambie : « Youth Empowerment Project » (YEP) – Projet d'autonomisation des jeunes⁵



Yusupha Jawo

Un jeune Gambien étudiant au Sterling Consortium de Banjul.

En trois mois, j'ai suivi le premier niveau d'un programme d'installation solaire du Sterling Consortium grâce à l'aide du YEP et de l'UE. Je suis maintenant capable d'installer moi-même un système solaire photovoltaïque. J'ai actuellement un contrat pour l'installation d'un système solaire chez mon client. Je tiens à dire un grand merci à Sterling, au YEP et à l'UE pour cette formation qui a vraiment changé ma vie.

© EU

Fatou Manneh

Une jeune femme de 26 ans originaire du village de Lamin, dans la région de la Côte ouest, a remporté le prix du Jeune partenaire commercial de l'année.

Je fais du petit commerce. Après avoir gagné le Prix de la Jeunesse rurale, j'ai ouvert un magasin. Le commerce me permet de résoudre mes problèmes financiers et d'offrir une aide précieuse à ma famille. Comme j'ai effectué l'inscription officielle de mon magasin, j'ai pu passer à autre chose que la vente sur étal, qui était mon activité avant de gagner le Prix. De plus, j'ai ouvert un compte d'épargne sur lequel je dépose tous mes revenus.



© EU

Le projet INTEGRA

Mme Fanta Cissé, secrétaire générale au ministère du commerce en Guinée et coordinatrice nationale du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, commente le projet INTEGRA : « *INTEGRA est un programme à long terme qui est essentiel pour concrétiser le souhait politique du gouvernement guinéen de travailler avec les jeunes et de répondre de façon urgente et efficace à leur besoin grandissant de participer au développement socio-économique durable.* »

Le programme INTEGRA pour le développement économique, qui couvre les régions de Conakry, de Kindia, de Mamo et de Labé, entend améliorer à la fois la qualité du travail disponible et la quantité de nouveaux postes et d'opportunités économiques, cela grâce aux écoles de formation et au développement des secteurs productifs dans les domaines de l'emploi agricole et minier.

Dans les écoles de formation, le travail manuel à haute intensité est associé à des formations en matière de finances et d'entrepreneuriat. Le projet vise à aider des jeunes de différents profils, des jeunes marginalisés et en décrochage scolaire jusqu'à ceux ayant accompli de hautes études ou qui ont choisi de revenir volontairement en Guinée. Les activités menées par les divers partenaires de mise en œuvre (GIZ et CTB) et l'ITC (Centre du Commerce International) sont non seulement complémentaires et intégrées mais également parfaitement alignées sur les priorités du gouvernement, avec lequel le projet a été conçu. Le but de ces activités est d'offrir des solutions d'emploi à 45 000 personnes et de créer près de 14 000 micro entreprises en facilitant l'accès à des services financiers diversifiés et facilement accessibles. Ce programme de 65,5 millions d'euros a reçu un cofinancement de la part du Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ).

3.1.1.2 Transformer les systèmes construits autour de la migration irrégulière dans les régions où le trafic de migrants et les services pour les migrants sont des facteurs économiques importants

Au Niger, la région d'Agadez reste le point de transit le plus fréquent pour les migrants ouest-africains qui tentent le voyage par la route de Méditerranée centrale. Devant l'afflux de migrants, des réseaux criminels de passeurs et de trafiquants sont apparus dans le nord du Niger et tirent des revenus substantiels de ces activités illégales, n'hésitant pas à abandonner des migrants dans le désert si nécessaire. Même si Agadez était auparavant connue pour son tourisme et son artisanat florissant, dont la région tirait une large part de ses revenus, elle est maintenant confrontée à une situation dégradée en matière de sécurité, à des risques d'enlèvement, au djihadisme et à divers trafics qui affectent profondément sa vie économique.

Les conséquences de cette évolution et la situation socio-économique désastreuse du Niger ont rendu la population locale dépendante des revenus générés par les flux migratoires et le trafic de migrants. Les migrants sont souvent en attente de moyens supplémentaires pour poursuivre leur périple et, en attendant, vivent dans des ghettos où ils risquent d'être exploités.

Dans ce contexte, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique suit une approche globale concernant la protection des migrants, le démantèlement des réseaux criminels et le développement local en transformant le système économique local et en offrant de nouvelles possibilités de génération de revenus.

Tableau 11. Transformer les systèmes construits autour de la migration irrégulière

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Niger | - | 4 | 69,9 |
| Total | - | 4 | 69,9 |

Progrès depuis 2016

Le Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique appuie le renforcement des capacités des autorités du Niger afin de leur permettre d’améliorer le contrôle du territoire et d’arrêter et poursuivre les criminels, dans le but de sévir contre l’économie du trafic de migrants. Devant le nombre croissant de migrants abandonnés dans le désert sur la route de Méditerranée centrale, le Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique a aidé le sauvetage de plus de 2 600 migrants en détresse en 2017, cela grâce à des missions de recherche et de sauvetage menées au Niger conjointement par l’OIM et les autorités du pays.

Afin d’offrir une protection et une assistance adéquates aux migrants le long de la route de Méditerranée centrale, le Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique soutient au Niger cinq centres déjà ouverts qui aident les migrants en détresse. Les migrants vulnérables et en détresse y reçoivent divers services tels que des repas et un logement temporaire, une assistance sanitaire et psychosociale, un accès à l’information, à des conseils et à un service de recherche familiale. Dans le cadre de cette protection, la possibilité

de retourner volontairement dans leur pays d’origine, où ils bénéficieront d’une aide à la réintégration, leur est également offerte.

Enfin, le Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique favorise aussi l’offre d’alternatives économiques aux communautés qui vivaient du trafic et des activités illégales liés aux flux migratoires, à travers le « Plan d’Action à Impact Economique Rapide – PAIERA ». Les projets menés dans ce cadre offrent des possibilités économiques aux individus et aux groupes en développant des activités génératrices de revenus, en soutenant le secteur agricole et en créant des opportunités d’emploi. Ces efforts de soutien aux communautés locales et déplacées et d’aide au redressement économique au Niger sont renforcés par les programmes « *Projet d’appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez* », « *Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires* » et « *Appuyer la formation et l’insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d’Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ces deux régions* ».

Le projet Équipe conjointe d’investigation

Le projet « Équipe conjointe d’investigation - ECI » vise à renforcer la coopération entre les pays de destination et de transit dans la lutte contre les réseaux criminels se livrant au trafic de migrants et d’êtres humains. Il vise en particulier à soutenir la mise en place d’une équipe conjointe composée d’agents français, espagnols et nigériens au Niger, considéré comme un pays de transit majeur sur les routes migratoires d’Afrique de l’Ouest. Grâce à un dialogue permanent entre pairs, à la formation et au mentorat, les capacités opérationnelles des services de répression nigériens en matière d’enquête et de poursuite en justice des trafiquants se sont renforcées : 75 affaires judiciaires ont abouti à 86 interpellations et à 76 emprisonnements, ainsi qu’au démantèlement de sept réseaux nationaux et de 12 réseaux internationaux. Les experts de l’ECI expliquent que leur action privilégie à la fois les techniques d’investigation et la qualité des procédures établies, permettant de transmettre les dossiers au bureau du procureur et ainsi d’accélérer les jugements.

3.1.1.3 Contribuer à améliorer la gestion des migrations et à renforcer la coopération pour faciliter le retour et la réintégration durable des migrants

Avec la création de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la migration et la mobilité légales, en particulier la migration de travail, ont contribué au développement de la région. Toutefois, l'actuelle dynamique de population, associée à l'instabilité socio-économique et aux conflits en Afrique de l'Ouest et centrale, a eu pour effet d'accroître les migrations irrégulières et les déplacements forcés au sein de ces régions, ainsi qu'en direction de l'Afrique du Nord et de l'Europe. En 2015, plus de six millions de personnes ont entrepris de migrer au sein de la région, y compris 2,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) et plus de 900 000 réfugiés.

Bien que le nombre de migrants risquant leur vie pour traverser la Méditerranée ait diminué, passant de 181 000 en 2016 à 119 000 en 2017, ils sont encore nombreux à avoir besoin d'aide et de protection le long des routes migratoires en Afrique de l'Ouest et centrale. En chemin, ces personnes sont en effet exposées à des risques extrêmes

car elles n'ont pas accès aux services fondamentaux et vivent dans la crainte des trafics, de l'exploitation, de la violence sexuelle, des meurtres, des rapt et des détentions arbitraires dans des prisons officielles ou officieuses. Bon nombre de ces personnes se retrouvent bloquées pour cause de moyens insuffisants, de mauvaise santé et sans documents d'identité.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribue aussi à renforcer à d'autres niveaux la gestion des flux migratoires dans les pays d'origine, de transit et de destination de la région du Sahel et du lac Tchad. Pour ce faire, il soutient des actions en cours centrées sur le renforcement des politiques de migration nationales et régionales et sur le renforcement des capacités des autorités nationales en matière de gestion des migrations. Son principal objectif est de renforcer les capacités des gouvernements et d'autres parties prenantes en matière de gestion des défis migratoires de façon globale, coopérative et, en fin de compte, autonome.

Tableau 12. Contribuer à améliorer la gestion des migrations et à renforcer la coopération pour faciliter le retour

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | - | 1 | 8,3 |
| Cameroun | - | 1 | 3,3 |
| Gambie | - | 1 | 3,9 |
| Mali | - | 3 | 46 |
| Mauritanie | - | 2 | 11 |
| Niger | - | 2 | 22 |
| Nigeria | - | 1 | 15,5 |
| Sénégal | - | 2 | 55,9 |
| Régional | 1 | 2 | 31,33 |
| Total | 1 | 15 | 197,23 |

Progrès depuis 2016

Au vu de l'augmentation du nombre de migrants victimes des trafics en raison des conditions de vie le long des routes, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, lors de la dernière réunion de son Comité opérationnel, a convenu d'intensifier la protection offerte aux victimes et le travail mené contre les trafics dans le Golfe de Guinée. À cet

effet, il a décidé d'accroître le renforcement des capacités de plus de 1 500 acteurs étatiques, d'offrir protection et assistance à près de 10 000 victimes et de renforcer les mécanismes de coordination régionale pour lutter contre les trafics.

Nouvelles actions en 2017

Lors de la réunion de son Comité opérationnel en décembre 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a approuvé une action en appui à la migration et à la mobilité légales des jeunes d'Afrique de l'Ouest et centrale. Ce programme élargit les programmes « ERASMUS+ » existants en offrant à la région davantage de possibilités d'accroître

les compétences et l'employabilité des jeunes Africains en favorisant la mobilité d'un contingent supplémentaire de 2 000 étudiants et 200 jeunes enseignants depuis l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe. Une trentaine d'universités supplémentaires devraient bénéficier de ce programme dans la région.

L'UE et l'OIM unissent leurs forces en faveur de la protection et de la réintégration des migrants

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, avec des contributions de l'Allemagne (48 millions d'euros) et de l'Italie (22 millions d'euros), a lancé une initiative conjointe avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour appuyer les efforts des pays partenaires en Afrique visant à renforcer la gestion des migrations, et à répondre aux besoins urgents de protection et de limiter les pertes de vie inacceptables des migrants. Cette initiative conjointe couvre les 14 pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire et Libye.

Par cette initiative, l'UE et l'OIM travaillent avec des acteurs locaux, nationaux et internationaux à la mise en œuvre de projets dans les pays partenaires, avec un budget total indicatif de 140 millions d'euros. Depuis avril 2017, l'OIM et les autorités gouvernementales du Niger, notamment la Direction Générale de la Protection Civile, ont sauvé la vie de plus de 2 700 migrants grâce à des opérations de recherche et sauvetage dans le désert financées par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Avec le soutien conjoint de l'UE et de l'OIM, plus de 13 000 migrants vulnérables et en détresse ont bénéficié de mesures de protection et d'un éventail de services tels que des repas et un logement temporaire, une assistance sanitaire et psychosociale, un accès à l'information, à des conseils et à un service de recherche familiale. En plus des 8 800 migrants en détresse revenus de Libye depuis mai 2017, plus de 4 500 personnes se trouvant au Niger ont pu rentrer dans leur pays en toute sécurité et ont bénéficié de mesures d'assistance et de réintégration après leur arrivée.

3.1.2 Élaborer une approche globale de la stabilité, de la sécurité et de la résilience

L'insécurité et l'instabilité sont parmi les principaux facteurs des déplacements forcés et des migrations irrégulières. Dans la région du Sahel et du lac Tchad, la situation en matière de sécurité reste très volatile. L'instabilité est à la fois une cause et une conséquence de la vulnérabilité liée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, exacerbant parfois les tensions préexistantes. Dans le contexte de la menace persistante de Boko Haram, les conflits territoriaux d'origine géographique et ethnique constituent une cause courante de violence. La gouvernance exercée dans les régions autour du lac Tchad est faible, et l'explosion du nombre d'incidents et d'actes terroristes au Mali, dans le nord du Burkina Faso et le bassin du lac Tchad reste une source de préoccupation. Dans ce contexte, la prévention

de l'extrémisme violent et la lutte contre ce phénomène sont une priorité pour l'action dans la région.

Le Sahel, en particulier ses zones frontalières, est devenu une région dangereuse, où les menaces qui pèsent sur les personnes compromettent leur sécurité et leur développement socio-économique à long terme. Il reste l'une des régions les plus touchées par l'adversité économique. En 2017, la moitié de la population de cette région vivait avec moins de 1,25 USD par jour, et des pays comme le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso affichent toujours des indices de développement humain très bas.

Afin de relever les multiples défis en matière de stabilité, de sécurité et de résilience, le Fonds fiduciaire de l'UE pour

l'Afrique, conjointement à l'aide fournie au titre d'autres instruments de l'UE, met en place une approche globale intégrée articulée autour de trois piliers : **1)** améliorer la résilience des communautés locales en reliant les efforts de relèvement, de reconstruction et de développement (LRRD) dans les régions particulièrement touchées par

les actuels défis environnementaux, socio-économiques et de sécurité ; **2)** améliorer la gestion des frontières et lutter contre les réseaux de trafiquants et de criminels transnationaux et les activités liées au terrorisme ; **3)** prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

Tableau 13. Élaborer une approche globale de la stabilité, de la sécurité et de la résilience

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | 3 | 8 | 146,2 |
| Cameroun | - | 2 | 27 |
| Mali | 1 | 5 | 107 |
| Mauritanie | 1 | 2 | 16 |
| Niger | 1 | 4 | 108 |
| Nigeria | 1 | 6 | 63,02 |
| Tchad | 1 | 5 | 93 |
| Régional | - | 5 | 104,7 |
| Total | 8 | 37 | 664,92 |



© UE

3.1.2.1 Renforcer la résilience des communautés locales en reliant les efforts de relèvement, de reconstruction et de développement (LRRD) dans les régions particulièrement touchées par les défis environnementaux, socio-économiques et de sécurité actuels

Les pays du Sahel sont confrontés à des crises interminables qui sont causées par l'insécurité croissante, des fragilités structurelles et une insécurité alimentaire constante. Ils souffrent d'urgences récurrentes telles qu'épidémies ou catastrophes naturelles (inondations, sécheresses prolongées, etc.). Dans le bassin du lac Tchad, la violence liée à Boko Haram a des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Cette violence a chassé des millions de personnes de chez elles et entravé l'accès aux terres et infrastructures agricoles, créant d'énormes besoins humanitaires dans une région déjà marquée par l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Aujourd'hui, plus de 9,6 millions de personnes de la région du Sahel et du lac Tchad souffrent d'insécurité alimentaire ; les chiffres sont également alarmants dans le nord-est du Nigeria, où 3,6 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire.

De plus, une hausse du niveau d'insécurité liée au conflit armé incessant au Mali et à la propagation de la violence au nord du Burkina et à l'ouest du Niger a été enregistrée en 2017. En conséquence, les déplacements forcés (personnes déplacées internes et réfugiés) ont considérablement augmenté dans cette partie du Sahel. Sept pays du Sahel hébergent actuellement un total de plus d'un million de réfugiés. Les réfugiés maliens au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie atteignent le nombre de 150 000 ; 2,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays se trouvent autour du bassin du lac Tchad, dont 1,7 million rien qu'au Nigeria. Dans ce contexte,

les États du Sahel rencontrent des difficultés majeures pour offrir protection et assistance aux populations et pour prendre des mesures destinées à soutenir la fourniture des services publics fondamentaux.

L'approche de la résilience suivie par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans le Sahel vise à relever les défis tant structurels qu'immédiats de façon durable et globale. Le programme, auquel sont alloués plus de 413 millions d'euros à travers sept pays, cible en priorité les groupes et communautés les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et aux déplacements, les interventions étant centrées sur les régions en situation d'extrême fragilité, fréquemment affectées par des conflits.

Chacun des 24 projets mis en œuvre dans la région suit une approche multisectorielle qui répond aux besoins alimentaires fondamentaux tout en améliorant l'accès aux services fondamentaux, le rétablissement des services publics et autres défis à long terme tels que le dialogue communautaire ou la gestion des ressources naturelles. Cette approche multisectorielle est une caractéristique clé du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique mise à profit pour soutenir la résilience en luttant contre les chocs et la fragilité à long terme et ainsi améliorer les résultats du Fonds dans le Sahel.

L'objectif affiché consiste en particulier à renforcer la résilience en développant les capacités nationales. À cet égard, les autorités locales sont associées à tous les stades du cycle de projet, depuis son élaboration jusqu'à son évaluation, et les politiques nationales font partie intégrante de la stratégie du projet.

Tableau 14. Renforcer la résilience

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | 1 | 5 | 100,2 |
| Cameroun | - | 2 | 27 |
| Mali | 1 | 4 | 78 |
| Mauritanie | 1 | 1 | 10 |
| Niger | 1 | 2 | 22 |
| Nigeria | 1 | 5 | 42,02 |
| Tchad | 1 | 4 | 83 |
| Régional | - | 2 | 51,1 |
| Total | 6 | 25 | 413,32 |

Progrès depuis 2016

Pendant l'année 2017, l'approche de la résilience s'est traduite par des résultats rapides sur le terrain : pendant cette période, 200 000 personnes en situation d'extrême vulnérabilité ont bénéficié de transferts sociaux au Mali et au Burkina Faso, et 500 000 personnes ont bénéficié d'une aide au travers d'activités agropastorales dans la région du lac Tchad.

Dans le nord du Mali, l'année 2017 a vu la réhabilitation de 48 infrastructures locales dans la région de Tombouctou et la mise en œuvre de cinq projets économiques à petite échelle à Gao. Par ailleurs, le projet « KEY », qui vise à renforcer la résilience des groupes les plus vulnérables, a aidé 200 000 personnes pendant l'année, soit environ 56 % des ménages les plus pauvres vivant à Gao, Tombouctou, Menaka, Kidal et Taoudeni, en leur offrant des approches d'interventions multisectorielles, notamment dans les domaines de la nutrition, des moyens de subsistance et de la protection sociale.

Entre autres résultats, les programmes menés ont permis de réexaminer 48 plans de développement local, ce qui s'est traduit par la réhabilitation de 53 infrastructures hydrauliques. Pendant la saison maigre, 20 tonnes de graines et 8 000 outils ont été distribués aux plus vulnérables.

Cette année, un projet de construction de logements au Niger mis en œuvre avec l'aide du HCR a avancé à grande vitesse, avec l'achèvement de deux des sept lotissements conçus pour les personnes handicapées, les réfugiés et les communautés hôtes à Diffa, et la distribution de 1 500 « parcelles sociales » aux plus vulnérables.

Dans le but d'harmoniser l'approche du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en matière de renforcement de la résilience, trois ateliers de programmation ont été organisés avec les partenaires de mise en œuvre en 2017 ; des cadres de suivi rigoureux et des études d'impact ont été réalisés pour ces programmes afin d'atteindre des résultats plus durables et plus tangibles.

Nouvelles actions en 2017

Dans le centre du Mali, les services publics sont constamment la cible de menaces et peuvent à peine maintenir leur présence et offrir des services fondamentaux à la population. Les besoins de protection augmentent et débouchent sur des problèmes de violence domestique, dont les enfants pâtissent. Adopté en décembre 2017, le programme « *Jeunesse et Stabilisation dans les régions du centre du Mali (PROJES)* » vise à promouvoir la stabilisation et la reprise socio-économique en renforçant la fourniture des services fondamentaux, en facilitant l'accès pour la population et en régénérant le tissu économique local. PROJES représente l'approche des interventions de sécurité suivie par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avec le soutien de l'UE (Force conjointe du G5, missions de la PSDC) en vue d'opérationnaliser l'approche intégrée de l'UE⁶ au Mali. De plus, PROJES viendra compléter au Mali d'autres programmes financés actuellement par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, notamment le programme PARSEC, qui a pour but de soutenir le gouvernement malien dans ses efforts de redéploiement des forces de sécurité intérieures et de rétablissement de l'État de droit dans les régions instables, en accord avec le *Plan de sécurisation intégré des régions du centre* (PSIRC).

En Mauritanie, selon les chiffres les plus récents, environ 15 % de la population se trouvera en situation de grave insécurité alimentaire au premier semestre de 2018. Dans ce contexte, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique entend renforcer la résilience des populations les plus vulnérables en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes dans un cadre récemment adopté, le « *Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie* ». Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire seront traitées en améliorant la gestion des ressources naturelles et en favorisant la diversification des moyens de subsistance par l'intégration économique dans les régions rurales et urbaines.

Au Tchad et au Niger, de nouvelles actions visent à renforcer la résilience et à promouvoir la cohésion sociale dans les régions concernées par les déplacements, cela en offrant un appui intégré aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et aux communautés hôtes. Le « *Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa* », au Niger, d'une part, et le « *Programme de développement inclusif dans les zones d'accueil (DIZA)* » au Tchad, d'autre part, donnent « un contenu opérationnel au lien entre l'action humanitaire et le développement », conformément aux conclusions du Conseil de mai 2017.

Résilience et cohabitation pacifique dans le nord-est du Nigeria

Dans le cadre du projet « *Promoting Resilience and Peaceful Coexistence Among Displacement Affected Communities in Northeast Nigeria* » (Promouvoir la résilience et la cohabitation pacifique entre les communautés affectées par les déplacements dans le nord-est du Nigeria), financé par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et mis en œuvre par le Danish Refugee Council (DRC), des équipes chargées d'une mission d'éducation aux risques liés aux mines (ERM) ont dispensé 619 sessions sur ce thème dans des camps de personnes déplacées internes et des communautés hôtes situées dans les États de Borno et d'Adamawa en septembre 2017.

L'objectif général de ce projet est de promouvoir la stabilité et la résilience parmi les personnes affectées par des déplacements dans le nord-est du Nigeria, mais il vise aussi à renforcer la sécurité des communautés et à œuvrer en faveur d'un changement de comportement à l'égard des mines, des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés, tout en améliorant la résilience des communautés, le redressement socio-économique et l'autonomisation des jeunes exposés aux risques.

Les équipes menées par le Danish Refugee Council ont dispensé des sessions d'éducation aux risques liés aux mines à un total de 12 382 personnes, dont 5 830 enfants (filles et garçons de 6 à 17 ans), 3 361 femmes et 3 191 hommes. Ces sessions se sont déroulées dans diverses zones de gouvernement local, notamment Bama, Ngala, Gwoza, Jere, Kaga, Konduga, MMC (Borno), Yola Sud, Girei, Michika et Mubi Nord (Adamawa).

Les activités se sont intensifiées à Bama, où 3 305 personnes ont reçu une formation en ERM d'urgence en un mois, en préparation à la relocalisation d'un nombre considérable de personnes déplacées internes dans un nouveau camp.

3.1.2.2 Améliorer la gestion des frontières et lutter contre les réseaux de trafiquants et de criminels transnationaux et les activités liées au terrorisme

Depuis la crise libyenne, le Sahel, en particulier ses zones frontalières, est devenu une région bien plus dangereuse qu'auparavant, une région où les menaces qui pèsent sur les personnes compromettent leur sécurité et leur développement socio-économique à long terme. La porosité et la faible gestion des frontières, la prolifération d'armes, la présence de groupes terroristes armés, de trafiquants (de drogues, d'armes, d'êtres humains, etc.) et de réseaux criminels ne font qu'amplifier la dangerosité de cette région, comme le confirment les attaques quasi quotidiennes qu'elle subit. En même temps, les populations de la région dépendent de leurs réseaux de mobilité régionale et transrégionale, qui leur offrent non seulement d'importants moyens de développement mais aussi des stratégies de résilience et de sauvegarde face aux multiples risques.

En particulier, la région de Mopti et la route de Mopti à Gao (Mali), le nord du Burkina Faso, la région frontalière commune du Mali, du Niger et du Burkina Faso et le bassin

du lac Tchad ont été marqués par une augmentation du nombre d'incidents et d'actes terroristes revendiqués par des groupes armés et dirigés contre les forces de sécurité, les services gouvernementaux et même contre les populations locales. Cette situation provoque le départ des fonctionnaires des zones les plus exposées et la fermeture des écoles prises pour cibles, exacerbant le sentiment d'isolement et d'abandon des populations du centre du pays qui, de plus en plus, estiment ne plus avoir d'autre choix que de quitter leur village.

De plus, cette insécurité chronique restreint les rares opportunités économiques et encourage, entre autres phénomènes de plus en plus inquiétants, la radicalisation des jeunes dans certaines régions et l'infiltration de forces terroristes provenant de pays voisins. Soumis à ces pressions croissantes, les gouvernements de la région passent à l'action mais leurs efforts ont besoin d'être davantage soutenus.

Tableau 15. Amélioration de la gestion des frontières

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | - | 1 | 30 |
| Mali | - | 1 | 29 |
| Niger | - | 2 | 86 |
| Nigeria | - | 1 | 21 |
| Tchad | - | 1 | 10 |
| Régional | - | 3 | 53,6 |
| Total | - | 9 | 229,6 |

Progrès réalisés depuis 2016

Tout au long de l'année 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est efforcé de renforcer le volet sécurité de son approche intégrée et inclusive de promotion de la gouvernance et du développement économique et social. Ainsi, l'approche du Fonds fiduciaire pour l'Afrique implique de soutenir le retour des forces de sécurité internes, notamment dans les endroits reculés et généralement négligés, afin de stabiliser des régions qui sont des proies faciles pour les groupes terroristes et criminels. Cette action est menée dans le cadre d'une approche collaborative et complémentaire avec les forces militaires et, le cas échéant, avec les forces conjointes déployées, notamment la force du G5 Sahel. Elle est associée à des

actions visant à faciliter le retour à l'État de droit, par exemple en aidant les autorités à répondre aux besoins des populations locales et en encourageant le dialogue avec les forces de sécurité.

L'action du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tient compte des sensibilités locales et du contexte européen au sens large, particulièrement avec la force du G5 au Sahel. En 2017, des activités de formation dans le cadre du projet GAR-SI ont été initiées avec 25 cadres et formateurs mauritaniens, alors que parallèlement, la sélection de cadres et de formateurs débutait au Mali et au Burkina Faso, pour un début des formations début 2018.

Nouvelles actions en 2017

Le programme AJUSEN, qui associe soutien budgétaire et approche projet pour aider le Niger à développer des politiques durables dans les domaines de la sécurité, de la justice, des migrations et de la gestion des frontières, vise à offrir 1 340 sessions de formation au personnel des institutions gouvernementales et des forces de sécurité internes. La première tranche budgétaire de 12 millions d'euros a été versée. CIVIPOL Conseil est arrivé au terme de sa phase initiale avec la formation de la Garde nationale nigérienne (GNN) organisée début juin 2017.

Depuis fin 2016, la sécurité dans les zones frontalières du Burkina Faso n'a cessé de se détériorer. Les besoins identifiés par l'équipe responsable du programme PROGEF, adopté en 2016 pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des frontières, et du programme d'appui à la gestion intégrée des frontières (PAGIF, 2016-2025), se sont avérés beaucoup plus importants que les ressources mises à disposition de PROGEF dans sa forme d'origine. Cependant, les menaces à la sécurité s'intensifient et se font plus pressantes. Compte tenu de cette réalité, le budget prévu pour PROGEF a

été augmenté en 2017 afin de renforcer l'infrastructure des forces de sécurité internes et d'améliorer la transmission de données et l'extension du réseau IRAPOL (système de gestion des données des forces de sécurité internes) du Burkina Faso.

Parallèlement, l'année 2017 a été marquée par l'adoption d'une nouvelle action pour lutter contre la détérioration de la sécurité au Burkina Faso. Par exemple, une assistance budgétaire de 50 millions d'euros visant à mettre en œuvre le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) a été adoptée afin d'accélérer l'application du Plan national de développement économique et social (PNDES) dans les régions du nord et du Sahel. Il s'agit là des priorités du Fonds fiduciaire pour l'Afrique au Burkina Faso.

Une attention particulière a été portée à la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales comme le G5 Sahel. Le programme soutient aussi le développement du Collège sahélien de sécurité, désormais placé sous l'égide du G5 Sahel, qui pourrait devenir une organisation capable d'offrir des formations sur les questions de sécurité dans la région du Sahel.

Consolidation d'une approche intégrée au Mali : PARSEC et PROJES

Au Mali, le « Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans les régions de Mopti et Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC) » est entré en phase de diagnostic en février 2017, avec le déploiement d'une équipe d'experts afin de finaliser la cartographie des acteurs et infrastructures concernés, et d'identifier les besoins locaux, les insuffisances existantes et les actions à mener à court terme. Cela pourrait aider les autorités nationales à améliorer rapidement la situation en matière de sécurité et à répondre aux besoins des populations dans les régions concernées. Ce diagnostic a été mené en étroite collaboration avec les deux missions PSDC établies dans le pays (EUCAP SAHEL Mali et EUTM Mali), ainsi qu'avec les autorités maliennes.

En accord avec l'approche intégrée du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, les actions menées dans le cadre du programme PARSEC adopté en 2016 pour accroître la sécurité dans le centre du Mali et dans les zones frontalières de Mopti et Gao se trouvent complétées par le programme PROJES dont l'objectif est de renforcer la résilience. Ces deux programmes seront dirigés conjointement et constituent un exemple enrichissant d'opérationnalisation de l'approche intégrée du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Le programme PARSEC sera complété par le renforcement essentiel de l'État et des services publics afin de prévenir toute escalade future de la crise et de soutenir les populations locales grâce au retour des services publics. L'accès aux services fondamentaux constitue un élément clé permettant d'empêcher que tous les efforts actuellement consentis pour restaurer la paix et la stabilité à long terme dans cette région ne soient sérieusement compromis. Il est important de tenir compte du rôle central du Mali par rapport à l'ensemble de la région : la restauration de la paix et de la stabilité, ainsi que la réponse aux besoins de la population dans le pays sont des éléments extrêmement urgents et indispensables pour l'ensemble du Sahel.



© EU

© UE

3.1.2.3 Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

L'insécurité croissante au Sahel s'accompagne souvent d'une recrudescence des activités terroristes et de la radicalisation de plus en plus inquiétante des jeunes dans

certains endroits. Pour inverser ces tendances, le Fonds fiduciaire pour l'Afrique contribue activement à de nouvelles initiatives, en lien avec les priorités des pays partenaires.

Tableau 16. Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Burkina Faso | 2 | 2 | 16 |
| Mauritanie | - | 1 | 6 |
| Total | 2 | 3 | 22 |

Nouvelles actions en 2017

L'année 2017 a été marquée par la signature, au mois d'avril, du projet contre la radicalisation violente en Mauritanie. Grâce à cette action, mise en œuvre par Expertise France, une étude de la progression des idéologies extrémistes et violentes en Mauritanie est en cours, en étroite collaboration avec les organisations de la société civile.

Au Burkina Faso, une action visant à prévenir l'extrémisme violent par la cohésion sociale et à protéger les jeunes dans les zones à risques par l'éducation et le dialogue,

a été adoptée par le Comité opérationnel en décembre 2017. Cette action fait partie de la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel, dans le cadre des efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que du Plan d'action régional en faveur du Sahel (2015-2020). Ces actions viennent aussi compléter le Programme d'urgence pour le Sahel 2017-2020 et seront mises en œuvre dans les mêmes zones géographiques afin d'encourager les synergies.



3.2 Corne de l'Afrique

Le Cadre opérationnel pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique a été approuvé le 28 avril 2016. Ce cadre établit une logique à deux volets étroitement liés : **(i)** migration irrégulière et déplacements forcés, y compris la gestion des migrations et les solutions durables pour les populations déplacées et les communautés hôtes, et **(ii)** stabilisation et sécurité, en atténuant les conflits et l'extrémisme violent et en contribuant à réduire les déplacements forcés et les migrations irrégulières.

En 2017, la région de la Corne de l'Afrique est restée affectée par des crises intra- et interrégionales, qui ont continué à compromettre sa sécurité et sa stabilité. Outre les difficultés persistantes auxquelles la région doit faire face (niveaux de pauvreté élevés, pénurie d'emplois et de sources de revenus, gouvernance insuffisante et conflit armé interne), l'instabilité a été particulièrement marquée l'année dernière. Le déclenchement de la crise dans le Golfe a affecté l'équilibre déjà précaire de la région. La sécurité a encore été dégradée par les activités terroristes des groupes extrémistes, par la poursuite du conflit armé au Soudan du Sud et par la fragilité persistante de certaines zones périphériques de la région. De plus, la résilience de la population a aussi été affectée par les effets néfastes d'une longue et grave sécheresse. La complexité du contexte, associée à l'insécurité qui règne dans la région, a des conséquences négatives directes sur la stabilité, la vulnérabilité et la résilience de la population : cela affecte ses moyens de subsistance et alimente la fréquence du trafic et de la traite d'êtres humains par des groupes criminels organisés.

En mars 2017, un sommet spécial visant à trouver des solutions durables pour les réfugiés somaliens et la réintégration des migrants de retour en Somalie a été organisé par l'IGAD⁷, l'UE et le HCR. Ce sommet a convenu d'un plan d'action régional offrant aux réfugiés un meilleur accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à la terre, et visant à des services intégrés pour les réfugiés et leurs hôtes, ainsi qu'à des solutions accélérées en Somalie par la création d'un environnement favorable au retour volontaire et durable. Cette initiative représente l'application régionale du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) établi par la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et aide à renforcer la mise en œuvre du CRRF dans les pays de la région.

Au vu de l'évolution de la situation dans la région en matière de migration et de stabilité, le Conseil d'administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a convenu le 30 juin

2017 que la fenêtre de la Corne de l'Afrique devait donner la priorité à trois domaines d'intervention : i) l'amélioration de la gestion des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés hôtes ; ii) la prévention et la lutte contre le trafic et la traite d'êtres humains ; et iii) le renforcement de la stabilité dans les zones périphériques.

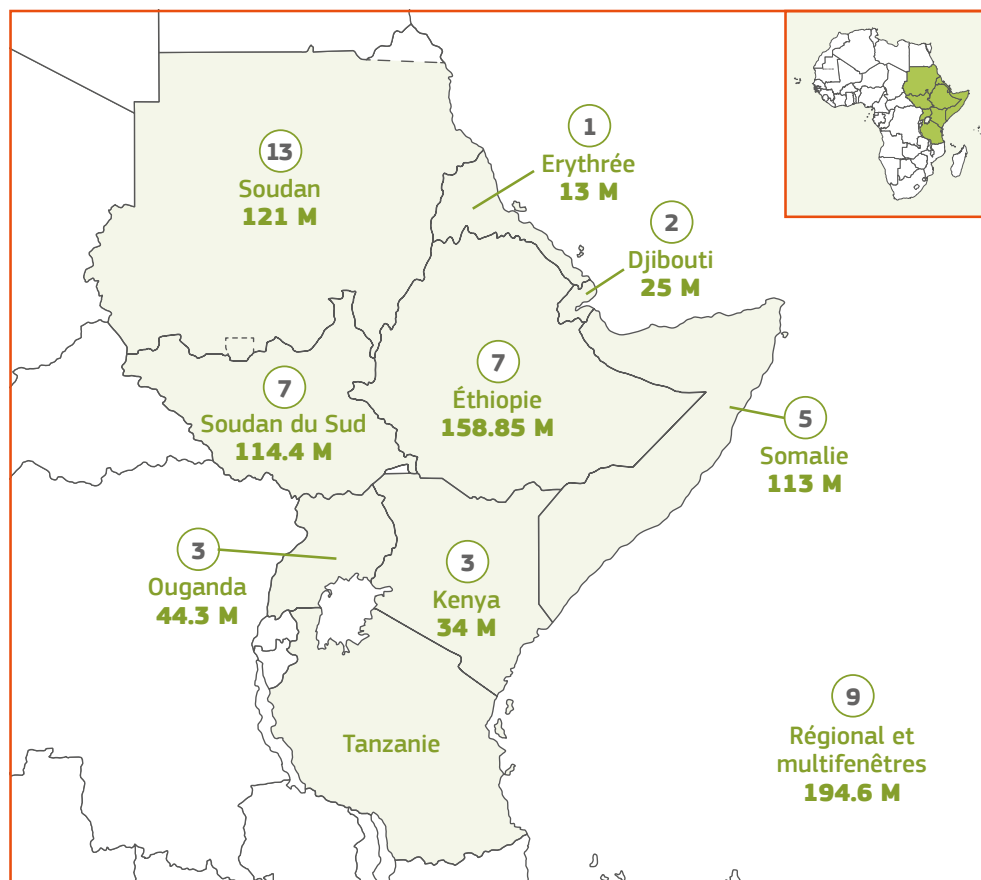
Le quatrième Comité opérationnel (OPCOM) qui s'est tenu en avril 2017, peu avant la réunion du Conseil d'administration, a anticipé ces domaines prioritaires en approuvant quatre nouvelles actions centrées sur la prévention des conflits ou sur les zones exposées à l'instabilité. Les treize nouvelles actions pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique approuvées lors du cinquième OPCOM le 12 décembre 2017 ont été formulées de façon à répondre à au moins un de ces trois domaines stratégiques d'intervention. L'OPCOM a exprimé son soutien à cette stratégie et a conclu que la formulation des actions présentées lors des futurs OPCOM devrait aussi respecter ces priorités.

Il est également important de noter que le Conseil des affaires étrangères de l'UE (Développement) du 19 mai 2017, a approuvé l'opérationnalisation du lien entre l'action humanitaire et le développement. Il a appelé, dans ses conclusions, à un renforcement de la collaboration entre les institutions de l'UE et les États membres en matière d'action humanitaire et de développement, ainsi qu'à un dialogue politique et à un engagement diplomatique conjoints, afin de répondre plus efficacement aux situations de fragilité et de crise persistante. Au cours du deuxième semestre de l'année, le travail de préparation et de réalisation du lien entre l'action humanitaire et le développement a commencé dans les deux pays pilotes sélectionnés dans la Corne de l'Afrique, l'Ouganda et le Soudan.

En 2017, la fenêtre de la Corne de l'Afrique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a maintenu l'approche équilibrée initialement adoptée pour canaliser le soutien à chacun des deux axes du Cadre opérationnel que sont les migrations et les déplacements d'une part, et la stabilisation d'autre part.

En 2017, 17 nouvelles actions ont été approuvées, pour un montant total de 233,48 millions d'euros. Au total, 50 actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pour un montant total de 818,15 millions d'euros (y compris par le désengagement de fonds pour deux projets mis en œuvre au Soudan du Sud, pour un montant total de 23 millions d'euros).

Figure 6. Carte régionale : Corne de l'Afrique



(Les frontières ainsi que les noms et appellations indiqués sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne)

Tableau 17. Aperçu des programmes de la Corne de l'Afrique

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Djibouti | 1 | 2 | 25 |
| Érythré | - | 1 | 13 |
| Éthiopie | 3 | 7 | 158,85 |
| Kenya | 1 | 3 | 34 |
| Somalie | 2 | 5 | 113 |
| Soudan du Sud | 3 | 7 | 114,4 |
| Soudan | 5 | 13 | 121 |
| Tanzanie | - | - | 0 |
| Ouganda | 1 | 3 | 44,3 |
| Régional et multi-pays | 1 | 9 | 194,6 |
| Total | 17 | 50 | 818,15 |

* Comprenant un désengagement de fonds sur deux projets pour un montant total de 23 millions d'euros

3.2.1 Migrations et déplacements

Sur le total de 818,15 millions d'euros approuvés, 61 % (499,85 millions d'euros) sont consacrés à la question des migrations irrégulières et des déplacements forcés. Cela englobe les priorités 1) et 3) du Plan d'action de La Valette. En 2017, 10 nouvelles actions ont été approuvées dans ce

domaine, pour un montant total de 113,05 millions d'euros. Au total, 29 actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 499,85 millions d'euros.

Tableau 18. Migrations et déplacements

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Djibouti | 1 | 2 | 25 |
| Érythrée | - | 1 | 13 |
| Éthiopia | 3 | 7 | 158.85 |
| Kenya | - | 1 | 15 |
| Somalie | 1 | 3 | 68 |
| Soudan du Sud | - | 1 | 28 |
| Soudan | 4 | 8 | 72 |
| Ouganda | 1 | 2 | 40 |
| Régional et multi-pays | - | 4 | 80 |
| Total | 10 | 29 | 499.85 |

3.2.1.1 Réponse aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés

Cet objectif vise à améliorer la résilience des personnes vulnérables dans les zones exposées au changement climatique et aux déplacements forcés. Parmi les actions approuvées dans ce domaine, quatre concernent les mesures d'urgence de l'UE en matière de sécurité alimentaire et face aux crises liées au phénomène El Niño dans la Corne de l'Afrique (une action par pays en Éthiopia, Somalie, Soudan du Sud et Soudan), pour un montant de 66,5 millions d'euros. Les opportunités économiques et l'autonomisation sont aussi ciblées, notamment au moyen de formations professionnelles et de développement de chaînes de valeur.

Progrès réalisés depuis 2016

Plusieurs actions sont mises en œuvre, en Éthiopia, en Érythrée et, plus récemment, au Soudan. En traitant les causes profondes des migrations irrégulières et des

déplacements forcés par l'amélioration de la résilience et la multiplication des opportunités économiques, et en investissant dans les groupes les plus vulnérables comme les réfugiés, les communautés hôtes et les migrants de retour, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribue à réduire les facteurs d'incitation à la migration irrégulière et au déplacement forcé. Les actions menées par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ciblent particulièrement les jeunes et les femmes.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, cinq nouveaux projets ont été approuvés, pour un montant total de 51 millions d'euros. Au total, 13 actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 208,8 millions d'euros.

Tableau 19. Réponse aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|---------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Djibouti | - | 1 | 10 |
| Érythrée | - | 1 | 13 |
| Éthiopia | 1 | 4 | 105.8 |
| Somalie | 1 | 2 | 18 |
| Soudan du Sud | - | 1 | 28 |
| Soudan | 3 | 4 | 34 |
| Total | 5 | 13 | 208.8 |

Éthiopia: « Resilience building and creation of economic opportunities (RESET II) » (Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques)

Ce programme de 48,4 millions d'euros, cogéré avec la DG ECHO et mis en œuvre par une trentaine d'ONG internationales et locales en collaboration avec les autorités éthiopiennes et locales, crée des opportunités économiques pour les communautés les plus vulnérables et renforce leur résilience. Environ 1,2 million de personnes, dans cinq régions d'Éthiopia (Amhara, Somali, SNNPR, Afar et Oromia), en bénéficieront directement, ce qui représente un habitant sur trois dans les régions concernées.

« Lorsque vous vous lancez dans l'inconnu, vous savez que votre vie est en jeu : c'est une question de vie ou de mort », explique Chekole Mamo, habitant de Sekota dans la zone de Wag Himra, région d'Amhara. Il a dû migrer pour subvenir aux besoins de sa femme et de leurs huit enfants. « Afar, notamment, a été une mauvaise expérience pour moi. J'ai beaucoup souffert et je suis revenu sans argent ». Depuis qu'ils participent au programme RESET, Chekole et sa famille ont réussi à améliorer leur situation grâce à des activités rémunératrices comme l'élevage de bétail et de volailles, l'agriculture, le petit commerce et le travail salarié. « Nous avons traversé beaucoup d'épreuves, mais aujourd'hui, nous avons réussi à envoyer nos enfants à l'école et l'un d'eux a terminé sa scolarité. Notre région est très sensible à la sécheresse, mais désormais, je me sens différent, mieux préparé grâce au programme ».

Les réalisations de RESET en 2017 ont été les suivantes :

- Amélioration de l'accès à la nutrition, à la santé, ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement. 47 210 personnes dans la région de Bale ont déjà bénéficié directement des interventions en matière de santé et de nutrition, tandis qu'autour de Wag Himra, 88 établissements de santé ont reçu des formations et 16 réseaux d'approvisionnement en eau ont été construits, desservant 7 685 personnes.
- Plus de 9 000 individus vulnérables, notamment des femmes et des jeunes, ont pris part à des activités génératrices de revenus. À Woleyta, plus de 2 000 femmes ont participé à une nouvelle activité, qu'il s'agisse d'élevage de volaille, d'apiculture, de pisciculture ou de production de soie.
- Les autorités et les communautés locales ont suivi une formation qui a renforcé leur capacité à gérer les risques de catastrophe.



© UE

3.2.1.2 Migration légale et mobilité

La migration légale a toujours fait partie intégrante de la coopération générale de l'UE avec les pays tiers sur les questions de migration, comme l'illustrent l'Approche globale de la question des migrations et de la mobilité de l'UE, l'Agenda européen en matière de migration et la Communication mettant en place un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers.

Progrès réalisés depuis 2016

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué de s'engager dans ce domaine afin de soutenir l'IGAD dans

la mise en place d'un régime de liberté de mouvement pour les personnes et le bétail dans la région, régularisant ainsi l'important volume de mouvements informels qui se produit actuellement. D'autres actions dans la fenêtre de la Corne de l'Afrique soutiennent la migration légale et la mobilité par la sensibilisation et le renforcement des capacités des autorités.

Nouvelles actions en 2017

Au cours de l'année 2017, aucun nouveau projet n'a été approuvé dans ce domaine. Depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, une action régionale a été adoptée dans ce domaine, pour un montant total de 10 millions d'euros.

Tableau 20. Migration légale et mobilité

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|-------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Régional and multi-pays | - | 1 | 10 |
| Total | 0 | 1 | 10 |

3.2.1.3 Appui aux besoins à long terme des réfugiés et des communautés hôtes

Les déplacements forcés et les conflits comptent depuis longtemps parmi les caractéristiques d'une région qui continue de générer, mais aussi d'accueillir avec générosité, des millions de réfugiés. L'Ouganda à lui seul accueillait 1,3 million de réfugiés fin 2017, et les chiffres ne cessent d'augmenter. Un million de réfugiés somaliens restent en situation de déplacement prolongé ou récurrent. Le Soudan accueille actuellement près d'un million de réfugiés et de demandeurs d'asile. Dans le même temps, les déplacés internes se comptent en nombres équivalents dans la région. Répondre aux besoins fondamentaux de nourriture, d'hébergement et de sécurité immédiate reste la priorité, mais il est aussi important d'améliorer les perspectives pour l'avenir des réfugiés et de leurs enfants, afin de leur permettre de contribuer à l'économie et à la vie de leur pays d'accueil ou du pays tiers dans lequel ils sont réinstallés. De même, il est tout aussi important de leur permettre de devenir moteur de redressement si, et quand, ils ont la possibilité de rentrer dans leur pays volontairement. Cela exige de nouveaux partenariats, de nouvelles façons de travailler et de nouvelles méthodes de financement.

L'année passée, les pays de la région ont progressé aux niveaux national et régional en s'appuyant sur les engagements de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants⁸, notamment le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) et le Sommet des dirigeants sur les réfugiés, en septembre 2016⁹. En mars 2017, avec le soutien appuyé de l'UE et du HCR, les chefs

d'État et de gouvernement de la région de l'IGAD se sont réunis à Nairobi pour un tout premier sommet régional spécifiquement consacré à l'application régionale du CRRF, afin de soutenir des solutions durables pour les réfugiés, et notamment pour les réfugiés somaliens pour lesquels un plan d'action a été adopté. Cela a contribué à renforcer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du CRRF au niveau national, notamment à Djibouti, en Éthiopie et en Ouganda.

Progrès réalisés depuis 2016

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique soutient des processus au plan national comme au plan régional, notamment dans le cadre des Programmes régionaux de développement et de protection (RDPP) pour la Corne de l'Afrique et d'un ensemble de programmes d'appui dédiés au CRRF, adoptés en décembre 2017. Le soutien complémentaire apporté en 2017 s'est concentré sur les questions des moyens de subsistance et d'accès aux services fondamentaux.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, quatre nouveaux projets ont été approuvés, pour un montant de 58,05 millions d'euros. Au total, 11 actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 207,05 millions d'euros.

Tableau 21. Appui aux besoins à long terme des réfugiés et des communautés hôtes

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Djibouti | 1 | 1 | 15 |
| Éthiopie | 2 | 3 | 53.05 |
| Kenya | - | 1 | 15 |
| Soudan | - | 3 | 34 |
| Somalie | - | 1 | 50 |
| Ouganda | 1 | 2 | 40 |
| Total | 4 | 11 | 207.05 |

⁸ <http://www.unhcr.org/new-york-declaration-for-refugees-and-migrants.html>

⁹ <http://www.unhcr.org/en-us/news/latest/2016/9/57e2481e8/unhcr-welcomes-new-support-refugees-leaders-summit.htm>

Somalie : soutien aux migrants de retour du Kenya

Le programme de 50 millions d'euros « Enhancing Somalia's Responsiveness To The Management And Reintegration Of Mixed Migration Flows (RE-INTEG) » (Améliorer la réactivité de la Somalie à la gestion et à la réintégration des flux de migration mixtes), aide les réfugiés somaliens à rentrer chez eux après des années d'exil au Kenya voisin. Afin d'aider les plus vulnérables et de promouvoir la coexistence pacifique entre les bénéficiaires, les personnes déplacées et les membres des communautés hôtes profitent aussi du programme mis en œuvre par le HCR.

Grâce à RE-INTEG, plus de 73 000 réfugiés somaliens ont pu rentrer chez eux et quitter le Kenya voisin. Marshale Mohamed Aden est l'un de ces migrants de retour : « Avec cette ferme à ma disposition, je n'ai pas à me plaindre. Tout de suite après les pluies, je suis venu à la ferme et j'ai fait mes plantations. » Outre le fait de pouvoir cultiver sa terre grâce aux fonds du programme, il a aussi bénéficié de semences et d'outils et peut désormais récolter du sorgho et du niébé pour subvenir aux besoins de sa famille.

Les résultats combinés des programmes RE-INTEG et « Solutions durables pour les personnes déplacées internes et les migrants de retour en Somalie » sont les suivants :

- Éducation : 30 000 enfants ont reçu une aide pour payer leurs frais de scolarité et 19 écoles ont été rénovées ou agrandies ;
- Eau, assainissement et hygiène : 145 latrines ont été construites et 55 ont été remises en état, 1 400 foyers ont reçu des kits d'hygiène ;
- Santé : huit unités médicales mobiles ont été mises en place pour offrir des soins pré- et post-natals à 905 mères, et six ambulances ont été louées pour fournir des soins.

3.2.1.4 Réponse aux migrations irrégulières, au trafic de migrants et à la traite d'êtres humains

La Corne de l'Afrique accueille plus de 12,2 millions de personnes contraintes au déplacement, dont plus de 7,3 millions de personnes déplacées internes et environ 4,9 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile. Il existe aussi un important flux de migrants en situation irrégulière au sein de la Corne de l'Afrique et en partance de la région. De nombreux mouvements sont marqués par des flux de migration mixtes et comportent des réseaux de traite et de trafic entraînant divers niveaux de violations des droits de l'homme.

Outre les conflits, la persistance d'une gouvernance faible, de l'insécurité, de la dégradation croissante de l'environnement, de la pauvreté et de diverses difficultés de développement, a été identifiée comme une cause sous-jacente des migrations mixtes dans la région de la Corne de l'Afrique. La nature culturelle, sociale et politique complexe de ces conflits est accentuée par les changements démographiques dus à la

fois à la croissance et aux mouvements de la population, et à la fourniture déséquilibrée de services, à l'inaccessibilité, à la menace croissante de pandémies, à la multiplication des conflits liés à la rareté des ressources naturelles et aux conditions climatiques extrêmes incluant de fréquentes sécheresses et inondations. Les moteurs de la migration diffèrent d'un pays à l'autre dans la Corne de l'Afrique, mais tous émanent de ces difficultés. Du fait de schémas de migration bien établis, la migration irrégulière est souvent facilitée par des réseaux transnationaux de trafic de migrants et de traite d'êtres humains.

Il existe quatre principales directions de mouvement des migrants depuis la Corne de l'Afrique : au nord, principalement à destination de l'Europe en passant par l'Égypte ; à l'ouest (la route de Méditerranée centrale) par la Libye et vers l'Europe ; à l'est, principalement jusqu'au Yémen et aux États du Golfe ; et au sud, vers l'Afrique du Sud et au-delà.

Progrès réalisés depuis 2016

En 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE a continué à soutenir le processus de Khartoum et à renforcer ses liens avec l'Initiative visant à répondre aux défis de la migration irrégulière, du trafic et de la traite d'êtres humains au sein et en provenance de la Corne de l'Afrique, mise en œuvre par l'Union africaine (UA). Parallèlement à la consolidation des activités de renforcement de la gestion des migrations, la protection des personnes en déplacement est un autre élément qui a fait l'objet d'un soutien tout au long de l'année.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, une nouvelle action a été approuvée, pour un montant total de 4 millions d'euros. Au total, trois actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 49 millions d'euros.

Tableau 22. Réponse aux migrations irrégulières, au trafic de migrants et à la traite d'êtres humains

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Soudan | 1 | 1 | 4 |
| Régional | - | 2 | 45 |
| Total | 1 | 3 | 49 |

Engagement de la région dans la gestion plus efficace des migrations

Le programme « Better Migration Management (BMM) », œuvrant pour une meilleure gestion des migrations est mis en oeuvre par la GIZ et perçoit 40 millions d'euros de financement de l'UE et six millions d'euros du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ). Ce programme adopte une approche régionale complète de la gestion des migrations et inclut des activités telles que l'établissement d'un mécanisme de coordination nationale à l'échelle de la région, ou la formation d'officiers de police et d'immigration sur la façon de mener les entretiens avec les témoins et de détecter la fraude sur les documents de voyage. Des centres d'accueil et des unités de patrouille mobiles sont mis en place afin d'assurer la protection des migrants vulnérables et en difficulté ; 232 migrants éthiopiens en détresse ont notamment bénéficié d'une aide pour rentrer chez eux.

Le projet sensibilise aussi aux dangers de la migration irrégulière et aux possibilités de migration légale. Lors de la Journée mondiale de l'ONU contre la traite d'êtres humains, le 30 juillet 2017, une exposition de photos à Nairobi sur les survivants des trafics et leurs histoires a été visitée par 4 000 personnes et une campagne associée sur les médias sociaux a permis d'atteindre 484 700 visiteurs en ligne. Toujours à Nairobi, lors de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre 2017, les visiteurs ont été extrêmement nombreux au salon organisé par le programme, en collaboration avec les États membres de l'UE et le gouvernement kényan, afin d'informer les jeunes sur les possibilités de migration légale.

3.2.1.5 Retour, réadmission et réintégration

La Facilité pour le retour et la réintégration pour la Corne de l'Afrique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique mise en place en mars 2017 soutient les retours volontaires depuis toutes les routes migratoires de la région et permet

une réintégration durable. Parallèlement, grâce au cadre de partenariat mis en place, le dialogue sur le retour et la réadmission continue à évoluer.

Progrès réalisés depuis 2016

L'appui aux activités de réintégration et le renforcement des capacités des autorités nationales et locales dans ce domaine s'avère être un élément important de la mise en oeuvre de l'approche retenue.

Nouvelles actions en 2017

Au cours de l'année 2017, aucun nouveau projet n'a été approuvé dans ce domaine. Une action, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, a été approuvée depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 25 millions d'euros.

Tableau 23. Réponse au retour, à la réadmission et à la réintégration

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|-------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Régional and multi-pays | - | 1 | 25 |
| Total | - | 1 | 25 |

Soutien à un retour et une réintégration durables et dans la dignité

La « *Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum process* » (Facilité pour un retour et une réintégration durables et dignes en appui au processus de Khartoum) vise à faciliter une gestion des migrations méthodique, sûre, régulière et responsable, grâce au développement et à la mise en oeuvre de politiques et de procédures de retour et de réintégration durables, basées sur les droits et axées sur le développement. Elle couvre les pays africains membres du processus de Khartoum et, particulièrement, les principales routes migratoires en provenance de la Corne de l'Afrique, en mettant notamment l'accent sur Djibouti, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan. Cette Facilité soutiendra le retour et la réintégration volontaires assistés (AVRR) d'au moins 3 800 migrants souhaitant rentrer dans leur pays d'origine, et la réintégration durable de 4 200 migrants de retour (y compris des personnes qui, autrement, n'auraient aucun moyen de se réintégrer). Cela inclut un appui individuel et communautaire, sur le plan à la fois économique et psycho-social. 664 dossiers de réintégration sont actuellement en cours et concernent des migrants de retour au Soudan, en Éthiopie, en Somalie, à Djibouti et au Kenya, qui bénéficient déjà de formation professionnelle, d'activités de subsistance et autres soutiens.

3.2.2. Appui aux efforts de stabilisation

La région continue à souffrir des répercussions de violents conflits, notamment au Soudan du Sud et en Somalie, de nature locale, mais aussi, plus récemment, liés aux effets de la crise dans le Golfe. Le Cadre opérationnel pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique permet des interventions d'appui aux efforts visant à une plus grande stabilité

en : (i) limitant les déplacements futurs potentiels, les mouvements primaires irréguliers et les mouvements migratoires secondaires, notamment dans les zones périphériques ; (ii) soutenant la consolidation de la paix ; (iii) traitant les menaces transrégionales, et en (iv) prévenant l'extrémisme violent.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, cinq nouvelles actions ont été approuvées dans ce domaine, pour un montant total de 114,43 millions d'euros. Au total, 17 actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour

un montant total de 306,2 millions d'euros, soit 37,5 % du budget total approuvé pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique jusqu'au 31 décembre 2017.

Tableau 24. Appui aux efforts de stabilisation

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|-------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Kenya | 1 | 2 | 19 |
| Somalie | 1 | 2 | 45 |
| Soudan du Sud | 2 | 5 | 84.4 |
| Soudan | - | 4 | 45 |
| Ouganda | - | 1 | 4.3 |
| Régional and multi-pays | 1 | 3 | 108.5 |
| Total | 5 | 17 | 306.2 |

3.2.2.1 Domaines stratégiques axés sur les aspects transfrontaliers et transrégionaux

Il est généralement reconnu que le manque d'investissements et la dégradation environnementale dans les zones périphériques et transfrontalières appauvrissent les communautés et conduisent à des conflits et des déplacements à grande échelle. Les programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique préviendront et limiteront l'impact des conflits locaux et encourageront le développement économique et une plus grande résilience dans ces régions frontalières, en offrant des possibilités de commerce, de moyens de subsistance diversifiés, de développement du secteur privé et une meilleure gestion des ressources naturelles partagées. L'objectif général

consiste à offrir aux personnes concernées de meilleures perspectives, à renforcer leur sentiment d'appartenance et leur désir de vivre, de travailler et de fonder une famille dans la région.

Nouvelles actions en 2017

Au cours de l'année 2017, aucun nouveau projet n'a été approuvé dans ce domaine. Au total, deux actions, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 68,5 millions d'euros.

Tableau 25. Réponse aux domaines stratégiques axés sur les aspects transfrontaliers et transrégionaux

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|-------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Régional and multi-pays | - | 2 | 68.5 |
| Total | - | 2 | 68.5 |

Gestion des zones transfrontalières

Le programme régional « Collaboration in Cross-Border Areas » (Collaboration dans les zones transfrontalières) (63,5 millions d'euros) investit dans les communautés frontalières de quatre régions transfrontalières d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie et du Soudan.

Un certain nombre de contrats ont été signés en 2017 pour la mise en œuvre d'activités de consolidation de la paix, de développement économique et de résilience le long de la frontière entre l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, et dans la région couvrant le sud-ouest de l'Éthiopie et le nord-ouest du Kenya. Près d'un million de personnes vivant dans ces régions reculées devraient en bénéficier grâce à la formation professionnelle, à l'accès au crédit à la création d'entreprise, à des infrastructures communautaires améliorées, à un soutien à la chaîne de valeur de l'élevage, à la gestion des ressources naturelles et au renforcement des structures pour la paix. Ces communautés transfrontalières gagneront en résilience et les frontières se transformeront en opportunités durables de développement humain, plutôt que d'être considérées comme une source de conflit, d'instabilité et de marginalisation. Les opérations devraient débuter en janvier 2018 et d'autres contrats seront signés dans le courant de l'année.

3.2.2.2 Conflits internes et menaces transrégionales pour la sécurité

Dans certains pays de la région, le besoin d'investissement dans les zones souffrant des effets de conflits internes est permanent. À certains endroits, les conflits sont actifs et dans d'autres, les populations locales souffrent de violations des droits de l'homme ou de l'absence de services publics, le tout générant une instabilité et des déplacements internes, des migrations irrégulières et une augmentation du nombre de réfugiés. Une attention particulière est portée à la situation de certains pays comme le Soudan, le Soudan du Sud et la Somalie.

Au Soudan, une grande partie de la population vit dans un environnement fragile : le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique lui apporte son soutien par des interventions axées sur la sécurité alimentaire et l'élevage, la nutrition et l'éducation, notamment dans l'est du Soudan, au Darfour, à Khartoum et dans l'État du Nord.

Au Soudan du Sud, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique mène des actions en matière de sécurité alimentaire, de santé et d'éducation (y compris l'alimentation à l'école) dans un environnement de travail dangereux et très instable.

En Somalie, assurer la stabilisation et la poursuite du développement nécessite au préalable que la sécurité et l'État de droit reprennent leur place dans le pays. C'est pourquoi la nouvelle action du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'efforcera d'accroître la présence et

l'efficacité de la police dans les États fédérés somaliens tout en associant une application renforcée de la loi à des services judiciaires plus accessibles, plus fiables et plus compétents.

Progrès réalisés en 2016

Le conflit au Soudan du Sud et en Somalie a des répercussions sur la région dans son ensemble, dont pratiquement tous les pays subissent une violence localisée. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique apporte un financement de 40 millions d'euros à l'organisation régionale, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, pour un programme complet de promotion de la paix et de la stabilité dans la région, en **(i)** améliorant le système régional d'alerte précoce en cas de conflit ; en **(ii)** aidant les gouvernements à s'attaquer aux menaces transnationales pour la sécurité, comme le terrorisme, le trafic de drogues, d'armes et d'espèces sauvages, le trafic d'êtres humains et les crimes financiers ; et en **(iii)** renforçant les capacités de médiation et de consolidation de la paix dans la région.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, quatre nouvelles actions ont été approuvées, pour un montant de 109,43 millions d'euros. Au total, 11 actions et deux désengagements, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, ont été approuvés depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 209,4 millions d'euros.

Tableau 26. Réponse aux conflits internes et aux menaces transrégionales pour la sécurité

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|---------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Somalie | 1 | 1 | 40 |
| Soudan du Sud | 2 | 5 | 84.4 |
| Soudan | - | 4 | 45 |
| Régional | 1 | 1 | 40 |
| Total | 4 | 11 | 209.4 |

Soudan : Projet « Wadi El Ku Integrated Catchment Management » (Gestion intégrée du captage de Wadi El Ku)

Ce projet de 10 millions d'euros fait suite à une première phase très réussie et ses partenaires de mise en œuvre, Practical Action et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ont remporté le prestigieux prix Land for Life en 2017. Au Soudan, les tensions et les conflits causés par la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, sont courants. Le projet vise à réduire ces tensions par le dialogue, la gestion conjointe et la planification. Le Forum de captage des eaux établi lors de la phase I est une avancée très importante à cet égard. Lors d'une conférence sur la gestion intégrée des ressources en eau qui s'est tenue à Khartoum en novembre 2017, l'exemple de Wadi El Ku a été présenté comme un effort très positif de prévention des conflits. La phase II apportera son soutien au déploiement de ce modèle à l'échelle nationale du Soudan.

Soudan du Sud : Le projet IMPACT

Lancé en avril 2017, ce projet représente une contribution vitale pour maintenir à flot le secteur de l'éducation primaire du pays. Le versement de primes aux enseignants de l'école primaire (l'équivalent de 35 euros en livres sud-soudanaises) accroît leur présence et a sensiblement amélioré la délivrance des enseignements de base au niveau de l'école primaire. L'objectif est de toucher 30 000 enseignants d'école primaire sur une période de 18 mois ; en novembre 2017, 27 214 enseignants répartis dans près de 2 500 écoles au Soudan du Sud avaient reçu le premier versement de la prime. Ce versement dépend du respect de certaines conditions par les écoles, comme une liste à jour de leurs enseignants et un rapport de fréquentation des élèves. Les versements suivants dépendront de la présence régulière des enseignants selon un calendrier établi et étroitement contrôlé. En parallèle et afin d'atteindre ses objectifs, le projet établit une base de données précise de tous les enseignants d'écoles primaires au Soudan du Sud, y compris en leur faisant passer un test de compétences de base.

3.2.2.3 Promotion de la cohésion sociale et lutte contre l'extrémisme violent

De manière générale, il est prouvé que les mouvements extrémistes violents ont émergé ou se sont renforcés ces dernières années dans tous les pays de la région étendue de la Corne de l'Afrique. Résultant d'une grande variété de causes, les mouvements extrémistes violents ont su capitaliser sur un éventail de problèmes chroniques auxquels la région est confrontée à des degrés divers, comme le sous-développement, la faiblesse économique, les forts taux de chômage, les déficits de gouvernance et le manque d'efficacité des services prestés. Ces facteurs structurels « moteurs » accompagnés de facteurs « d'attraction » comme des recruteurs charismatiques, des incitations matérielles et sociales et des idéologies séduisantes, ont alimenté la radicalisation violente et conduit à une augmentation du recrutement de populations politiquement et économiquement marginalisées, notamment parmi les jeunes.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique continue de suivre une approche fondée sur des observations factuelles dans ses efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans la région, et ainsi s'assurer que ses interventions répondent de manière spécifiques au contexte et respectent les principes du « Do-no-harm » (approche bienveillante). Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté une approche qui se concentre sur l'ensemble de la société et ne se limite pas aux acteurs gouvernementaux, mais implique la société civile et les communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets, dans les prises de décisions et dans les débats sur le sujet. Cette approche va aussi au-delà des institutions gouvernementales traditionnelles centrées sur la sécurité et s'assure que les autres secteurs concernés jouent aussi leur rôle. Les autorités dépositaires de l'ordre comme la police et les prisons continuent de jouer un rôle majeur et doivent être sensibilisées aux effets contreproductifs de la brutalité et du profilage ethnique ou religieux, entre autres, qui peuvent conduire à une radicalisation encore plus importante.

Ouganda: « Strengthening Social Cohesion And Stability In Slum Populations » (Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité parmi la population des bidonvilles)

L'Ouganda est le pays du continent africain qui connaît l'urbanisation la plus rapide et 85 % des résidents à faibles revenus de Kampala vivent dans environ 57 bidonvilles, soit le taux le plus élevé pour une capitale de l'Afrique de l'Est. C'est un sujet d'inquiétude non seulement parce que les gens souffrent de vivre dans ces conditions déplorables et sont confrontés à des taux de criminalité élevés, mais aussi parce que le mécontentement des habitants des bidonvilles pourrait alimenter les conflits et l'extrémisme. Le programme de 4,3 millions d'euros « Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité parmi la population des bidonvilles » s'efforce de traiter les sources de mécontentement et de renforcer la cohésion de la communauté autour de ressources de développement partagées, en offrant des opportunités d'emploi et des services locaux de base, ainsi qu'en prévenant les conflits dans les bidonvilles.

À ce jour, le projet a obtenu les résultats suivants :

- Organisation d'une réunion entre les membres de la communauté et la police ;
- Formation d'officiers de police ;
- Formation à la responsabilisation de femmes et d'hommes appartenant à la communauté des bidonvilles ;
- 247 étudiants inscrits et formés dans sept cours de formation professionnelle et 151 déjà diplômés ;
- Trois coopératives formées pour un total de 180 membres et soutien à la création de petites entreprises pour 29 bénéficiaires.

Nouvelles actions en 2017

En 2017, un nouveau projet a été approuvé, pour un montant total de 5 millions d'euros. Au total, quatre actions, dont au moins une des composantes concernait

ce domaine, ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 28,3 millions d'euros.

Tableau 27. Promotion de la cohésion sociale et lutte contre l'extrémisme violent

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Kenya | 1 | 2 | 19 |
| Somalie | - | 1 | 5 |
| Ouganda | - | 1 | 4.3 |
| Total | 1 | 4 | 28.3 |

3.2.3. Soutien technique et appui au suivi et à l'évaluation

Quatre actions, pour un montant total de 12,1 millions d'euros, ont été approuvées pour fournir à la fenêtre de la Corne de l'Afrique les connaissances et l'expertise requises pour évaluer le contexte opérationnel en constante évolution dans la région, pour suivre et évaluer les résultats obtenus par les actions et pour fournir aux programmes le soutien technique dont ils ont besoin. Le système de suivi et d'apprentissage (MLS) évaluera les progrès réalisés par les différentes actions soutenues par la fenêtre de la Corne de l'Afrique, en tirant les leçons de toutes les expériences acquises dans la mise en oeuvre de projets et en en déduisant ce qui peut être appliqué aux interventions en cours et à venir.

Le mécanisme de recherche permet au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique de mener à bien des études spécifiques dans la région sur des questions liées aux migrations et à la stabilité, qui aideront ses partenaires à identifier des priorités et à prendre les décisions opérationnelles et stratégiques nécessaires pour continuer à répondre aux besoins prioritaires.

Nouveaux projets en 2017

Dans ce cadre, deux nouveaux projets ont été approuvés en 2017. Quatre projets ont été approuvés depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de 12,1 millions d'euros.

Tableau 28. Soutien technique et appui au suivi et à l'évaluation

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|-------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Soudan | 1 | 1 | 4 |
| Soudan du Sud | 1 | 1 | 2 |
| Régional and multi-pays | - | 2 | 6.1 |
| TOTAL | 2 | 4 | 12.1 |

3.3 Afrique du Nord

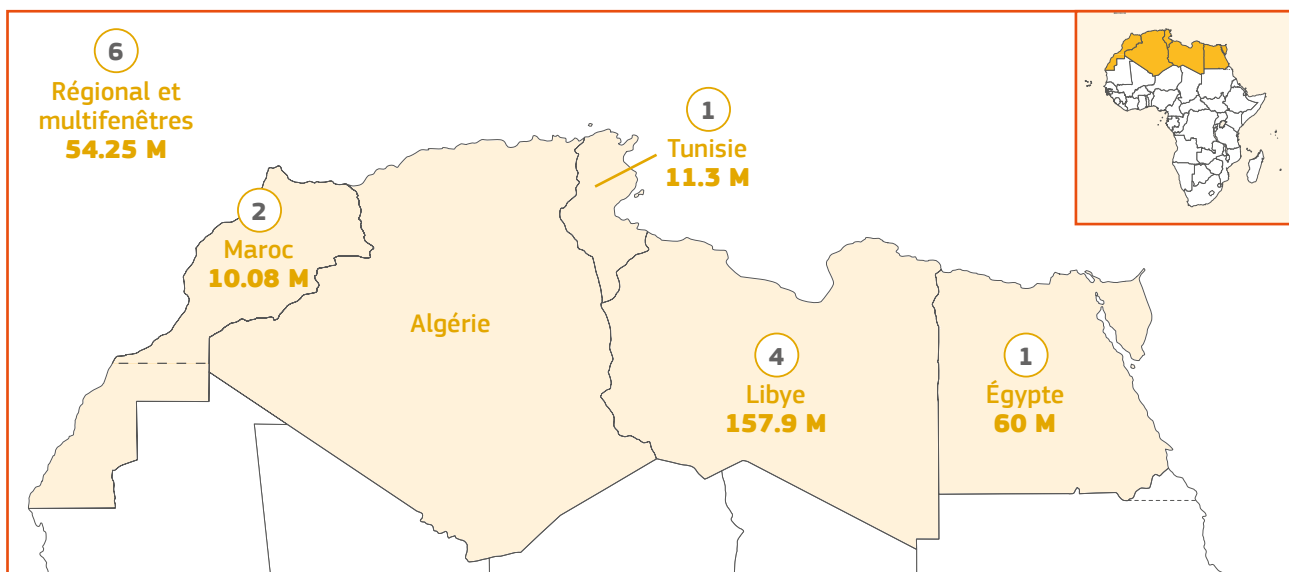
Pendant l'année 2017, la fenêtre de l'Afrique du Nord a connu une augmentation notable de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses activités par rapport à 2016, en phase avec le caractère d'urgence du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Notamment, la Libye est devenue le pays prioritaire de la fenêtre de l'Afrique du Nord et, malgré des difficultés, les activités dans le pays ont repris à un rythme relativement rapide, notamment dans le secteur de la protection. De plus, 2017 a été l'occasion d'étendre le soutien à d'autres pays de la région, élargissant ainsi la réponse aux diverses priorités établies dans le Cadre opérationnel régional.

Le Cadre opérationnel pour l'Afrique du Nord a été adopté par le Comité opérationnel en décembre 2016, en mettant particulièrement l'accent sur le troisième objectif stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (amélioration de la gestion des migrations). En 2017, huit nouveaux programmes ont été approuvés, pour un montant total de 232,5 millions d'euros, ainsi qu'un programme multifenêtre de 8,6 millions d'euros. Le montant total des programmes approuvés au 31 décembre 2017 (soit 14 programmes) s'élève à 293,6 millions d'euros, pour répondre aux objectifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et traiter les priorités du Cadre opérationnel. Fin 2017, 17 contrats ont été signés pour un montant de 174,6 millions d'euros et des paiements se chiffrant à 77,6 millions d'euros ont été effectués.

Suite à l'approbation de l'action révisée « Enhancing the response to Migration Challenges in Egypt (ERMCE) » (Améliorer la réponse aux défis de la migration en Égypte) d'un montant de 60 millions d'euros, en mai 2017, le programme du même nom approuvé en décembre 2016 et d'une valeur de 11,5 millions d'euros, a été totalement dégagé. De plus, une facilité de coopération technique d'une valeur de 5,2 millions d'euros a été adoptée en mai 2017 en tant que modalité opérationnelle, remaniant 600 000 euros des programmes approuvés en 2016 afin de créer un contrat global couvrant les besoins de suivi, d'évaluation et de communication de la fenêtre de l'Afrique du Nord dans son ensemble, y compris pour fournir aux pays un appui en matière de suivi, d'évaluation et de communication.

Le Cadre opérationnel pour la fenêtre de l'Afrique du Nord se concentre exclusivement sur la troisième priorité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, l'amélioration de la gestion des migrations. En conséquence, l'objectif général du Cadre opérationnel régional du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en Afrique du Nord est de contribuer à des migrations sûres, sécurisées et légales depuis, vers et au sein même de la région, et de soutenir une approche de gouvernance des migrations basée sur les droits de l'homme.

Figure 7. Carte régionale : Afrique du Nord



(Les frontières ainsi que les noms et appellations indiqués sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne)

Tableau 29. Aperçu des programmes de l'Afrique du Nord

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|---------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Maroc | 1 | 2 | 10.08 |
| Algérie | N/A | N/A | N/A |
| Tunisie | - | 1 | 11.3 |
| Libye | 2 | 4 | 157.9 |
| Égypte | 1 | 1 | 60 |
| Régional | 4 | 5 | 45.65 |
| Multifenêtres | 1 | 1 | 8.6 |
| Total | 9 | 14 | 293.6 |

3.3.1 Amélioration de la gestion des migrations dans la région de l'Afrique du Nord

En 2017, la région de l'Afrique du Nord est restée une zone d'origine, de transit et de destination finale des flux de migration mixtes en provenance de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique de l'Ouest, de la Corne de l'Afrique et du Moyen-Orient, de nombreux pays de ces régions étant affectés par une instabilité et des conflits persistants.

Au cours de l'année, la situation désastreuse le long de la route de Méditerranée centrale a nécessité des mesures inclusives afin de traiter des facteurs multiples. Plus de 119 000 migrants ont suivi cette route, ce qui représente une diminution de 34 % par rapport à 2016, où plus de 180 000 migrants l'avaient empruntée. Toutefois, malgré cette baisse, la situation politique et humanitaire en Libye est restée volatile et celle des migrants et des réfugiés a continué à se détériorer. On estime qu'entre 700 000 et 1 000 000 migrants se trouvent aujourd'hui en Libye, dont 45 000 ont été enregistrés comme réfugiés et demandeurs d'asile par le HCR. D'après l'OIM¹⁰, 41 % des enfants migrants identifiés en Libye sont des mineurs non accompagnés. Le trafic de migrants et la traite d'êtres humains reste une source de revenus dans un contexte où l'accès aux opportunités socio-économiques et à d'autres emplois reste limité.



© istock / yoh4nn

10 Matrice du Suivi des Déplacements (DTM) Libye « Libya's Migrant Report » Ronde 16 <http://www.globaldtm.info/dtm-libya-migrant-report-information-package-16-december-2017/> (en anglais)

Les pays voisins ont aussi constaté une intensification des flux migratoires. La Tunisie, en particulier, est devenue le deuxième point de départ vers l'Italie (5 %) par la route de Méditerranée centrale, après la Libye (90 %). De plus, les migrants tunisiens représentent la huitième plus importante nationalité de migrants (6 092) empruntant cette route. Comparé à 2016, l'année passée a aussi été marquée par une augmentation de plus de 170 % des arrivées en Espagne par la route de Méditerranée occidentale.

Au niveau régional, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a augmenté le nombre de ses programmes. Cet appui couvre des aspects allant de la gouvernance migratoire au soutien aux systèmes de réintégration durable en Afrique du Nord et aux programmes de retour volontaire assisté, en passant par le renforcement des capacités de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique travaille parallèlement aux dialogues politiques établis par l'UE en

2017. Par exemple, la signature du programme « ERMCE - Améliorer la réponse aux défis de la migration en Égypte » a aussi marqué le lancement d'un dialogue de haut niveau entre l'UE et l'Égypte sur la migration qui a eu lieu pour la première fois le 17 décembre 2017. L'UE a poursuivi ce dialogue de haut niveau sur la migration avec la Tunisie en novembre 2017 et un dialogue informel sur le même sujet s'est déroulé entre l'UE et l'Algérie au mois de mai. Enfin, la rationalisation des fonds destinés à l'ensemble de la fenêtre de l'Afrique du Nord s'est poursuivie de manière importante en 2017, les donateurs ayant répondu favorablement à un appel à contributions ciblant cette fenêtre. Les engagements de réapprovisionnement de la fenêtre de l'Afrique du Nord ont atteint un montant d'environ 146 millions d'euros après le Conseil européen de juin 2017, ce qui a permis de renforcer considérablement l'influence du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique auprès des pays partenaires et d'éviter la mise en place de programmes parallèles, notamment en ce qui concerne l'action de l'UE le long de la route de Méditerranée centrale.

3.3.1.1 Gouvernance migratoire incluant une gestion des migrations fondée sur les droits

Les systèmes de migration doivent faire l'objet d'un suivi permanent et être adaptés aux besoins émergents et aux nouvelles circonstances. À cet égard, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique vise à améliorer les connaissances, la collecte et l'analyse de données liées aux migrations, afin de les utiliser pour lancer des réformes législatives et institutionnelles, pour pouvoir comprendre en profondeur les contextes locaux et investir dans l'application de la législation en se basant sur des faits. Des actions traitant de cette priorité devraient contribuer à la cohésion sociale

et à une mobilité plus sûre et assurer une protection internationale conforme au droit international. Cela inclut le renforcement des capacités sur les aspects législatifs et réglementaires afin de développer progressivement des systèmes migratoires pleinement opérationnels.

Au total, cinq actions ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, pour un montant total de 129,05 millions d'euros.

Tableau 30. Gouvernance migratoire

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Tunisie | - | 1 | 11.3 |
| Libye | 1 | 1 | 42.2 |
| Égypte | 1 | 1 | 60 |
| Régional | 2 | 2 | 15.55 |
| Total | 4 | 5 | 129.05 |

Progrès réalisés depuis 2016

Sur ce plan, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est concentré sur l'appui apporté au développement de politiques et de mesures nationales et régionales en matière de migration, d'asile et d'intégration, afin de s'assurer qu'une réponse soit apportée aux besoins et aux aspirations des migrants. En 2016, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté le programme « Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie ». Celui-ci apporte son soutien aux ministères et institutions nationales concernés, afin d'opérationnaliser la stratégie nationale migratoire tunisienne. La planification des activités a été réalisée conjointement avec les autorités nationales, tandis qu'une enquête auprès des ménages sur la migration et une budgétisation du volet concernant la politique migratoire de ce programme sont actuellement en cours de négociation, en attendant la validation de la Stratégie nationale et l'accord des autorités tunisiennes sur les activités proposées.

Nouvelles actions en 2017

Les programmes adoptés en 2017 dans le cadre de cette priorité se concentrent sur le soutien aux pays partenaires dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales en matière de migrations. À cet égard, l'action « ERMCE - Améliorer la réponse aux défis de la migration en Égypte », adoptée en mai 2017, inclut une composante qui soutient spécifiquement les objectifs de la Stratégie nationale de l'Égypte pour prévenir et lutter contre les migrations irrégulières et le trafic d'êtres humains.

Au niveau régional, le programme « City-to-City » (Ville-à-Ville) adopté au mois de mai, place particulièrement l'accent sur l'amélioration de la gouvernance migratoire au niveau local dans 16 villes d'Afrique du Nord et deux du Moyen-Orient, notamment grâce à des partenariats avec des villes européennes, en se focalisant sur l'intégration et l'inclusion des migrants. L'action s'appuie sur les résultats obtenus par l'initiative pilote « Mediterranean City to City Migration Profiles » (Profils des Migrations Ville-à-Ville en Méditerranée) qui est parvenue à mettre en place un réseau d'expertise sur la migration dans des villes d'Europe et de son voisinage.

Au Maroc, des efforts ont déjà été faits pour appuyer une mise en œuvre plus efficace du cadre législatif et réglementaire relatif au racisme et à la xénophobie (le programme « Vivre ensemble ») et soutenir les protocoles d'accord régissant la coopération avec trois pays importants d'origine des migrants présents au Maroc (programme « Coopération Sud-Sud »). Ils seront complétés en 2018 par des actions supplémentaires axées sur l'amélioration des politiques migratoires au niveau local et de l'intégration économique des migrants dans le pays.

Programme « Enhancing the response to migration challenges in Egypt (ERMCE) » (Améliorer la réponse aux défis de la migration en Égypte)

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique améliorera la gouvernance migratoire et la gestion des migrations en Égypte par le renforcement des institutions et des capacités. Cette action apportera son soutien aux objectifs de la Stratégie nationale pour prévenir et lutter contre les migrations irrégulières et le trafic d'êtres humains, lancée en octobre 2016. Pour ce faire, elle renforcera la coordination entre les organisations gouvernementales et les parties prenantes concernées, et consolidera les cadres institutionnels et réglementaires généraux de gestion des migrations.

Cette action sera mise en œuvre par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) avec la possibilité d'inclure d'autres États membres de l'UE sous la forme d'un consortium.

3.3.1.2 Promotion de la migration et de la mobilité légales, mutuellement bénéfiques

Créer les conditions propices pour assurer que la migration et la mobilité conduisent à une situation gagnant-gagnant pour le migrant et son pays d'accueil reste une priorité pour le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Des actions visant à améliorer les compétences et à consolider les systèmes d'information sur le marché du travail, en renforçant la coopération et la mise en réseau des agences pour l'emploi et des institutions compétentes en matière de création d'emplois afin de faciliter l'insertion et les opportunités professionnelles se matérialiseront en 2018. Dans le même temps, le soutien à cette priorité se

concentre principalement sur les programmes adoptés, notamment en Tunisie et au Maroc, l'accent étant mis sur l'appui à la mobilisation des talents humains et des capacités financières des réseaux de la diaspora et sur les mesures visant à réduire et à prévenir le racisme et la xénophobie envers les populations de migrants.

Au total, trois actions ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, pour un montant total de 25,4 millions d'euros.

Tableau 31. Promotion de la migration et de la mobilité légales, mutuellement bénéfiques

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Tunisie | - | 1 | 11.3 |
| Maroc | - | 1 | 5.5 |
| Multifenêtre | 1 | 1 | 8.6 |
| Total | 1 | 3 | 25.4 |

Progrès réalisés depuis 2016

La promotion de l'engagement de la diaspora en Tunisie est un aspect central de la mise en oeuvre de la stratégie nationale migratoire tunisienne. Dans ce cadre, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique encourage l'investissement des talents de la diaspora dans les entreprises innovantes en Tunisie. En novembre 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, en association avec la GIZ, a signé un programme visant à soutenir la création de 30 entreprises dans les secteurs innovants en Tunisie, appuyé par la diaspora tunisienne en Europe.

Au Maroc, le développement d'un cadre institutionnel visant à prévenir le racisme et la xénophobie fait actuellement l'objet d'un soutien de la part de l'AECID. Notamment, l'AECID a défini les principales activités qui seront entreprises au cours des premiers mois de l'année 2018. Celles-ci comprennent une révision des traités, conventions et

accords internationaux pertinents et des recommandations existantes en matière de prévention de la discrimination raciale et de la xénophobie ; une étude juridique comparative des dispositions et normes réglementaires, y compris une comparaison des normes de cinq États membres de l'UE ; et une étude des bonnes pratiques des campagnes de sensibilisation à la lutte contre le racisme et la xénophobie. Une visite d'étude en Espagne est aussi prévue afin de mieux se familiariser avec les organisations, services et pratiques vertueuses dans les domaines d'intervention du programme. En renforçant les mécanismes nationaux en matière de prévention du racisme et de la xénophobie, et en assurant la promotion de l'accès aux services susceptibles de fournir protection et assistance dans ce domaine, cette action devrait faciliter la mobilité des migrants et leur intégration au Maroc.

Nouvelles actions en 2017

Avec l'adoption du premier programme multifenêtre concernant l'Afrique du Nord et le Sahel/lac Tchad, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique aura pour objectif de renforcer la coopération Sud-Sud sur les migrations au moyen d'un appui à l'application des protocoles d'accord entre le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Mali. Ce programme concerne particulièrement le renforcement de

la coopération sur les politiques et pratiques concernant la diaspora et sur la mobilité des professionnels, des étudiants, des apprentis et des bénévoles. En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'emploiera à faire progresser son premier programme sur la migration légale, en mettant l'accent sur la mobilité des travailleurs.

Développement de l'emploi et des opportunités d'investissement par la mobilisation de la diaspora

Le contrat concernant la composante 2 du programme « Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie » (11,3 millions d'euros) a été signé en novembre 2017 avec la GIZ (Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GmbH) et a reçu un co-financement du Ministère allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) pour un montant de EUR 600 000.

Par cette action, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique encourage les talents de la diaspora tunisienne à investir dans les entreprises innovantes en Tunisie. L'action veille à la sélection des idées d'entreprises et soutient, y compris par une aide financière, les membres de la diaspora qui souhaitent créer une entreprise.

Elle impliquera aussi la création d'incubateurs d'entreprises dans plusieurs régions de Tunisie, ainsi que l'appui au renforcement des capacités des autorités et des structures locales existantes, afin d'accompagner le lancement de nouvelles entreprises. Les membres de la diaspora bénéficieront de services d'incubation et d'assistance pendant les phases critiques précédant et suivant la création, ainsi que de formations et de mentorat pour entrepreneurs.

3.3.1.3 Assurer la protection des personnes dans le besoin

Les actions dans le cadre de cette priorité visent à renforcer la protection et la résilience des migrants, des personnes déplacées de force et des communautés hôtes locales. Compte tenu de la situation d'urgence en Libye, les actions en 2017 se sont concentrées sur la protection et l'assistance dans ce pays. Dans le cadre de cette priorité, les actions soutiennent la résilience des populations déplacées et des communautés qui les accueillent, et renforcent les capacités des pays partenaires à établir des cadres politiques, législatifs et institutionnels efficaces en matière d'asile et de protection internationale.

Au total, sept actions ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, pour un montant total de 198,78 millions d'euros.

Tableau 32. Assurer la protection des personnes dans le besoin

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Maroc | 1 | 1 | 4.58 |
| Libye | 1 | 3 | 115.7 |
| Égypte | 1 | 1 | 60 |
| Régional | - | 1 | 9.9 |
| Multifenêtre | 1 | 1 | 8.6 |
| Total | 4 | 7 | 198.78 |

Progrès réalisés depuis 2016

En soutenant le Programme régional de développement et de protection (RDPP) pour l'Afrique du Nord, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique aide à établir des systèmes nationaux et locaux durables permettant d'offrir de façon efficace des services inclusifs (éducation, santé et protection sociale) et de proposer aux migrants et aux communautés qui les accueillent de meilleures opportunités économiques, y compris en matière de travail indépendant et d'emploi à court terme. Un premier projet a été signé dans le cadre du RDPP avec Save the Children, afin de répondre aux vulnérabilités des enfants dans le contexte de la migration (prévention, atténuation et protection) dans les régions identifiées comme sujettes à la migration.

Après la signature des programmes adoptés en 2016 pour la Libye, les organisations internationales et celles de la société civile travaillent étroitement dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, afin d'améliorer la protection et la résilience des réfugiés, des migrants (y compris ceux en centres de détention), des personnes déplacées internes et des communautés qui les accueillent, et développent des initiatives pilotes pour promouvoir des alternatives à la détention.

Nouvelles actions en 2017

En accord avec les priorités politiques établies au début de l'année 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a étendu son assistance aux migrants, réfugiés et personnes déplacées internes en Libye. À cet égard, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique soutient les agences des Nations Unies (OIM, HCR et UNICEF) pour étendre les espaces de protection des migrants, réfugiés et communautés hôtes en intensifiant les capacités correspondantes et la fourniture

d'assistance. Il vise notamment à assurer l'accès à des produits alimentaires et non alimentaires suffisants et adéquats pour les migrants, réfugiés et communautés hôtes les plus vulnérables ; à fournir des soins de santé et un soutien psychosocial ciblés et à établir des alternatives à la détention comme espaces sûrs permettant de prendre soin des cas les plus vulnérables. De plus, cette action fait le lien avec d'autres solutions à plus long terme, comme le retour volontaire assisté, la réintégration et la réinstallation des réfugiés. Au Maroc, une nouvelle action complémentaire au soutien apporté par l'UE à la mise en œuvre de la Stratégie nationale migratoire du Maroc (SNIA) a été adoptée. Avec une double approche, tout en intensifiant la prise de conscience de leurs droits et leur accès à des conseils juridiques, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribuera aussi à promouvoir l'intégration socio-économique des migrants et à faciliter leur insertion dans la société marocaine.

Au cours de l'année à venir, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pourra s'appuyer sur ces résultats. Une expansion financière des activités est en cours de discussion alors que les dotations financières actuelles s'épuisent rapidement. À cet égard, les composantes protection et assistance du programme devront être renforcées afin de répondre aux besoins les plus pressants des migrants et des réfugiés. Ce réapprovisionnement devrait aussi inclure le soutien au plan du HCR pour évacuer hors de Libye les réfugiés et autres personnes relevant de sa compétence vers des pays voisins, au moyen d'un mécanisme d'évacuation d'urgence (ETM).

Gestion des flux migratoires mixtes en Libye : Protection

Suite à l'adoption de la Communication sur la route de Méditerranée centrale, le Comité opérationnel de la fenêtre de l'Afrique du Nord a adopté, le 12 avril 2017, un programme d'un montant de 90 millions d'euros pour la Libye dans le but de renforcer la protection et la résilience des migrants, des réfugiés et des communautés hôtes, y compris des personnes déplacées internes et des migrants de retour en Libye, tout en soutenant le renforcement des capacités de gestion des migrations le long des routes migratoires dans le pays. Le programme s'articule autour de deux piliers.

Le pilier Protection de cette action est mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Des contrats avec les partenaires opérationnels respectifs ont été signés deux mois après l'adoption du programme, permettant ainsi aux partenaires de préparer le terrain pour sa mise en œuvre. Notamment, les activités de protection et d'assistance ont été les premières à être déployées, afin de répondre à la situation désastreuse des migrants, réfugiés, personnes déplacées et communautés hôtes dans le pays.

En octobre 2017, l'appui fourni dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été primordial pour permettre à l'OIM, au HCR et à l'UNICEF de répondre aux besoins d'urgence à la suite des affrontements entre milices de Sabratha en apportant aide médicale et humanitaire à plus de 14 000 migrants vulnérables retenus dans des centres de détention.

Quelques résultats :

- 25 000 migrants dans les centres de détention et en dehors ont bénéficié d'une assistance directe sous forme de produits non alimentaires tels que couvertures, vêtements et kits d'hygiène ;
- 8 000 migrants ont bénéficié d'une assistance médicale ;
- L'OIM et le HCR ont aussi porté assistance à plus de 3 000 familles libyennes déplacées ;
- Près de 1 000 foyers parmi les plus vulnérables concernés par et/ou accueillant des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile ont perçu des aides en espèces.

3.3.1.4 Traiter les moteurs des migrations irrégulières

La migration, légale comme irrégulière, découle de divers contextes socio-économiques dans les régions d'origine. Des facteurs tels que de mauvaises conditions économiques, des disparités régionales/ethniques, des formes de discrimination directe et l'émergence de tensions sociales et de conflits ont d'importantes répercussions sur le besoin de protection et de meilleures conditions de vie et sur la propension des populations à prendre des risques significatifs en quittant leur foyer et en choisissant la migration irrégulière. L'objectif général du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans le cadre de cette priorité, consiste à traiter les moteurs de la migration irrégulière,

dans des régions d'origine spécifiques, en soutenant des programmes économiques et sociaux qui visent à créer des emplois et des possibilités d'éducation, notamment pour les jeunes et les femmes dans les communautés locales, et à appuyer la réintégration durable des migrants de retour dans leur société et communauté d'origine.

Au total, cinq actions ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, pour un montant total de 191,1 millions d'euros.

Tableau 33. Traiter les moteurs des migrations irrégulières

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Tunisie | - | 1 | 11.3 |
| Libye | 1 | 2 | 109.8 |
| Égypte | 1 | 1 | 60 |
| Régional | 1 | 1 | 10 |
| Total | 3 | 5 | 191.1 |

Progrès réalisés depuis 2016

Si l'objectif général de l'action « Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie » consiste à soutenir la Tunisie dans l'opérationnalisation de sa stratégie migratoire nationale, les composantes 3 et 4 de cette action visent respectivement à mettre en place une plateforme offrant des services allant de l'assistance psychosociale au soutien économique pour la réintégration des migrants de retour en Tunisie et à la recherche de synergies locales pour promouvoir l'intégration sociale et économique des jeunes tentés par la migration dans les régions les plus défavorisées. Des contrats ont été signés en juin 2017 avec Expertise France en coopération avec l'Office français de l'immigration et de l'intégration pour la composante 3 et en novembre 2017 avec l'Agence française de développement (AFD) pour la composante 4.

En ce qui concerne la mise en place de la plateforme de réintégration, Expertise France a organisé un certain nombre de réunions avec les institutions tunisiennes concernées. Les discussions avec les autorités tunisiennes se sont principalement focalisées sur l'identification de l'institution susceptible d'accueillir la plateforme et l'assurance de sa pérennité dans le temps, ainsi que sur la mise en place d'un groupe de travail formé par les référents des différentes institutions en question. Ce groupe de travail sera, entre autres, chargé de désigner les deux régions dans lesquelles les antennes locales de la plateforme de réintégration seront situées. Ces régions ont été pré-identifiées et un choix final sera fait après consultation avec les organisations de la société civile.

Nouvelles actions en 2017

Afin de renforcer l'égalité des opportunités économiques et de promouvoir la stabilité et le rétablissement des communautés locales, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a complété son approche de protection et d'assistance en Libye par un appui aux municipalités libyennes visant à renforcer la résilience des communautés qui accueillent des migrants et à consolider l'offre de services fondamentaux et d'accès au développement socio-économique des populations libyennes et de migrants. Les actions dans le cadre de cette composante sont actuellement en cours. En Égypte, en s'appuyant sur un programme développé à l'origine en 2016, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a étendu la portée de son soutien afin de traiter les causes profondes de la migration irrégulière en vue de diversifier les perspectives et opportunités d'emploi grâce à des initiatives entrepreneuriales ou visant à soutenir l'éducation, dans des régions sujettes à la migration. Ce programme sera principalement mis en œuvre par les agences de développement des États membres et par les organisations nationales égyptiennes.

En 2018, l'expansion de la composante concernant la stabilisation des communautés et la gouvernance locale sera prioritaire en Libye afin d'aider à parvenir à un développement plus robuste et à restaurer la fourniture de services fondamentaux et l'existence de moyens de subsistance dans le pays.

Gestion des flux migratoires mixtes en Libye : Développement socio-économique

L'UE ne s'intéresse pas à la Libye qu'à travers le prisme de la migration. Le principal objectif de sa politique en Libye est de ramener la stabilité et de renforcer les capacités de la Libye à s'autogérer. C'est l'esprit de cette action : une approche inclusive qui répond à la fois aux besoins des migrants et réfugiés vulnérables et à ceux de la population locale en ce qui concerne les services fondamentaux et les moyens de subsistance. Grâce aux différents angles d'approche adoptés par l'OIM, le PNUD, la GIZ et l'UNICEF au sujet des municipalités de Libye, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique traite de nombreux services essentiels, allant de la santé et de l'éducation aux infrastructures ou du soutien au développement économique à l'établissement d'incubateurs d'entreprises.

Des évaluations des besoins ont été effectuées dans toutes les municipalités, ciblant en priorité les secteurs d'intervention comme la santé, l'éducation, les infrastructures, l'eau et l'assainissement. Le PNUD et la GIZ finalisent l'évaluation de l'état des infrastructures à réhabiliter, des appels d'offres ont été lancés et les travaux sont sur le point de débuter. Des secteurs considérés comme adaptés pour stimuler la création d'opportunités socio-économiques, comme l'élevage, l'agriculture les transports, ont été identifiés par les différents partenaires. Pour sa part, l'UNICEF est en train de finaliser les discussions techniques visant à mettre en place un centre de prise en charge transitoire pour les enfants séparés et non accompagnés et échange avec le ministère de l'Éducation libyen sur la façon de soutenir des écoles de langue arabe, par un enseignement formel et non formel, en plus du développement de cursus en français et en anglais pour les enfants migrants. Ce projet a reçu 3 millions d'euros de cofinancement du Ministère allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ).

Grâce à l'appui de cette action :

- L'OIM a fourni des équipements médicaux à trois centres de soins primaires (PHCC) à Sabha (desservant 32 000 personnes, soit 16 % de la population de la ville) et un autre à Qatroun (desservant 3 500 personnes) ;
- L'OIM travaille actuellement à la fourniture de plusieurs structures de santé à Sabha avec des générateurs permettant de maintenir une alimentation électrique permanente et d'opérer même lorsque l'alimentation est incertaine ;
- L'OIM en association avec la FAO aidera les agriculteurs locaux à préserver la production de dattiers dans les zones concernées. Cela sera complété par le développement des capacités des agriculteurs à consolider leurs moyens techniques et à renforcer la résilience de la communauté ;
- Le PNUD a fourni un certain nombre d'ambulances aux municipalités de Murzuq et Kufra et a entamé la remise en état d'une clinique à Benghazi ;
- L'UNICEF est en train de créer des espaces pour les enfants dans les installations du HCR, à des fins de protection et d'éducation.

3.3.1.5 Amélioration de l'information et de la protection des migrants vulnérables le long des routes migratoires

Les migrations irrégulières créent non seulement des difficultés pour les pays hôtes et de destination, mais font aussi peser des risques élevés pour la sécurité des personnes en mouvement. Elles alimentent le crime organisé des passeurs et des trafiquants d'êtres humains, la violence contre les migrants et notamment les plus vulnérables d'entre eux, que sont les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Cette priorité vise à réduire les facteurs qui en sont à l'origine (insuffisance de capacités institutionnelles à lutter contre le trafic de migrants et d'êtres humains) et à atténuer les vulnérabilités résultant des migrations irrégulières. L'information sur les options

de retour volontaire dans les pays de transit ou le long des routes migratoires est aussi importante pour atténuer les risques associés aux déplacements irréguliers. À cet égard, cette priorité vise aussi à mettre en place des mécanismes de retour volontaire assisté et de réintégration basés sur les droits, à partir des pays de transit ou le long des routes migratoires.

Au total, quatre actions ont été approuvées depuis la création du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, dont au moins une des composantes concernait ce domaine, pour un montant total de 157,2 millions d'euros.

Tableau 34. Amélioration de l'information et de la protection des migrants vulnérables

| PAYS | NOMBRE DE PROGRAMMES 2017 | NOMBRE TOTAL DE PROGRAMMES | MONTANT TOTAL (EN MIO EUR) |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Libye | 2 | 2 | 132.2 |
| Régional | 2 | 2 | 25 |
| Total | 4 | 4 | 157.2 |

Nouvelles actions en 2017

Un certain nombre d'actions dans le cadre de cette priorité ont été adoptées au cours de l'année 2017, ouvrant ainsi de nouveaux domaines d'intervention pour le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Notamment, dans le cas de la Libye, l'amélioration de la gestion des migrations et, en particulier, un meilleur contrôle de ses frontières, est devenue une priorité afin de sauver des vies en mer et de renforcer les capacités des autorités libyennes à améliorer les opérations de recherche et de secours et leur coordination à la fois en mer et dans le désert. En la matière, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, avec l'appui du ministère italien de l'Intérieur, a accentué ses activités en soutien aux garde-côtes et garde-frontières libyens, afin d'améliorer leurs capacités à gérer les frontières du pays plus efficacement, y compris en renforçant leurs capacités opérationnelles et en réalisant des études de faisabilité de deux installations de contrôle complètes à Tripoli. Une mission d'information est prévue pour la fin du mois de janvier 2018 et sera suivie par le premier comité de pilotage du projet.

Un programme régional, « *Dismantling the criminal networks operating in North Africa and involved in migrant smuggling and human trafficking* » (Démanteler les réseaux criminels opérant en Afrique du Nord et impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains) d'un montant de 15 millions d'euros a été adopté en décembre 2017. Ce projet se concentrera sur la dimension régionale de la lutte contre les passeurs et les trafiquants, en ciblant les acteurs nationaux clés de la région, notamment les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de la Santé. Dans le cadre de ce programme, mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le renforcement des capacités et des équipements légers comme des outils informatiques et d'investigation, seront fournis aux acteurs chargés du maintien de l'ordre et de la justice criminelle.

Appui au retour volontaire assisté dans la région de l'Afrique du Nord (AVRR)

Dans le cadre des efforts visant à offrir un appui au retour volontaire et à la réintégration¹¹ (AVRR) aux migrants bloqués en Libye, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a, en 2017, accru son soutien à l'OIM afin de contribuer à 10 000 AVRR supplémentaires, en plus des 5 000 déjà prévus dans le cadre de l'action « *Supporting protection and humanitarian repatriation and reintegration of vulnerable migrants in Libya* » (Appui à la protection et au rapatriement humanitaire et à la réintégration des migrants vulnérables en Libye) adoptée en décembre 2016. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a ainsi alloué des fonds à l'OIM pour un total de 15 000 AVRR prévus depuis la Libye sur une période de 24 mois.

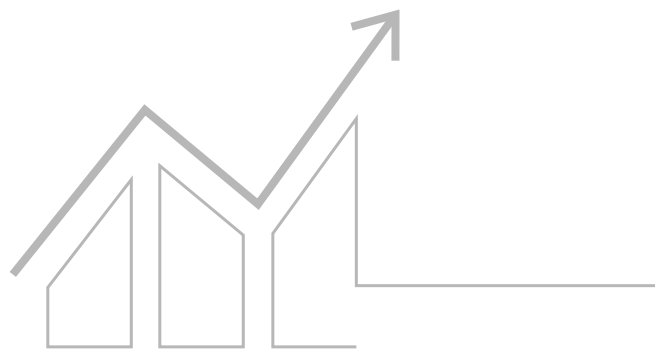
Ce type d'assistance inclut des entretiens de conseil avant le départ dans les centres de détention ; des services consulaires incluant la facilitation de l'émission de documents de voyage ; la réalisation de contrôles médicaux ; et la fourniture d'escortes pour les migrants vulnérables, notamment les enfants non accompagnés et les migrants handicapés. Les migrants de retour se voient également équipés de vêtements adéquats, de kits sanitaires et d'hygiène, ainsi que d'eau et de nourriture avant leur départ. Chaque cas est évalué et traité individuellement en tenant compte des vulnérabilités spécifiques, comme celles que présentent les victimes de trafic ou de violences sexuelles.

Dans le contexte de la Libye, l'OIM est parvenue à des résultats remarquables en augmentant ses capacités à aider au retour volontaire et à la réintégration des migrants bloqués en Libye par rapport à l'année 2016 où elle avait rapatrié 2 775 personnes. En 2017, l'OIM a aidé 8 800 migrants bloqués à quitter volontairement la Libye pour rentrer dans leur pays d'origine dans le cadre de l'initiative FFUE-OIM et plus de 19 000 au total avec le soutien d'autres donateurs. Dans le cadre de la task force UE-UA-ONU établie après le Sommet UE-UA en novembre 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'est engagé à soutenir 15 000 retours supplémentaires depuis la Libye (et leur réintégration dans leur pays d'origine) au titre de mesure d'urgence début 2018.

Afin de compléter ce soutien à l'ensemble de la région de l'Afrique du Nord, une « *Facility for Migrant Protection and Reintegration in North Africa* » (Facilité pour la protection et la réinsertion des migrants en Afrique du Nord) d'un montant de 10 millions d'euros a été conçue en tant que mécanisme régional flexible, capable de s'adapter aux besoins spécifiques des pays, notamment pour soutenir les migrants de retour dans leur pays d'origine en Afrique du Nord, y compris depuis l'UE, ainsi que pour renforcer les systèmes de retour et de réintégration nationaux dans la région.

¹¹ L'assistance à la réintégration des migrants de retour de Libye est fournie dans le cadre des trois fenêtres du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, selon le pays d'origine/ de retour.

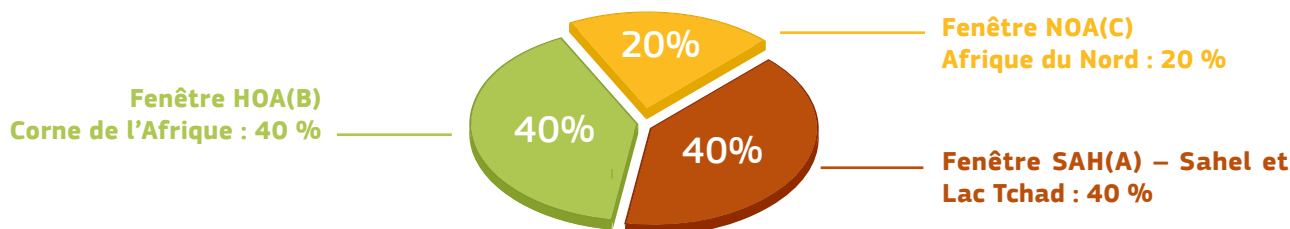
Rapport financier



4.1 Montants annoncés et versés

Le présent rapport financier est élaboré conformément à l'art. 7.2 (d) de l'Acte constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Les tableaux ci-après fournissent une synthèse des contributions au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique au 31 décembre 2017. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres selon les informations d'affectation contenues dans le certificat de contribution ou, si aucune affectation n'a été requise, selon la clé de répartition suivante :



Le tableau 35 fournit des informations sur les contributions de contributeurs externes (c'est-à-dire les États membres et autres donateurs externes):

- ▶ Contributions annoncées : financement total du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique consenti par les donateurs (c.-à-d. annonces formelles mais non encore officiellement confirmées par un certificat de contribution).
- ▶ Contributions certifiées : contributions étayées par un certificat du contributeur extérieur.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles les crédits d'engagement (à savoir, le montant total des obligations juridiques pouvant être exposées) et les crédits de paiement sont ensuite calculés dans le système de comptabilité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2017, 341 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des devises autres que l'euro sont enregistrées à l'aide du taux de change officiel de la Commission européenne.

Le tableau 36 fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du Fonds européen de développement (FED):

- ▶ Contributions annoncées : financement total du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, tel que convenu par les donateurs ;
- ▶ Contributions certifiées : contributions étayées par une décision de financement de la Commission, sur la base desquelles les crédits d'engagement (à savoir, le montant total des obligations juridiques pouvant être exposées) sont ensuite calculés dans le système de comptabilité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2017, 2,589 milliards d'euros de crédits d'engagement avaient été mis à disposition dans le système comptable (ABAC).
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles les crédits de paiement sont ensuite calculés dans le système de comptabilité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2017, 387 millions d'euros de crédits de paiement avaient été mis à disposition dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC).

Les intérêts générés par les sommes reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont indiqués dans la section III du tableau 36.

Tableau 35. Contributions des contributeurs externes au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

| I = PAYS | CONTRIBUTIONS ANNONCÉES (EUR) | CONTRIBUTIONS CERTIFIÉES (EUR) | | | | CONTRIBUTIONS REÇUES (EUR) |
|-----------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------------------|
| | TOTAL | TOTAL | ALLOUÉ PAR FENÊTRE | | | AU 31/12/2017 |
| | | | SAH (A) | HOA (B) | NOA (C) | TOTAL |
| AUTRICHE | 3 000 000 | 3 000 000 | | 3 000 000 | | 3 000 000 |
| | 3 000 000 | 3 000 000 | | | 3 000 000 | 3 000 000 |
| BELGIQUE | 10 000 000 | 10 000 000 | 5 500 000 | 500 000 | 4 000 000 | 6 000 000 |
| BULGARIE | 50 000 | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50 000 |
| | 500 000 | 500 000 | 200 000 | 200 000 | 100 000 | 500 000 |
| CROATIE | 200 000 | 200 000 | | 100 000,00 | 100 000,00 | 200 000 |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 740 000 | 740 000 | | 740 000 | | 740 000 |
| | 929 008 | 929 008 | | | 929 008 | 929 008 |
| DANEMARK | 6 001 920,61 | 6 001 920,61 | 2 400 768,24 | 2 400 768,24 | 1 200 384,12 | 6 001 920,61 |
| | 4 011 274,89 | 4 011 274,89 | | | 4 011 274,89 | 4 011 274,89 |
| ESTONIE | 150 000 | 150 000 | | | 150 000 | 150 000 |
| | 300 000 | 300 000 | | | 300 000 | 300 000 |
| | 1 000 000 | 1 000 000 | | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| FINLANDE | 5 000 000 | 5 000 000 | 1 000 000 | 3 000 000 | 1 000 000 | 5 000 000 |
| FRANCE | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 600 000 | 3 000 000 |
| | 6 000 000 | | | | | |
| | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 600 000 | 3 000 000 |
| ALLEMAGNE | 48 000 000 | 48 000 000 | 38 400 000 | | 9 600 000 | 30 000 000 |
| | 3 000 000 | 3 000 000 | | | 3 000 000 | 3 000 000 |
| | 100 000 000 | 100 000 000 | | | 100 000 000 | 100 000 000 |
| HONGRIE | 700 000 | 700 000 | | 700 000 | | 700 000 |
| IRLANDE | 3 000 000 | 3 000 000 | | 3 000 000 | | 1 200 000 |
| | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 600 000 | 400 000 |
| | 10 000 000 | 10 000 000 | 4 000 000 | 5 000 000 | 1 000 000 | 10 000 000 |
| | 7 000 000 | 7 000 000 | 7 000 000 | | | 7 000 000 |
| ITALIE | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | | | 15 000 000 |
| | 50 000 000 | 50 000 000 | 50 000 000 | | | 50 000 000 |
| | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 10 000 000 | 10 000 000 |
| | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 10 000 000 |
| LETTONIE | 50 000 | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50 000 |
| | 250 000 | 250 000 | | | 250 000 | 250 000 |
| LITUANIE | 50 000 | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50 000 |
| | 150 000 | 150 000 | | | 150 000 | 150 000 |
| LUXEMBOURG | 3 100 000 | 3 100 000 | 3 000 000 | 100 000 | | 3 100 000 |
| | 250 000 | 250 000 | | 125 000 | 125 000 | 100 000 |
| MALTE | 75 000 | 75 000 | | | 75 000 | |
| | 15 000 000 | 15 000 000 | 3 000 000 | 12 000 000 | | 12 000 000 |
| PAYS-BAS | 1 362 000 | 1 362 000 | | 1 362 000 | | 1 362 000 |
| | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 10 000 000 | 10 000 000 |
| NORVÈGE (ÉQUIVALENT NOK EN EUR) | 3 593 344 | 3 593 344 | 1 113 936,65 | 2 479 407,37 | | 3 593 344 |
| | 5 185 646 | 5 185 646 | 1 555 693,84 | 1 555 693,84 | 2 074 258 | 5 185 646 |
| | 1 100 000 | 1 100 000 | | 1 100 000 | | 1 100 000 |
| POLOGNE | 7 028 019 | 7 028 019 | | | 7 028 019 | 7 028 019 |
| | 2 358 187 | 2 358 187 | | | 2 358 187 | 2 358 187 |
| | 250 000 | 250 000 | 100 000 | 100 000 | 50 000 | 250 000 |
| PORTUGAL | 200 000 | 200 000 | 80 000 | 80 000 | 40 000 | 200 000 |
| | 1 350 000 | 1 350 000 | 675 000 | | 675 000 | 1 350 000 |
| ROUMANIE | 100 000 | 100 000 | 40 000 | 40 000 | 20 000 | 100 000 |
| | 500 000 | 500 000 | 200 000 | 200 000 | 100 000 | 500 000 |
| SLOVAQUIE | 100 000 | 100 000 | | 100 000 | | 100 000 |
| | 1 000 000 | 1 000 000 | | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| SLOVÉNIE | 50 000 | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50 000 |
| | 50 000 | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50 000 |
| ESPAGNE | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 600 000 | 3 000 000 |
| | 6 000 000 | 6 000 000 | 6 000 000 | | | 6 000 000 |
| SUÈDE | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 600 000 | 3 000 000 |
| SUISSE | 4 100 000 | 4 100 000 | 1 640 000 | 1 640 000 | 820 000 | 3 600 000 |
| ROYAUME-UNI | 3 000 000 | 3 000 000 | | 3 000 000 | | 1 200 000 |
| TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTERNES | 378 834 400 | 372 834 400 | 157 005 399 | 48 622 869 | 167 206 132 | 340 909 400 |

Tableau 36. Contributions des budgets de l'UE et du FED au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

| II = PROGRAMME | CONTRIBUTIONS ANNONCÉES (EUR) | CONTRIBUTIONS CERTIFIÉES (EUR) | | | | CONTRIBUTIONS REÇUES (EUR) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------------|
| | TOTAL | TOTAL | ALLOUÉ PAR FENÊTRE | | | AU 31/12/2017 |
| | | | SAH (A) | HOA (B) | NOA (C) | TOTAL |
| RÉSERVE DU 11ÈME FED | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | 666 666 667 | 333 333 333 | | 18 513 800 |
| PROGRAMME INDICATIF RÉGIONAL (RIP) AFRIQUE DE L'OUEST 11ÈME FED | 200 000 000 | 200 000 000 | 200 000 000 | | | 20 000 000 |
| RIP AFRIQUE CENTRALE 11ÈME FED | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 10 000 000 |
| RIP EASAI0 11ÈME FED | 50 000 000 | 50 000 000 | | 50 000 000 | | 50 000 000 |
| PROGRAMME INDICATIF NATIONAL (NIP) ET 11ÈME FED | 30 000 000 | 30 000 000 | | 30 000 000 | | 30 000 000 |
| DG NEAR | 500 000 | 500 000 | | | 500 000 | 500 000 |
| DG NEAR | 200 000 000 | 198 811 675 | | | 198 811 675 | |
| DG NEAR | 25 000 000 | 25 000 000 | | | 25 000 000 | |
| DG ECHO | 50 000 000 | 20 000 000 | 8 000 000 | 8 000 000 | 4 000 000 | 20 000 000 |
| PROGRAMME DE SOUTIEN SPÉCIAL POUR LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DU SOUDAN DU SUD | 86 400 000 | 86 400 000 | | 86 400 000 | | 86 400 000 |
| EL NINO CORNE DE L'AFRIQUE – INSTRUMENT DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT (ICD) POUR L'ALIMENTATION | 23 000 000 | 23 000 000 | | 23 000 000 | | 23 000 000 |
| EL NINO CORNE DE L'AFRIQUE – RÉSERVE DU 11ÈME FED | 43 500 000 | 43 500 000 | | 43 500 000 | | 43 500 000 |
| EL NINO SAHEL ICD POUR L'ALIMENTATION | 10 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | | | 10 000 000 |
| EL NINO SAHEL FED | 25 000 000 | 25 000 000 | 25 000 000 | | | |
| ICD DEVCO B - MIGRATION | 25 000 000 | 25 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 5 000 000 | 25 000 000 |
| MESURE SPÉCIALE SOUDAN | 100 000 000 | 100 000 000 | | 100 000 000 | | 20 000 000 |
| RÉSERVE DU 11ÈME FED | 500 000 000 | 500 000 000 | 368 000 000 | 132 000 000 | | |
| ICD PANAF | 25 000 000 | 25 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 5 000 000 | 25 000 000 |
| RIP EASAI0 – IGAD ENVELOPPE PAIX ET SÉCURITÉ FED | 45 000 000 | 45 000 000 | | 45 000 000 | | |
| NIP SOMALIE FED | 200 000 000 | 200 000 000 | | 200 000 000 | | |
| DG HOME | 50 000 000 | 50 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 30 000 000 | 5 000 000 |
| ICD MIGRATION | 230 000 000 | 230 000 000 | 140 000 000 | 60 000 000 | 30 000 000 | |
| PROGRAMME DE SOUTIEN SPÉCIAL DU FED AU SOUDAN DU SUD | 24 533 858 | 24 533 858 | | 24 533 858 | | |
| TOTAL CONTRIBUTIONS UE | 2 952 933 858 | 2 921 745 533 | 1 457 666 667 | 1 165 767 191 | 298 311 675 | 386 913 800 |

| TOTAL I + II : | CONTRIBUTIONS ANNONCÉES (EUR) | CONTRIBUTIONS CERTIFIÉES (EUR) | | | | CONTRIBUTIONS REÇUES (EUR) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------------------|
| | TOTAL | SAH (A) | HOA (B) | NOA (C) | | |
| | 3 331 768 258 | 3 294 579 933,13 | 1 614 672 065,73 | 1 214 390 060,46 | 465 517 806,94 | 727 823 200,13 |
| III = INTÉRÊTS GÉNÉRÉS PAR LES SOMMES REÇUES EN ESPÈCES SUR LE COMPTE BANCAIRE DU FONDS FIDUCIAIRE | | | | | | |
| INTÉRÊTS BANCAIRES 2015 | | | | | | 2 291,89 |
| INTÉRÊTS BANCAIRES T1 ET T2 2016 | | | | | | 44 675,28 |
| INTÉRÊTS BANCAIRES T3 ET T4 2016 | | | | | | 7 459,50 |
| INTÉRÊTS BANCAIRES T1 ET T2 2017 | | | | | | 585,58 |
| INTÉRÊTS BANCAIRES T3 ET T4 2017 | À CONFIRMER AU T1 2018 | | | | | |
| INTÉRÊTS GÉNÉRÉS PAR LES SOMMES REÇUES EN ESPÈCES SUR LE COMPTE BANCAIRE DU FONDS FIDUCIAIRE | | | | | | 55 012,25 |
| TOTAL I + II + III : | | | | | | 727 878 212,38 |

4.2 Montants payés

Le tableau ci-dessous indique les montants versés au cours de la période considérée, par modalité d'exécution du budget, ventilés entre transactions gérées par le siège de la Commission européenne et les délégations de l'Union européenne.

Tableau 37. Montants payés par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique au cours de la période considérée

| MODALITÉ D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE | Totalités des paiements | | | | | |
|----------------------------------------------------------|-------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------|
| | SIÈGE | | DÉLÉGATIONS | | TOTAL | |
| | Montants (EUR) | % | Montants (EUR) | % | Montants (EUR) | % |
| Subventions en gestion directe | 42 365 268 | 17% | 37 720 370 | 27% | 80 085 637 | 21% |
| Soutien budgétaire | 0 | 0% | 25 000 000 | 18% | 25 000 000 | 6% |
| Passation de marchés en gestion directe | 824 321 | 0% | 8 280 846 | 6% | 9 105 167 | 2% |
| Gestion indirecte avec des organisations internationales | 116 997 887 | 47% | 34 259 866 | 25% | 151 257 753 | 39% |
| Gestion indirecte avec la BEI et le FEI | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Gestion indirecte avec des agences de développement | 58 378 233 | 23% | 21 690 761 | 16% | 80 068 994 | 21% |
| Gestion indirecte avec les pays bénéficiaires | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Dépense administratives | 280 000 | 0% | 0 | 0% | 280 000 | 0% |
| Autres | 30 936 369 | 12% | 12 830 891 | 9% | 43 767 260 | 11% |
| TOTAL : | 249 782 078 | 100% | 139 782 733 | 100% | 389 564 811 | 100% |

4.3 Administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

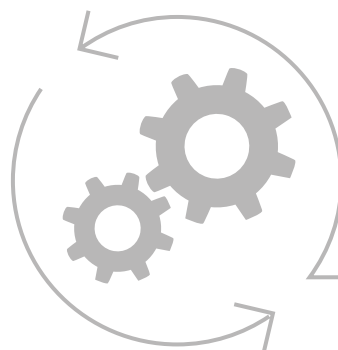
En ce qui concerne les frais administratifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (afin de couvrir les frais associés aux salaires et rémunérations, aux missions et à la formation des personnels au siège et dans les délégations de l'Union européenne), un montant de 9 755 325 euros a été estimé pour 2017 et 6 348 399,30 euros ont été dépensés au cours de l'année. En 2015, aucun frais administratif n'avait été encouru et en 2016 ces dépenses s'élevaient à 3 047 395,80 euros.

Le solde du montant alloué pour 2017, soit 3 406 925,70 euros, a été transféré au budget 2018.

Tableau 38. Coûts administratifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en 2017 (EUR)

| | | |
|----------------------|-------|---------------------|
| Estimation pour 2017 | | 9 755 325.00 |
| Total | | 9 755 325.00 |
| Frais de mission | Siège | 174 143.01 |
| | Dél. | 204 375.00 |
| Frais de personnel | Siège | 1 217 876.29 |
| | Dél. | 4 752 005.00 |
| Coûts total | | 6 348 399.30 |
| <i>Solde</i> | | <i>3 406 925.70</i> |

Gestion et contrôle interne



Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique relève du système général de contrôle interne défini par la Commission européenne.

Il a été décidé que le Règlement financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale de la Coopération Internationale et le Développement (DEVCO) pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations s'appliquent également au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale pour le voisinage et les négociations d'élargissement (NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG DEVCO qui permet au Règlement financier de l'UE et aux règles et procédures développées par cette dernière pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations, de s'appliquer également à cette fenêtre.

Après approbation par le Comité opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et réglementations applicables de la Commission, y compris celles en vigueur pour le FED.

Conformément à l'Acte constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif de fonctionner en situation de crise et de post-crise, des procédures souples, adaptées à l'environnement local, sont utilisées pour garantir l'efficacité du Fonds et sa réactivité par rapport aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement financier et sont établies par les guides financiers des DG DEVCO et NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Un registre des exceptions, des dérogations et des approbations antérieures accordées au titre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, ainsi que des événements de non-conformité détectés au cours de l'année est conservé.

Il est prévu que les projets soient mis en œuvre de manière directe (c'est-à-dire que le Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique soit le pouvoir adjudicateur et signe les marchés publics et les conventions de subvention) ou indirecte, la mise en œuvre du projet étant alors déléguée

à un tiers, une agence d'un État membre de l'Union ou une organisation internationale. Pour pouvoir se voir confier des tâches d'exécution du budget, les entités candidates doivent justifier d'un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des Fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex ante sont effectués par le personnel du Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politiques en matière d'audit des DG DEVCO et NEAR, des audits/vérifications de dépenses sont soit prévus dans les contrats, soit lancés de son propre chef par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en fonction de son analyse des risques. Un audit annuel et un plan de vérification du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont été élaborés pour l'année 2017.

En 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été soumis à l'exercice de « Taux d'Erreur Résiduel » (contrôles a posteriori), comme d'autres programmes et instruments gérés par les DG DEVCO et NEAR.

Les comptes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique doivent aussi faire l'objet d'un audit externe annuel.

Les gestionnaires du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organismes de contrôle, notamment du Service d'audit interne (SAI) et de la Cour des comptes européenne (CCE), afin de fournir une évaluation de l'efficacité de la gestion des risques et des procédures de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des fournisseurs et bénéficiaires.

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) exerce sur l'intégralité du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, y compris sur ses instances de gouvernance et les représentants des donateurs et observateurs qui y participent, les mêmes pouvoirs que ceux qu'il exerce sur d'autres activités de la Commission.

5.1 Résultats des contrôles

Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité

Résultats des contrôles ex-ante

À la fin de l'année 2017, les contrôles ex-ante ont indiqué qu'un total de 92 723 euros de dépenses était inéligible.

Résultats des audits externes

L'audit externe annuel des comptes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pour l'année 2016 a été conclu de manière satisfaisante en 2017.

En ce qui concerne les audits externes des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, au 31 décembre 2017, un audit externe prévu pour 2017 était encore en cours et non finalisé.

Prévention et détection des fraudes ¹²

Aucune enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) n'a été menée.

5.2 Observations et recommandations du service d'audit interne et de la Cour des comptes

Un audit de la performance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été lancé par la CCE début novembre 2017. La CCE vise à conclure son audit de performance avant fin 2018. Le Service d'audit interne de la Commission n'a pas encore procédé à l'examen du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

5.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique relève du système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, il a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne adaptés à la réalisation des objectifs stratégiques et de contrôle, conformément aux normes, et en tenant compte des risques associés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle internes a été réalisé de façon continue par les gestionnaires du Fonds fiduciaire et adapté et complété si nécessaire.

Les exceptions, dérogations, autorisations préalables et événements non conformes qui se sont produits pendant la période considérée, ont été enregistrés et documentés.

Un nombre réduit d'exceptions a été accordé lorsque cette procédure pouvait être justifiée. En outre, des dérogations à la règle de nationalité et de l'origine ont été accordées, ainsi que, dans un cas, la réduction du délai de soumission des offres. Des autorisations ont été données à un certain nombre d'octrois de subventions directes lorsque cette procédure pouvait être justifiée par l'urgence de l'initiative ou par la situation de monopole du bénéficiaire.

Un nombre réduit de procédures négociées pour des contrats de services a aussi été enregistré. Enfin, deux événements de non-conformités ont été enregistrés, pour lesquels l'engagement juridique avait été signé avant la réservation de fonds dans le système comptable. Cependant, dans les deux cas, la réservation des fonds a été confirmée une fois les événements détectés.

Un grand nombre de mesures approuvées sont à ce jour encore en phase précoce de mise en œuvre. Les gestionnaires du Fonds fiduciaire ont pris des mesures appropriées pour garantir que, lorsque des actions financées par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont mises en œuvre, les intérêts financiers de l'Union européenne et des donateurs sont protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude. Si des irrégularités ou des fraudes sont détectées, il est procédé au recouvrement des montants indûment payés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à réaliser des contrôles sur place, à suspendre les paiements et mettre en œuvre en cas de graves irrégularités ou des fraudes et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.

¹² Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie anti-fraude de la DG de l'ordonnateur responsable.

Annexes



ANNEXE I – Liste des programmes approuvés en 2017

TABLEAU 1 CORNE DE L'AFRIQUE

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|
| DJIBOUTI | Solutions pérennes pour les populations hôtes, les réfugiés et les migrants les plus vulnérables au Djibouti | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> , WFP - <i>World Food Programme</i> | 15 000 000 | 12/12/2017 |
| ÉTHIOPIE | Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques en Éthiopie (RESET II) RIDER | CARE Nederland (ONG) | 1 300 000 | Approuvé en interne - décembre 2017 |
| | Encourager les opportunités économiques et la création d'emplois pour les réfugiés et les communautés d'accueil en appui au Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> , Banque mondiale, subvention par procédure négociée (ouverte à tous) | 20 000 000 | |
| | Alliance Shire : accès à l'énergie pour les communautés d'accueil et les réfugiés en Éthiopie | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> , à déterminer | 3 050 000 | 12/12/2017 |
| | Initiative Cuir pour la création d'emplois durables (LISEC) en Éthiopie | UNIDO - <i>United Nations Industrial Development Organisation</i> , <i>Industrial Parks Development Corporation of Ethiopia</i> (autres), à déterminer | 15 000 000 | |
| KENYA | Partenariat Kenya-UE pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'extrémisme violent au Kenya | NCTC - <i>National Counter Terrorism Centre of Kenya</i> (autres) | 5 000 000 | 28/04/2017 |
| SOMALIE | Renforcement de la résilience dans le Nord de la Somalie (RESTORE II) | FAO - <i>Food and Agriculture Organisation</i> | 10 000 000 | |
| | Appui à l'état de droit (forces de police et pouvoir judiciaire somaliens) | UNDP - <i>United Nations Development Programme</i> , UNOPS - <i>United Nations Office for Project Services</i> , à déterminer | 40 000 000 | 12/12/2017 |

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| SOUDAN DU SUD | Éducation au programme d'urgence dans quatre anciens États du Soudan du Sud* | WFP - <i>World Food Programme</i> , UNICEF - <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i> | 22 439 000 | 12/12/2017 |
| | Développement rural au Soudan du Sud : renforcement de la résilience des petits exploitants (SORUDEV SSR) | FAO - <i>Food and Agriculture Organisation</i> | 7 000 000 | |
| | Facilité de coopération technique pour le Soudan du Sud 2018-2020* | FAO - <i>Food and Agriculture Organisation</i> | 2 000 000 | |
| SOUDAN | Projet de gestion intégrée du captage de Wadi El Ku - Phase II | UNEP - <i>United Nations Environment Programme</i> | 10 000 000 | 28/04/2017 |
| | Facilité de coopération technique pour le Soudan 2018-2020 | À déterminer | 4 000 000 | 12/12/2017 |
| | Protection des personnes relevant de la compétence du HCR et des migrants vulnérables le long des routes migratoires au Soudan (PROTECT) | DRC - <i>Danish Red Cross (ONG)</i> , IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | 4 000 000 | |
| | Mesures intégrées de promotion de la valeur ajoutée et de l'emploi (IMPROVE-EU) en milieu urbain et rural dans l'est du Soudan | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | 8 000 000 | |
| | Favoriser les capacités des petits exploitants et l'accès aux marchés dans les zones à faible sécurité alimentaire du Darfour | WFP - <i>World Food Programme</i> | 8 000 000 | |
| Réponse à la demande accrue de services publics et création d'opportunités économiques en Ouganda (RISE) | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> , Consortium d'ONG | 20 000 000 | | |
| RÉGIONAL – CORNE DE L'AFRIQUE | Promotion de la paix et la stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique | IGAD - <i>Intergovernmental Authority on Development</i> , ADA - <i>The Austrian Development Agency</i> | 40 000 000 | 28/04/2017 |
| TOTAL | | NOUVEAUX PROJETS | 233 489 000 | |
| | | AVEC « RIDER » | 234 789 000 | |

*Ce budget inclut des fonds réaffectés du budget 2016 (22 700 000 EUR)



TABLEAU 2 AFRIQUE DU NORD

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------|
| ÉGYPTE | Amélioration de la réponse aux défis migratoires en Égypte (ERMCE)* | AECID - Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, MAECI DGCS - Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, Plan international (ONG), GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit Autorité pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MSMEDA), Conseil national pour les Femmes (NCW), Croissant Rouge égyptien/Croix-Rouge allemande and Croix-Rouge suisse. | 60 000 000 | 23/05/2017 |
| LIBYE | Gestion des flux migratoires mixtes en Libye par le développement de l'espace de protection et l'appui au développement socio-économique local | GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, IOM - International Organisation for Migration, UNDP - United Nations Development Programme, UNICEF - United Nations Children's Emergency Fund, UNHCR - United Nations High Commissioner for Refugees | 90 000 000 | Procédure écrite - mai 2017 |
| | Appui à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye - Phase I | Ministero dell'Interno - Italia | 42 223 927 | Procédure écrite - juillet 2017 |
| MAROC | Empowerment juridique des personnes migrantes | CTB - Coopération Technique Belge | 4 580 000 | 04/12/2017 |
| RÉGIONAL - AFRIQUE DU NORD | Démantèlement des réseaux criminels opérant en Afrique du Nord et impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains | UNODC - United Nations Office on Drugs and Crimes | 15 000 000 | 04/12/2017 |
| | Facilité pour la protection et la réinsertion des migrants en Afrique du Nord | IOM - International Organisation for Migration | 10 000 000 | |
| | Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) - Phase II | ICMPD - International Centre for Migration Policy Development | 5 550 000 | 23/05/2017 |
| | Facilité de coopération technique (TCF) : formulation de programmes, mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation, et activités de communication | ICMPD - International Centre for Migration Policy Development | 5 200 000 | 23/05/2017 |
| TOTAL | | | 232 553 927 | |

*Ce budget inclut des fonds réaffectés du budget 2016 (11 500 000 EUR)

TABLEAU 3 MULTIFENÊTRES (AFRIQUE DU NORD)

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|-----------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| MULTI-FENÊTRES : AFRIQUE DU NORD | Coopération Sud-Sud en matière de migration | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> , Expertise France | 8 613 500 | 23/05/2017 |
| TOTAL | | | 8 613 500 | |

TABLEAU 4 SAHEL & LAC TCHAD

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| BURKINA FASO | Programme « LRRD » de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso RIDER | À déterminer | 5 000 000 | 01/06/2017 |
| | Protection des jeunes dans les zones à risque au Burkina Faso à travers l'éducation et le dialogue | PREFA - Projet d'appui à l'enseignement primaire bilingue franco-arabe, Pays partenaire, Diakonia (ONG) | 9 000 000 | 13/12/2017 |
| | Prévention de l'extrémisme violent autochtone – Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste | À déterminer | 7 000 000 | |
| | Appui budgétaire pour la mise en oeuvre du Programme d'Urgence Sahel du Burkina Faso | Pays partenaire | 50 000 000 | |
| | Programme de Gestion intégrée des Espaces Frontaliers au Burkina Faso (PROGEF) RIDER | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | 5 000 000 | |
| TCHAD | Programme de Développement Inclusif dans les Zones d'Accueil (DIZA) | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> , À déterminer | 15 000 000 | |
| GUINÉE | Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA) | CTB - <i>Coopération Technique Belge</i> , GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> , ITC - <i>International Trade Centre</i> | 65 000 000 | 13/12/2017 |

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| MALI | Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali RIDER | À déterminer | 5 000 000 | 01/06/2017 |
| | Programme Jeunesse et Stabilisation – PROJES – régions du centre du Mali | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | 30 000 000 | 13/12/2017 |
| MAURITANIE | Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie | À déterminer | 10 000 000 | 13/12/2017 |
| NIGER | Contrat relatif à la reconstruction de l'État au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la justice, sécurité et à la gestion des frontières au Niger (SBC EUTF) RIDER | Pays partenaire | 50 000 000 | 01/06/2017 |
| | Projet intégré d'appui à la résilience des populations vulnérables réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de la région de Diffa | ACTED - Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ONG) | 10 000 000 | |
| | Création d'emplois et d'opportunités économiques et renforcement de la résilience au Niger | CTB - <i>Coopération Technique Belge</i> , MAECI DGCS - <i>Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale</i> , SNV - <i>Netherlands Development Organisation</i> (ONG) | 30 000 000 | 13/12/2017 |
| NIGERIA | Appui de l'UE à la réponse, au redressement et à la résilience dans l'État de Borno | FAO - <i>Food and Agriculture Organisation</i> | 20 000 000 | Procédure écrite - juillet 2017 |
| RÉGIONAL - SAHEL ET LAC TCHAD | La voix des jeunes du Sahel | Centre Henry Dunant pour le Dialogue Humanitaire (ONG) | 2 200 000 | Approuvé en interne - juillet 2017 |
| | Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad RIDER | AFD - Agence Française de Développement | 1 100 000 | 01/06/2017 |
| | Erasmus + | Agences nationales Erasmus+ - Commission européenne | 10 000 000 | 13/12/2017 |

| Pays | Titre de la décision | Partenaire de mise en oeuvre | Montant décidé (en EUR) | Date Comité opérationnel |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| RÉGIONAL - SAHEL ET LAC TCHAD | IPDEV2 : Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest | PROPARCO (AFD - Agence Française de Développement) | 15 800 000 | 13/12/2017 |
| | Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée | Expertise France | 17 400 000 | 13/12/2017 |
| TOTAL | | Nouveaux projets | 291 400 000 | |
| | | Avec « RIDER » | 357 500 000 | |
| TOTAL GÉNÉRAL montant approuvé en 2017 pour les trois fenêtres (y compris « RIDERS ») (en EUR) | | | 833 456 427 | |

ANNEXE II – Liste des contrats signés

TABLEAU 1 – APERÇU DES CONTRATS SIGNÉS POUR LE FONDS FIDUCIAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR L'AFRIQUE

| | Montants contractuels (en EUR) | Coûts supplémentaires (en EUR) | Total général (en EUR) | N ^{bre} de contrats |
|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|------------------------------|
| CORNE DE L'AFRIQUE | 460 588 322 | 260 559 | 460 848 881 | 75 |
| AFRIQUE DU NORD | 172 194 402 | 2 424 772 | 174 619 174 | 17 |
| SAHEL & LAC TCHAD | 864 178 444 | 82 650 | 864 261 094 | 94 |
| MULTIFENÊTRES | 1 592 315 | 1 045 357 | 2 637 672 | 24 |
| TOTAL GÉNÉRAL (EN EUR) | 1 498 553 483 | 3 813 338 | 1 502 366 821 | 210 |



TABLEAU 2 - CORNE DE L'AFRIQUE - LISTE DES CONTRATS SIGNÉS

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| DJIBOUTI | Professionaliser les jeunes et les professionnels du secteur dans la filière transport-logistique-portuaire ('Transform') | 15/12/2016 | 10 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Professionaliser les jeunes et les professionnels du secteur dans la filière transport-logistique-portuaire ('Transform') | 10 000 000 |
| ÉTHIOPIE | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie | 28/04/2016 | 30 000 000 | NRC - <i>Norwegian Refugee Council</i> (ONG) | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie - région de Dollo Ado | 8 000 000 |
| | | | | <i>Save the Children</i> (ONG) | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie - région de Jijiga | 5 300 000 |
| | | | | IRC - <i>International Rescue Committee</i> (ONG) | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie - région de Shire | 8 500 000 |
| | | | | DanchurchAid (ONG) | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie - régions de Bahrale et d'Aysaita | 4 000 000 |
| | | | | Plan Nederland (ONG) | Programme régional de développement et de protection en Éthiopie - régions de Bahrale et d'Aysaita | 3 500 000 |
| | Endiguement de la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Éthiopie (SINCE) | 16/12/2015 | 19 945 000 | MAECI DGCS - <i>Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale</i> | Endiguement de la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Éthiopie (SINCE) | 19 845 000 |
| | | | | Ernst and Young (Autres) | Audit pluriannuel du projet FFUE « Endiguement de la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Éthiopie » (SINCE) | 48 075 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| ÉTHIOPIE | Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques en Éthiopie (RESET II) | 16/12/2015 | 47 000 000 | Cordaid Foundation (ONG) | Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques dans le cluster de Liben, dans le cadre de RESET II | 4 252 073 |
| | | | | CARE Nederland (ONG) | Promotion de moyens de subsistance résilients à Borana | 5 940 000 |
| | | | | DanchurchAid (ONG) | Accroissement de la résilience et des opportunités économiques dans les zones sujettes aux sécheresses de la région de Bale | 5 500 000 |
| | | | | VITA (ONG) | Renforcement de la résilience pour des moyens de subsistance et une transformation durables (résultat) dans le Cluster d'OMO du sud et dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR) | 4 230 000 |
| | | | | Save the Children (ONG) | Amélioration des moyens de subsistance et renforcement de la résilience dans la région de l'Afar | 7 000 000 |
| | | | | OXFAM (ONG) | Renforcement de la résilience et création d'opportunités économiques en Éthiopie (RESET II) | 5 580 000 |
| | | | | ACF - Action Contre la Faim (ONG) | Approche intégrée multisectorielle d'amélioration de la résilience des communautés vulnérables de la zone de Wag Himra, dans la région d'Amhara en Éthiopie | 6 000 000 |
| | IDE - <i>International Development Enterprises</i> (ONG) | Économie et moyens de subsistance résilients (REAL) | 4 949 244 | | | |
| | Renforcement de la résilience aux impacts du phénomène El Niño (RESET Plus) | 21/10/2016 | 22 500 000 | UNICEF - United Nations Children's Emergency Fund | Amélioration de l'accès à un approvisionnement en eau géré en toute sécurité dans le cadre du programme de renforcement de la résilience pour l'Éthiopie | 4 854 149 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| ÉTHIOPIE | Renforcement de la résilience aux impacts du phénomène El Niño (RESET Plus) | 21/10/2016 | 22 500 000 | Amref (ONG) | Planning familial pour le renforcement de la résilience chez les jeunes et les femmes dans les régions sujettes aux sécheresses et en situation d'insécurité alimentaire chronique (RESULT II) | 4 000 000 |
| KENYA | Programme régional de développement et de protection au Kenya : appui au programme de développement de Kalobeyei | 28/04/2016 | 15 000 000 | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Programme régional de développement et de protection au Kenya : appui au programme de développement de Kalobeyei | 14 700 000 |
| | | | | RUSI - <i>Royal United Services Institute</i> (ONG) | Renforcement de la résilience à la violence et à l'extrémisme (STRIVE II) | 2 920 000 |
| | Prévention des conflits, paix et opportunités économiques pour les jeunes au Kenya | 28/04/2016 | 14 000 000 | <i>GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Projet d'autonomisation et d'emploi des jeunes au Kenya | 2 920 000 |
| | | | | KRCS - <i>Kenyan Red Cross Society</i> | Prévention des conflits, paix et opportunités économiques pour les jeunes au Kenya - convention de subvention avec la Croix-Rouge kényane | 5 920 000 |
| | | | | SlovakAid - <i>Slovak Agency for International Development Cooperation</i> | Amélioration des moyens de subsistance dans la région côtière kényane en soutenant la certification de commerce biologique et équitable des petits exploitants | 1 900 000 |
| SOMALIE | Améliorer la réactivité de la Somalie à la gestion et à la réintégration des flux de migration mixtes | 16/12/2015 | 50 000 000 | <i>IOM - International Organisation for Migration</i> | Facilitation du retour durable en posant des fondations pour la Somalie dans la Corne de l'Afrique (FLASH) | 5 000 000 |
| | | | | DRC - <i>Danish Refugee Council</i> (ONG) | Cartographie des interventions en matière de migration en Somalie | 32 720 |
| | | | | NRC - <i>Norwegian Refugee Council</i> (ONG) | RE-INTEG : Solution durable et appui à la réintégration pour les communautés affectées par les déplacements dans le Jubaland | 4 000 000 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| SOMALIE | Améliorer la réactivité de la Somalie à la gestion et à la réintégration des flux de migration mixtes | 16/12/2015 | 50 000 000 | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Amélioration de la réactivité de la Somalie quant à la gestion et à la réintégration des flux migratoires mixtes - UNHCR | 5 000 000 |
| | | | | IDLO - <i>International Development Law Organisation</i> | Soutien au développement et à la mise en œuvre de politiques en faveur du retour, de la réintégration et de la protection des déplacés internes et des réfugiés | 2 967 280 |
| | | | | Concern Worldwide (ONG) | Amélioration de l'intégration des communautés affectées par les déplacements en Somalie (EIDACS) | 4 000 000 |
| | | | | CARE Nederland (ONG) | RE-INTEG : Solutions durables pour les migrants de retour et les déplacés internes en Somalie (DSRIS) | 9 000 000 |
| | | | | UNHSP - <i>United Nations Human Settlements Programme</i> | RE-INTEG : solution durable et innovante pour les déplacés internes et les migrants de retour à Mogadiscio par l'amélioration de la gouvernance, de l'emploi et de l'accès aux services de base et de protection | 12 000 000 |
| | | | | Concern Worldwide (ONG) | Amélioration de l'intégration des communautés affectées par les déplacements en Somalie - Baidoa (EIDACS-B) | 1 000 000 |
| | | | | WVD - <i>World Vision Deutschland</i> (ONG) | Wadajir - Mise en place de solutions durables pour la réintégration des communautés affectées par les déplacements au Somaliland | 4 000 000 |
| | Renforcement de la résilience dans le nord de la Somalie (RESTORE) | 25/10/2016 | 8 000 000 | Norwegian Refugee Council (ONG) | Renforcement de la résilience dans le nord de la Somalie (RESTORE) | 4 000 000 |
| Promotion d'une culture de tolérance et de dialogue en Somalie | 16/12/2015 | 5 000 000 | British Council | Étude de définition: Dulqaad Iyo Waha Hadal – Promotion d'une culture de tolérance et de dialogue en Somalie | 60 000 | |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|---------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| SOUDAN DU SUD | IMPACT Soudan du Sud | 16/12/2015 | 45 600 000 | Mott Mc Donald (autres) | Impact Soudan du Sud | 25 993 000 |
| | Fonds commun pour la santé 2 - Soudan du Sud | 16/12/2015 | 20 000 000 | DFID - <i>Department for International Development</i> | Fonds commun pour la santé 2 - Soudan du Sud | 20 000 000 |
| | Renforcement de la résilience des moyens de subsistance des communautés pastorales et agropastorales dans les régions transfrontalières du Soudan du Sud avec le Soudan, l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda | 25/10/2016 | 28 000 000 | FAO - <i>Food and Agricultural Organisation</i> | Renforcement de la résilience des moyens de subsistance des communautés pastorales et agropastorales dans les régions transfrontalières du Soudan du Sud avec le Soudan, l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda | 28 000 000 |
| | Appui à la stabilisation par l'amélioration de la gestion économique, financière et des ressources dans le Soudan du Sud | 16/12/2015 | 12 000 000 | ECORYS NEDERLAND (autres) | Appui à la stabilisation par l'amélioration de la gestion économique, financière et des ressources dans le Soudan du Sud | 999 924 |
| SOUDAN | Programme régional de développement et de protection au Soudan : améliorer les alternatives aux mouvements primaires et secondaires de population du Soudan | 28/04/2016 | 15 000 000 | UNIDO - <i>United Nations Industrial Development Organisation</i> | Développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat pour les jeunes migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les communautés hôtes dans l'État de Khartoum (EEDK-RDDP Soudan) | 3 000 000 |
| | | | | MAECI DGCS - <i>Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale</i> | Aide aux migrants et aux communautés hôtes pour améliorer l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement dans l'est du Soudan | 2 000 000 |
| | | | | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Renforcement des services de protection pour les réfugiés et demandeurs d'asile au Soudan | 3 000 000 |
| | | | | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Formation professionnelle pour réfugiés et communautés hôtes dans l'est du Soudan | 4 000 000 |
| | Amélioration de la nutrition et réduction du retard de croissance dans l'est du Soudan grâce à une approche intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire | 15/12/2016 | 8 000 000 | WFP - <i>World Food Programme</i> | Amélioration de la nutrition et réduction du retard de croissance dans l'est du Soudan grâce à une approche intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire | 8 000 000 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| SOUDAN | Renforcement de la résilience pour les déplacés internes, les migrants de retour et les communautés hôtes dans l'ouest du Darfour | 28/04/2016 | 7 000 000 | IMC - <i>International Medical Corps</i> (ONG) | Renforcement de la résilience pour les déplacés internes, les migrants de retour et les communautés hôtes dans les localités d'Al Geneina, Beida, Sirba et Kerenik – dans l'ouest du Darfour | 4 719 200 |
| | | | | Concern Worldwide (ONG) | Renforcement de la résilience pour les déplacés internes, les migrants de retour et les communautés hôtes dans les localités de Kulbus et Jebel Moon – dans l'ouest du Darfour | 2 220 800 |
| | Renforcement de la résilience pour les réfugiés, les déplacés internes et les communautés hôtes dans l'est du Soudan | 28/04/2016 | 12 000 000 | MAECI DGCS - <i>Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale</i> | Renforcement de la résilience pour les réfugiés, les déplacés internes et les communautés hôtes dans l'est du Soudan | 11 900 000 |
| | Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation au Soudan (EQUIP-Sudan) | 15/12/2016 | 22 000 000 | Sofreco (autres) | Renforcement des capacités et coordination d'EQUIP | 3 600 000 |
| | | | | Save the Children (ONG) | EQUIP - Environnement d'apprentissage de qualité pour l'accès et la rétention (EQUIP-QLEAR) | 3 200 000 |
| | | | | British Council | EQUIP - Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation par la formation continue des enseignants - Soudan (EQUIP-ISTEP) | 4 000 000 |
| | Atténuer les effets du phénomène El Niño pour les populations hôtes et les déplacés internes dans les régions de la mer Rouge, du Nil Blanc et du nord du Darfour, au Soudan | 25/10/2016 | 8 000 000 | Welthungerhilfe (autres) | Sécurité alimentaire et moyens de subsistance durables pour les communautés vulnérables de l'État de la mer Rouge | 2 000 000 |
| | | | | ADRA - <i>The Adventist Development and Relief Agency</i> (ONG) | Atténuer les effets du phénomène El Niño dans l'État du Nil Blanc | 3 750 000 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| OUGANDA | Programme régional de développement et de protection : programme d'appui aux camps de réfugiés et aux communautés hôtes dans le nord de l'Ouganda (SPRS-NU) | 16/12/2015 | 20 000 000 | CTB - Coopération Technique Belge | Programme d'appui aux camps de réfugiés et aux communautés hôtes dans le nord de l'Ouganda (SPRS-NU) | 4 900 000 |
| | | | | DRC - <i>Danish Refugee Council</i> (ONG) | Ouganda (SPRS-NU) | 10 000 000 |
| | | | | ADA - <i>Austrian Development Agency</i> | Programme d'appui aux camps de réfugiés et aux communautés hôtes dans le nord de l'Ouganda (SPRS-NU) | 4 900 000 |
| | Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité parmi la population des bidonvilles | 16/12/2015 | 4 300 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Renforcement de la cohésion sociale et de la stabilité parmi la population des bidonvilles | 4 300 000 |
| RÉGIONAL | Renforcement de la capacité de l'IGAD à promouvoir la résilience dans la Corne de l'Afrique | 28/04/2016 | 5 000 000 | IGAD - <i>Intergovernmental Authority on Development</i> | Renforcement de la capacité de l'IGAD à promouvoir la résilience dans la Corne de l'Afrique | 1 400 000 |
| | | | | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Renforcement de la capacité de l'IGAD à promouvoir la résilience dans la Corne de l'Afrique | 2 100 000 |
| | Meilleure gestion des flux migratoires (processus de Khartoum) | 16/12/2015 | 40 000 000 | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Meilleure gestion des flux migratoires (processus de Khartoum) | 40 000 000 |
| | Facilité pour un retour et une réintégration durables et dignes en appui au processus de Khartoum | 15/12/2016 | 25 000 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Facilité pour un retour et une réintégration durables et dignes en appui au processus de Khartoum | 25 000 000 |
| | Vers une libre circulation des personnes et la transhumance dans la région de l'IGAD | 28/04/2016 | 10 000 000 | ILO - <i>International Labour Organisation</i> | Libre circulation des personnes et transhumance dans la région de l'IGAD : amélioration des opportunités de mobilité légale de la main-d'œuvre | 6 000 000 |
| | | | | IGAD - <i>Intergovernmental Authority on Development</i> | Vers une libre circulation des personnes et la transhumance dans la région de l'IGAD | 3 600 000 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| RÉGIONAL | Collaboration dans les zones transfrontalières : première phase | 15/12/2016 | 63 500 000 | Pact Global (UK) CIO (ONG) | Collaboration dans les zones transfrontalières : Cluster II – Lot 1) | 2 850 000 |
| | | | | Pact Global (UK) CIO (ONG) | Collaboration dans les zones transfrontalières : Cluster II – Lot 1 | 2 992 500 |
| | | | | DRC - Danish Refugee Council (ONG) | Collaboration dans les zones transfrontalières : première phase - Cluster II – Lot 2 | 13 300 000 |
| | | | | VSFG – Vétérinaires sans frontières Germany (ONG) | Collaboration dans les zones transfrontalières : première phase - Cluster II – Lot 2 | 12 000 000 |
| | Facilité de recherche et de preuve | 16/12/2015 | 4 100 000 | SOAS - School of Oriental and African Studies (autres) | Facilité de recherche et de preuve | 3 995 357 |
| Système de suivi et d'apprentissage du FFUE, fenêtre Corne de l'Afrique | 15/12/2016 | 2 000 000 | Altai (autres) | Système de suivi et d'apprentissage pour la fenêtre de la Corne de l'Afrique du FFUE pour l'Afrique, visant à assurer la stabilité et à traiter les causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements de personnes en Afrique | 1 949 000 | |
| TOTAL | 29 DÉCISIONS | | | | 68 CONTRATS | 460 588 322 |
| | | | | Contrats supplémentaires afférents à l'administration des projets (en EUR) | 7 CONTRATS | 260 559 |
| TOTAL GÉNÉRAL AVEC COÛTS ADMINISTRATIFS (EN EUR) | | | | | | 75 CONTRATS 460 848 881 |

TABLEAU 3 - AFRIQUE DU NORD - LISTE DES CONTRATS SIGNÉS

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| ÉGYPTE | Amélioration de la réponse aux défis migratoires en Égypte (ERMCE) | 23-05-17 | 60 000 000 | Plan International (ONG) | Traiter les causes profondes de la migration irrégulière et soutenir les communautés intégrées en Haute-Égypte | 970 475 |
| LIBYE | Gestion des flux migratoires mixtes en Libye par l'élargissement de l'espace de protection et l'appui au développement socio-économique local | 12/04/2017 | 90 000 000 | UNIDO - <i>United Nations Industrial Development Organisation</i> | Renforcement des capacités locales pour la résilience et le redressement | 18 000 000 |
| | | | | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Développement municipal dans le contexte des migrations mixtes) | 10 000 000 |
| | | | | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Renforcement de la protection internationale et de l'assistance aux réfugiés, demandeurs d'asile, migrations et communautés hôtes en Libye | 13 000 000 |
| | | | | UNICEF - <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i> | Programme de renforcement de la résilience pour les enfants vulnérables en Libye, y compris des communautés hôtes, les enfants migrants et réfugiés | 11 000 000 |
| | | | | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | | 38 000 000 |
| | Appui à la protection et au rapatriement humanitaire et à la réintégration des migrants vulnérables en Libye | 16/12/2016 | 19 800 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> , Organisations de la société civile | Protection des migrants vulnérables et stabilisation des communautés en Libye* | 16 800 000 |
| | Renforcement de la protection et de la résilience des populations déplacées en Libye | 16/06/2016 | 5 900 000 | DRC - <i>Danish Refugee Council</i> (ONG) | Renforcement de la protection et de la résilience des populations déplacées en Libye | 5 900 000 |
| Appui à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye - Première phase | Procédure écrite - juillet 2017 | 42 223 927 | Ministero dell'Interno - Italie | Appui à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye - Première phase | 42 223 927 | |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| MAROC | Vivre ensemble sans discrimination: une approche basée sur les Droits de l'Homme et la dimension de genre | 16/12/2016 | 5 500 000 | AECID - Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo | Vivre ensemble sans discrimination: une approche basée sur les Droits de l'Homme et la dimension de genre | 5 500 000 |
| RÉGIONAL | Pilier DEV du Programme régional de développement et de protection en Afrique du Nord | 16/06/2016 | 9 900 000 | Save the Children (ONG) | Traiter les migrations mixtes risquées en provenance d'Égypte | 1 000 000 |
| TUNISIE | Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie | 16/12/2016 | 11 300 000 | Expertise France | Accompagner la réinsertion économique et sociale des migrants tunisiens de retour | 2 500 000 |
| | | | | GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit | Développement des opportunités d'emploi et d'investissement à travers la mobilisation de la diaspora | 4 000 000 |
| | | | | AFD - Agence Française de Développement | Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire en Tunisie | 3 300 000 |
| TOTAL | | 8 DÉCISIONS | | 14 CONTRATS | 172 194 402 | |
| | | | | Contrats supplémentaires afférents à l'administration des projets (en EUR) | 3 CONTRATS | 2 424 772 |
| TOTAL GÉNÉRAL AVEC COÛTS ADMINISTRATIFS (EN EUR) | | | | | 17 CONTRATS | 174 619 174 |

(*Ce contrat est financé à travers deux documents d'action)

TABLEAU 4 - SAHEL ET LAC TCHAD - LISTE DES CONTRATS SIGNÉS

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| BURKINA FASO | Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Séno | 18/04/2016 | 5 200 000 | MAECI DGCS - Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale | Insertion et stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Séno (région du Sahel) | 5 200 000 |
| | Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques | 14/12/2016 | 7 000 000 | Expertise France | Programme d'appui à l'emploi dans les zones frontalières et périphériques | 6 950 000 |
| | Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'agrobusiness des jeunes en milieu rural dans des régions fragiles du Burkina Faso (TUUMA) | 14/12/2016 | 8 000 000 | ADA - The Austrian Development Agency | Appui à la compétence professionnelle, l'entrepreneuriat et l'agrobusiness des jeunes en milieu rural dans des régions fragiles du Burkina Faso (TUUMA) | 8 000 000 |
| | Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières septentrionales au Burkina Faso | 18/04/2016 | 30 000 000 | Terre des Hommes (ONG) | Projet multisectoriel intégré de résilience des ménages pauvres et très pauvres face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les provinces septentrionales de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso | 5 350 000 |
| | | | | OXFAM Intermon (ES) (ONG) | Projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables du Sahel et du Nord | 8 020 000 |
| | | | | ACF - Action Contre la Faim (ONG) | Renforcer durablement et de manière intégrée la résilience des populations vulnérables à l'insécurité nutritionnelle dans la région de l'Est au Burkina Faso | 6 580 000 |
| | | | | LVIA - Servizio di Pace (ONG) | Programme "LRRD" de renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum au Burkina Faso | 5 000 000 |
| | | | | Handicap International (ONG) | Renforcement durable de la résilience des communautés et des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la province du Yagha dans la région du Sahel au Burkina Faso | 5 000 000 |

| Pays | | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| BURKINA FASO | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable au Burkina Faso | 14/12/2016 | 8 300 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable au Burkina Faso | 8 300 000 |
| | Programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Frontières au Burkina Faso (PROGEF) | 13/06/2016 | 25 000 000 | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Programme d'Appui à la Gestion Intégrée des Frontières au Burkina Faso (PROGEF) | 25 000 000 |
| CAMEROUN | Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes | 18/04/2016 | 10 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche HIMO) | 10 000 000 |
| | Projet de promotion de l'emploi et renforcement de la résilience au Nord Cameroun (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua) | 18/04/2016 | 7 000 000 | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Projet d'Appui à la Résilience Socio-Économique des jeunes vulnérables (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua): PARSE | 7 000 000 |
| | Programme de réponse à l'impact des mouvements de populations internes et externes dans les régions du septentrion du Cameroun | 18/04/2016 | 20 000 000 | ACF - Action Contre la Faim (ONG) | Programme de redressement économique et social inclusif et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des territoires du Nord Cameroun (RESILIAN) | 13 000 000 |
| | | | | SNV - <i>Netherlands Development Organisation</i> (ONG) | Projet de renforcement de la résilience des populations des régions septentrionales du Cameroun (PRESEC) | 7 000 000 |
| | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable au Cameroun | 14/12/2016 | 3 300 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative FFUE - OIM pour la protection et la réintégration des migrants au Cameroun | 3 300 000 |

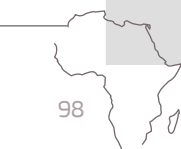
| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| GAMBIE | Programme d'autonomisation des jeunes en Gambie | 13/06/2016 | 11 000 000 | ITC - <i>International Trade Centre</i> | Projet d'autonomisation des jeunes en Gambie | 11 000 000 |
| | Renforcer la gestion et la gouvernance des migrations et la réintégration durable des migrants de retour en Gambie | 14/12/2016 | 3 900 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative FFUE-IOM pour la protection et la réintégration des migrants en Gambie | 3 900 000 |
| MALI | Création d'emplois par l'amélioration de la filière de l'anacarde, afin d'atténuer les causes de l'émigration, dans les régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro | 14/01/2016 | 13 576 233 | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Projet d'appui à la filière de l'anacarde au Mali (PAFAM) | 13 500 000 |
| | L'emploi des jeunes crée des opportunités à la maison au Mali | 14/12/2016 | 20 000 000 | SNV - <i>Netherlands Development Organisation (ONG)</i> | L'emploi des jeunes crée des opportunités à la maison au Mali | 20 000 000 |
| | Relance de l'économie et appui aux collectivités II (RELAC II) | 14/01/2016 | 10 000 000 | LUXDEV - <i>Luxembourg Development Cooperation Agency</i> | Relance de l'économie locale et appui aux collectivités II | 10 000 000 |
| | Sécurité et développement au nord du Mali - Phase II | 18/04/2016 | 13 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Sécurité et développement au nord du Mali - Phase II | 13 000 000 |
| | Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine | 18/04/2016 | 6 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine | 6 000 000 |
| | Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali | 14/01/2016 | 25 000 000 | Handicap International (ONG) | Alliance pour la résilience communautaire au Nord Mali | 11 500 000 |
| | | | | SOS Sahel (ONG) | Partenariat pour le Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Nord Mali (PRIAN) | 4 000 000 |

| Pays | | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| MALI | Programme de renforcement de la résilience des communautés, des ménages et des individus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali | 14/01/2016 | 25 000 000 | OXFAM (ONG) | Renforcement des capacités de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables de la région de Gao et Mopti | 4 000 000 |
| | | | | URD - Urgences Réhabilitation Développement (ONG) | Mission d'appui aux acteurs du programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au nord du Mali (Programme Key) | 1 500 000 |
| | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable au Mali | 14/12/2016 | 15 000 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> , AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Initiative FFUE – OIM pour la protection et la réintégration des migrants au Mali | 11 800 000 |
| | | | | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable au Mali | 3 200 000 |
| | Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao) | 13/06/2016 | 29 000 000 | Expertise France | Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao) - Phase de diagnostic | 686 775 |
| | | | | | Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC Mopti-Gao) - Phase de mise en œuvre | 28 313 225 |
| | Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé | 14/12/2016 | 25 000 000 | Civipol | Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé (Contrat de services) | 8 000 000 |
| | | | | CTB - <i>Coopération Technique Belge</i> | Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil au Mali: appui à la mise en place d'un système d'information sécurisé | 17 000 000 |



| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| MAURITANIE | Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers (PECOBAT) | 18/04/2016 | 3 200 000 | ILO - <i>International Labour Organisation</i> | Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME par le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisante dans les chantiers écoles de construction | 3 200 000 |
| | Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale | 14/12/2016 | 14 000 000 | ILO - <i>International Labour Organisation</i> | Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale | 12 000 000 |
| | | | | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale | 2 000 000 |
| | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, du retour et de la réintégration durable en Mauritanie | 14/12/2016 | 8 000 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative FFUE - OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants en Mauritanie | 8 000 000 |
| | Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger les enfants migrants contre l'exploitation et la traite | 18/04/2016 | 3 000 000 | Save the Children (ES) (ONG) | Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger les enfants migrants contre l'exploitation et la traite | 3 000 000 |
| | Projet d'appui à la prévention de la radicalisation violente en république Islamique de Mauritanie | 14/12/2016 | 6 000 000 | Expertise France | Phase de diagnostic du projet d'appui à la prévention de la radicalisation en Mauritanie | 421 246 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| NIGER | Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ces deux régions | 18/04/2016 | 6 900 000 | LUXDEV - Luxembourg Development Cooperation Agency | Appuyer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ces deux régions | 6 900 000 |
| | Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez | 18/04/16 | 30 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions de Tahoua et Agadez au Niger | 30 000 000 |
| | Plan d'Actions à Impact Économique Rapide à Agadez (PAIERA) | 14/12/2016 | 8 000 000 | Pays partenaire | Pilotage du Plan d'Actions à Impact Économique Rapide dans la Région d'Agadez (AGAPAIR) | 1 075 000 |
| | | | | Karkara (ONG) | Projet d'Appui à la Stabilité Socio-Économique dans la Région d'Agadez (PASSERAZ) | 3 500 000 |
| | | | | CISP - <i>Comitato internazionale per lo sviluppo dei popoli</i> (ONG) | Projet d'intégration économique et sociale des jeunes : Emploi pour le Patrimoine d'Agadez (EPPA) | 2 725 000 |
| | | | | Herve Consultants (autres) | Marché d'assistance technique en soutien à la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) dans son rôle de mise en œuvre et de coordination du programme PAIERA | 625 000 |
| | | | | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire dans la région de Diffa, dans le Bassin du lac Tchad au Niger | 12 000 000 |
| | Mécanisme de réponse et de ressources pour les migrants | 14/01/2016 | 7 000 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Mécanisme de réponse et de ressources pour les migrants | 6 999 893 |
| | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations et le retour durable au Niger (Sustainable Return from Niger – SURENI) | 14/12/2016 | 15 000 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative EU - OIM pour la protection et la réintégration des migrants au Niger | 15 000 000 |
| | Contrat relatif à la reconstruction de l'état au Niger en complément du SBC II en préparation | 13/06/2016 | 80 000 000 | AFD - Agence Française de Développement | Volet Justice du programme d'appui à la Sécurité et à la justice au Niger (AJUSEN) | 6 000 000 |



| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| NIGER | Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires | 18/04/2016 | 25 000 000 | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires | 25 000 000 |
| | Création d'une Équipe Conjointe d'Investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants | 18/04/2016 | 6 000 000 | FIIAPP - <i>Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas</i> | Création d'une équipe conjointe d'investigation (ECI) pour la lutte contre les réseaux criminels liés à l'immigration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic des migrants | 6 000 000 |
| | Contrat relatif à la reconstruction de l'état au Niger en complément du SBC II en préparation | 13/06/2016 | 80 000 000 | Pays partenaire | Contrat relatif à la reconstruction de l'état au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la justice, sécurité et à la gestion des frontières au Niger | 70 000 000 |
| | | | | Civipol | Volet sécurité du programme d'appui à la justice, sécurité et à la gestion des frontières au Niger | 3 998 300 |
| NIGERIA | Coordonner l'aide, la réhabilitation et le développement et promouvoir la stabilité et la sécurité des communautés déplacées dans le nord-est du Nigeria | 18/04/2016 | 11 623 000 | IRC - <i>International Rescue Committee</i> , DRC - <i>Danish Refugee Council</i> (ONG), NRC - <i>Norwegian Refugee Council</i> (ONG) | Promouvoir la stabilité dans le nord-est du Nigeria | 5 500 000 |
| | | | | | Appui multisectoriel aux personnes déplacées dans les États d'Adamawa et de Borno | 4 000 000 |
| | | | | | Promouvoir la résilience et la cohabitation pacifique entre les communautés affectées par les déplacements dans le nord-est du Nigeria | 2 123 000 |
| | Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigérianes (I-SING) | 18/04/2016 | 3 500 633 | Mercy Corps (ONG) | Investir dans la sécurité et l'intégrité des filles nigérianes (I-SING) | 3 500 633 |
| | Le droit d'écrire - projet Nigeria | 14/12/2016 | 2 400 000 | Africulture (ONG) | Le droit d'écrire - projet Nigeria | 2 400 000 |
| Renforcement des services de soutien psychosocial, de santé mentale, de réinsertion et de protection pour les enfants à Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram | 14/12/2016 | 4 500 000 | UNICEF - <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i> | Renforcement des services de soutien psychosocial, de santé mentale, de réinsertion et de protection pour les enfants à Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram | 4 500 000 | |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| NIGERIA | Soutien de l'UE à la réponse, au redressement et à la résilience dans l'État de Borno | Procédure écrite - 19/05/2017 | 20 000 000 | FAO - <i>Food and Agriculture Organisation</i> | Rétablissement et promotion des moyens de subsistance fondés sur une agriculture durable pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, de l'emploi et de la nutrition dans l'État de Borno | 20 000 000 |
| | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des flux migratoires et de la réintégration durable des migrants de retour au Nigeria | 14/12/2016 | 15 500 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des flux migratoires et de la réintégration durable des migrants de retour au Nigeria | 15 500 000 |
| | Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau des États et des communautés du nord-est du Nigeria | 18/04/2016 | 21 000 000 | DFID - <i>Department for International Development</i> | Renforcement des capacités de gestion des conflits au niveau des États et des communautés du nord-est du Nigeria | 21 000 000 |
| SÉNÉGAL | Développer l'emploi au Sénégal: renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ | 18/04/2016 | 40 000 000 | AFD - Agence Française de Développement, LUXDEV - <i>Luxembourg Development Cooperation Agency</i> | Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ | 16 000 000 |
| | | | | Education Development Trust (ONG) | Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ | 194 890 |
| | | | | 20STM - <i>20 Seconds to Midnight</i> (autres) | Mise en œuvre des activités et production de supports de communication dans le cadre du projet : développer l'emploi au Sénégal | 544 060 |
| | | | | LUXDEV - <i>Luxembourg Development Cooperation Agency</i> | Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ | 19 000 000 |
| | | | | GRET - Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (ONG) | Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ | 2 000 000 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| SÉNÉGAL | Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées) dans des régions à haute potentialité migratoire (PACERSEN) | 18/04/2016 | 20 000 000 | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées) dans les régions à haute potentialité migratoire | 10 000 000 |
| | | | | MAECI DGCS - <i>Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale</i> | Projet d'appui à la réduction de la migration à travers la création d'emplois ruraux, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles (fermes Natanguées) dans les régions à haute potentialité migratoire | 10 000 000 |
| | Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués (PARERBA) | 14/12/2016 | 18 000 000 | CTB - <i>Coopération Technique Belge</i> | Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués (PARERBA) | 18 000 000 |
| | Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kanel | 14/01/2016 | 8 000 000 | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Amélioration de la réponse des communautés les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel | 8 000 000 |
| | Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en Casamance | 14/01/2016 | 4 500 000 | ICRC - <i>International Committee of the Red Cross</i> | Normalisation des conditions de vie des populations directement affectées par le conflit en Casamance | 4 500 000 |
| | Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam | 14/01/2016 | 1 100 000 | ACTED - Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ONG) | Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de Matam | 1 100 000 |

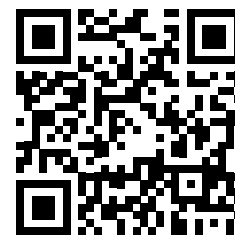
| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| SÉNÉGAL | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des flux migratoires et le retour et la réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise | 14/12/2016 | 27 900 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> , AFD - Agence Française de Développement, AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Initiative FFUE – OIM pour la protection et la réintégration des migrants au Sénégal | 7 000 000 |
| | | | | AFD - Agence Française de Développement | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des flux migratoires et le retour et la réintégration durable au Sénégal | 10 000 000 |
| | | | | AECID - <i>Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo</i> | Renforcement de la gestion et de la gouvernance des flux migratoires et le retour et la réintégration durable au Sénégal | 9 500 000 |
| | | | | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative FFUE – IOM pour la protection et la réintégration des migrants : proposition régionale | 1 400 000 |
| TCHAD | Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT) | 18/04/2016 | 18 000 000 | GIZ - <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> | Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT) | 18 000 000 |
| | Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables | 14/12/2016 | 23 000 000 | Handicap International (ONG) | Appui au déminage, à la protection sociale et au développement des personnes vulnérables | 22 750 000 |
| | Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité | 13/06/2016 | 10 300 000 | AFD - Agence Française de Développement | Projet de soutien à l'insertion socio-professionnelle des jeunes tchadiens en situation de vulnérabilité | 10 300 000 |
| | Résilience et Emploi au lac Tchad (RESTE) | 18/04/2016 | 27 000 000 | OXFAM, ACF - Action Contre la Faim, CARE International (ONG) | Emploi, résilience et cohésion sociale dans la bande sahéenne et la zone du Lac Tchad (RESTE) | 15 000 000 |
| | Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad | 14/12/2016 | 10 000 000 | COGINTA (ONG) | Appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad | 9 999 203 |

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| RÉGIONAL | Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali | 14/12/2016 | 20 000 000 | UNHCR - <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i> | Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali | 4 900 000 |
| | Création d'emplois équitables et développement durable de micro entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur (artisanat, habillement, mode, conception, tissage, coton) au Burkina Faso et Mali | 14/12/2016 | 10 000 000 | ITC - <i>International Trade Centre</i> | Création d'emplois équitables et développement durable de micro entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du « lifestyle » et aménagement d'intérieur | 10 000 000 |
| | Renforcer la gestion et la gouvernance des flux migratoires et la réintégration durable des migrants de retour en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Tchad | 14/12/2016 | 13 930 000 | IOM - <i>International Organisation for Migration</i> | Initiative FFUE – OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Guinée Bissau | 2 480 000 |
| | | | | | Renforcer la gestion et la gouvernance des flux migratoires et la réintégration durable des migrants de retour au Ghana | 3 000 000 |
| | | | | | Renforcer la gestion et la gouvernance des flux migratoires et la réintégration durable des migrants de retour au Nigeria | 5 400 000 |
| | | | | | Renforcer la gestion et la gouvernance des flux migratoires et la réintégration durable des migrants de retour en Côte d'Ivoire | 2 700 000 |
| | | | | | Renforcer la gestion et la gouvernance des flux migratoires et la réintégration durable des migrants de retour au Tchad | 350 000 |
| | Appui à la coopération régionale des pays du G5 et au Collège Sahélien de sécurité | 14/01/2016 | 7 000 000 | Civipol | Appui au G5 pour la sécurité au Sahel | 7 000 000 |

| | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| RÉGIONAL | Soutien au renforcement des systèmes d'information policière dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest (WAPIS) | 18/04/2016 | 5 000 000 | Interpol | Soutien au renforcement des systèmes d'information policière dans la région élargie de l'Afrique de l'Ouest | 5 000 000 |
| | Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI SAHEL) | 13/06/2016 | 41 600 000 | FIIAPP – <i>Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas</i> | Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI SAHEL) | 8 692 219 |
| | La voix des jeunes du Sahel | Convenu en interne - mars 2017 | 2 200 000 | Centre Henry Dunant pour le Dialogue Humanitaire (ONG) | La voix des jeunes du Sahel (2017) | 2 200 000 |
| | Soutien aux populations du Bassin du Lac Tchad | 14/12/2016 | 31 100 000 | AFD - Agence Française de Développement | Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad (RESILAC) | 31 100 000 |
| TOTAL | 63 DÉCISIONS | | | | 93 CONTRATS | 864 178 444 |
| Contrats supplémentaires afférents à l'administration des projets (en EUR) | | | | | 1 CONTRAT | 82 650 |
| TOTAL GÉNÉRAL AVEC CONTRATS ADMINISTRATIFS (EN EUR) | | | | | 94 CONTRATS | 864 261 094 |

TABLEAU 5 - MULTIFENÊTRES (SAHEL ET LAC TCHAD) - LISTE DES CONTRATS SIGNÉS

| Pays | Titre de la décision | Date Comité opérationnel | Montant décidé (en EUR) | Partenaire de mise en œuvre | Titre du contrat | Montant contractuel (en EUR) |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| MULTI-FENÊTRES | Facilité de recherche et de preuve pour la région du Sahel et du lac Tchad et l'Afrique du Nord | Procédure écrite - octobre 2016 | 8 000 000 | IRD - Institut de recherche pour le Développement | État des lieux des connaissances sur le religieux au Burkina Faso | 74 465 |
| | | | | ISSAT - <i>The International Security Sector Advisory Team</i> , DCAF - <i>Democratic Control of Armed Forces</i> (ONG) | Analyse sectorielle dans les domaines de la sécurité et de la justice | 1 517 850 |
| TOTAL | 1 DÉCISION | | | | 2 CONTRATS | 1 592 315 |
| Contrats supplémentaires afférents à l'administration des projets (en EUR) | | | | | 22 CONTRATS | 1 045 357 |
| TOTAL GÉNÉRAL AVEC CONTRATS ADMINISTRATIFS (EN EUR) | | | | | 24 CONTRATS | 2 637 672 |



ec.europa.eu/europeaid

Commission Européenne

Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

Rue de la Loi 41
B-1049 Bruxelles

Téléphone: +32 (0) 2 299 11 11

Internet: <http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa>

Courriel: EuropeAid-EUTF-AFRICA@ec.europa.eu

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

2018 – 108 p. – 21x29,7 cm

ISBN 978-92-79-79999-0

doi: 10.2841/237632

ISSN 2599-6193

Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

Conception et mise en page: Global Concept Consulting

Page de couverture: ©istock / Bartosz Hadyniak

© Union Européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Imprimé en Belgique, mars 2018

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu l'écolabel européen pour le papier graphique.

